



**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**NOVEMBRE 2020**

**N°202**

**TOME I**



**SOMMAIRE**  
**RAA DU MOIS DE NOVEMBRE 2020**  
**N°202**  
**TOME I**

	<b>PAGES</b>
<b>TOME I</b>	
<b>PARTIE 1 : DELIBERATIONS</b> ( <i>Conseil du 23 novembre 2020</i> )	<b>2</b>
<b>TOME II</b>	
<b>PARTIE 2 : DECISIONS</b> ( <i>Conseil du 23 novembre 2020</i> )	<b>2</b>
<b>PARTIE 3 : ARRETES INDIVIDUELS</b>	<b>385</b>
<b>PARTIE 4 : ARRETES REGLEMENTAIRES</b>	<b>415</b>
<b>PARTIE 5 : PUP</b>	<b>506</b>

## **PARTIE 1 - DELIBERATIONS**

	<b>PAGES</b>
AMENAGEMENT DURABLE	<b>10</b>
ANIMATION DU TERRITOIRE	<b>46</b>
ATTRACTIVITE	<b>110</b>
CYCLES DE L'EAU	<b>160</b>
ENVIRONNEMENT	<b>176</b>
HORS COMMISSION	<b>198</b>
RESSOURCES	<b>235</b>
SOLIDARITE	<b>292</b>



## PARTIE 1 SOMMAIRE

<b>N°DELIB</b>	<b>AMENAGEMENT DURABLE</b>	<b>PAGE</b>
M2020-354	Développement de la pratique du covoiturage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	11
M2020-363	Gratuité du transport public - Partenariat de recherche avec l'association Villes Innovantes et Gestion des Savoirs (VIGS) - Attribution de subvention - Autorisation de signature	15
M2020-364	Diffusion de journaux gratuits - Convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société 20 minutes - Autorisation de signature	18
M2020-365	Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Convention de compensation tarifaire des déplacements urbains sur le réseau de Montpellier Méditerranée Métropole réalisés par les abonnés "libre circulation" (ex Zazimut) en juillet et août 2020 - Autorisation de signature	21
M2020-366	Conventions de fonds de concours entre la Métropole et les communes de Montpellier, Saint-Drézéry, Restinclières, Beaulieu, Baillargues, Cournonterral, Saint Jean de Védas, Murviel-lès-Montpellier, Saint Georges d'Orques, Prades-le-Lez, Jacou et Villeneuve-lès-Maguelone - Approbation - Autorisation de signature	24
M2020-367	Projet d'aménagement du Chemin du Pilou en faveur des modes actifs - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Demande de subventions à l'Etat - Approbation	30
M2020-368	Conventions entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage de Bionne et de Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature	33
M2020-369	Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la Commune de Montpellier pour la mise en œuvre du Projet Urbain Partenarial (PUP) SUN LODGE dans le secteur Ovalie - Quartier Croix d'Argent à Montpellier - Autorisation de signature	36
M2020-370	Aménagement du quartier Cambacérès à Montpellier - Cession foncier de diverses parcelles à l'aménageur pour des surfaces tertiaires - Approbation	40
M2020-371	Urbanisme durable et maîtrise foncière - Rachat de propriétés foncières acquises par l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie pour le compte de la Métropole - Communes de Saint Jean de Védas - Secteur Roquefraise et Montpellier - Secteur Blanquette - Approbation	43
<b>N°DELIB</b>	<b>ANIMATION DU TERRITOIRE</b>	<b>PAGE</b>
M2020-356	Opéra Comédie - Demande de classement au titre des monuments historiques - Approbation	47
M2020-357	Développement du livre et de la lecture - Convention de partenariat entre le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	50
M2020-428	Convention de partenariat avec la Ville de Montpellier et la société Ecosystem-Prod pour l'accueil de« l'Ecocirque André-Joseph Bouglione » Cirque sans animaux- Autorisation de signature	53
M2020-429	Demandes de subventions auprès de l'Etat, de la DRAC Occitanie et de la Région Occitanie pour les acquisitions et les restaurations d'oeuvre ainsi que pour la programmation 2021 du musée Fabre de Montpellier - Autorisation de signature	56
M2020-430	Conventions de partenariat entre le musée Fabre, les publics en situation de handicap de l'association des paralysés de France Montpellier, du centre d'éducation des sourds et déficients auditifs 34, de la Fédération des aveugles et amblyopes de France LR et les publics du champ médical du CHU Lapeyronie - Autorisation de signature	60

## PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	ANIMATION DU TERRITOIRE	PAGE
M2020-431	Convention de partenariat entre le musée Fabre et le CROUS de Montpellier Occitanie pour le dispositif de billetterie YOOT - Autorisation de signature	64
M2020-432	Convention de partenariat entre le musée Fabre et les publics du champ social du Secours Populaire Français - Fédération de l'Hérault - Autorisation de signature	67
M2020-433	Convention de partenariat entre le musée Fabre et la Maison de la poésie Jean Joubert - Approbation	70
M2020-434	Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	73
M2020-435	Convention annuelle de partenariats pédagogiques et artistiques entre l'Opéra Orchestre National de Montpellier et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	76
M2020-436	Convention de partenariat entre le Conservatoire à Rayonnement Régional et le Centre Dramatique National (CDN) Théâtre des 13 vents - Autorisation de signature	79
M2020-437	Ecoles associées au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution de subvention - Approbation	82
M2020-438	Convention de partenariat entre le Chai du Terral et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	85
M2020-439	Site archéologique Lattara, musée Henri Prades - Demandes de subventions au titre de l'année 2021 - Approbation	88
M2020-440	Médiathèques - Adhésion à l'Association Le Prix des Incorruptibles - Autorisation	91
M2020-441	Comédie du Livre 2021 - Prise en charge de frais des intervenants invités - Demandes de subventions - Approbation	94
M2020-442	Prise en charge des frais liés à la résidence littéraire de l'écrivain Alexandre BERGAMINI - Demandes de subventions afférentes - Approbation	97
M2020-443	Affectation de subventions et conventions de partenariat - Approbation - Autorisation de signature	100
M2020-444	Piscine Olympique d'Antigone - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Locaux destinés à une occupation commerciale - Attribution - Autorisation de signature	103
M2020-445	Réseau des piscines - Opération Téléthon 2020 - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Française contre les Myopathies (AFM) - Autorisation de signature <small>AFFAIRE RETIREE</small>	
M2020-446	Associations et clubs sportifs - Affectation de subventions - Conventions d'attribution - Autorisation de signature	107
N°DELIB	ATTRACTIVITE	PAGE
M2020-341	Épidémie de Covid-19 - Mesures de soutien aux acteurs économiques face à la crise sanitaire et économique - Dispositif d'aide aux loyers pour le mois d'octobre 2020 - Approbation	111
M2020-342	Épidémie de Covid-19 - Attribution d'aides aux acteurs économiques pour le paiement des loyers professionnels - Approbation	115
M2020-344	Épidémie de Covid-19 - Soutien aux entreprises du commerce de proximité, de l'artisanat et du tourisme - Fonds Régional L'Occal - Evolution du règlement - Volet 3 loyers - Convention Région Occitanie - Autorisation de signature	124

## PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	ATTRACTIVITE	PAGE
M2020-345	Épidémie Covid-19 - Dispositif Garantie Congrès - Avenant n°2 au contrat de délégation de service public relatif à la gestion et à l'exploitation du Corum et Zenith sud - Autorisation de signature	127
M2020-377	Coopération avec le Conseil Départemental de Rufisque (Sénégal), le CIRAD et le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement - Recherche de financements - Convention de partenariat - Attribution de subventions - Autorisation de signature	130
M2020-378	Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 – Délibération pour une attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet BNIF – Autorisation de signature <small>AFFAIRE RETIREE</small>	
M2020-379	Contrat de Plan État Région 2015-2020 - Convention d'attribution de subvention à l'INRA pour le projet Techalim - Autorisation de signature	135
M2020-380	Contrat de Plan État Région 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet Meso@LR - Autorisation de signature	138
M2020-381	Contrat de Plan État Région 2015-2020 - Attribution d'une subvention à l'Université de Montpellier - Réhabilitation du bâtiment de l'Institut de Botanique, Projet Tête de Campus - Autorisation de signature	141
M2020-383	Attribution de subvention à la Fondation Université de Montpellier - Convention de partenariat - Autorisation de signature	144
M2020-384	Attribution de subvention - Projet de Tiers Lieu de la Cav'Coop - Commune de Murviel-lès-Montpellier - Autorisation de signature	147
M2020-385	Pacte Métropolitain d'Innovation – Avenant n°3 à la convention d'attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet REDSAIM – Autorisation de signature <small>AFFAIRE RETIREE</small>	
M2020-386	Ouverture dominicale des commerces de détail pour l'année 2021 - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole	150
M2020-387	Montpellier Méditerranée Métropole - ZAC Cannabe - Commune de Courdonterral - Programme des Equipements publics - Approbation	153
M2020-388	Mission d'affaires digitale salon Slush - Participation au salon digitalisé - Financement des frais d'inscription - Approbation	157
N°DELIB	CYCLES DE L'EAU	PAGE
M2020-358	Restauration du cordon dunaire sur Villeneuve-lès-Maguelone - Mise en oeuvre des mesures compensatoires de l'arrêté préfectoral n°2013329-0004 du 25 novembre 2013 - Convention de partenariat relative à l'élaboration du Plan Régional d'Action en faveur d'une espèce végétale protégée l'Euphorbe peplis - Partenariat avec le conservatoire botanique national de Porquerolles - Autorisation de signature	161
M2020-359	Protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson à Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone - Convention pour le dévoiement des réseaux d'eau brute BRL - Approbation et autorisation de signature	164
M2020-360	Association Rivages de France - Réseau national des gestionnaires et partenaires de la gestion d'espaces naturels littoraux à l'échelle nationale - Adhésion - Désignation d'un représentant - Approbation	167
M2020-361	Défense Extérieure Contre l'Incendie - Convention de financement avec le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) pour l'amélioration de la défense incendie du secteur Avenue de la Galine - Avenue du jeu de mail à Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature	170

## PARTIE 1 SOMMAIRE

<b>N°DELIB</b>	<b>CYCLES DE L'EAU</b>	<b>PAGE</b>
M2020-362	Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement rue Faubourg Figuerolles sur la commune de Montpellier - Avenant à la convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	173
<b>N°DELIB</b>	<b>ENVIRONNEMENT</b>	<b>PAGE</b>
M2020-355	Etude préalable à la mise en oeuvre de la tarification incitative des déchets - Demandes d'aides financières - Approbation	177
M2020-372	Centre de tri des déchets recyclables secs - Convention de partenariat avec le Fonds de dotation pour le recyclage des petits aluminiums - Autorisation de signature	180
M2020-373	Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat pour l'opération de rénovation / extension / exploitation du centre de tri Demeter - Compte rendu annuel à la collectivité au titre de 2019 - Approbation	183
M2020-374	Association Repair Café Montpellier - Attribution de subvention - Approbation	188
M2020-375	Partenariat avec l'INRA, l'Institut Agro Montpellier et le CIRAD - Attribution de subventions - Approbation	191
M2020-376	Partenariats 2020 - Associations Biodiversité Echanges et Diffusion d'Expériences (BEDE) et Solidarité DOM-TOM Hérault - Attribution de subventions - Approbation	194
<b>N°DELIB</b>	<b>HORS COMMISSION</b>	<b>PAGE</b>
M2020-340	Modalités de réunion à distance du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'Etat d'Urgence Sanitaire - Approbation	199
M2020-343	Epidémie de Covid-19 - Dispositif d'aide au paiement des loyers et redevances pour le mois de novembre à destination des entreprises occupants des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature	203
M2020-382	Chaire Internationale sur les usages et les pratiques de la Ville Intelligente "Cit Us" - Renouvellement de la convention et de la collaboration de recherche dédiée à l'acceptabilité de l'innovation - Autorisation de signature	207
M2020-447	Représentations du Conseil de Métropole - Désignations	211
M2020-448	Composition des commissions métropolitaines - Modification - Approbation	215
M2020-449	Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président - Approbation	217
M2020-450	Chambre Régionale des Comptes Occitanie - Rapport d'observations définitives sur le contrôle des comptes et de la gestion de Montpellier Méditerranée Métropole - Exercices 2013 et suivants	224
M2020-451	Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Rapport Spécial 2019 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique	227
M2020-452	Organismes extérieurs - Société publique locale (SA3M) - Rapport Spécial 2019 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation	230
M2020-453	Adoption du procès-verbal du 12 octobre 2020	233
<b>N°DELIB</b>	<b>RESSOURCES</b>	<b>PAGE</b>
M2020-347	Épidémie de Covid-19 - Report du versement de la Taxe de Séjour - Approbation	236
M2020-348	Institution et répartition de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) - Approbation	239
M2020-349	Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Révision - Adoption	242

## PARTIE 1 SOMMAIRE

<b>N°DELIB</b>	<b>RESSOURCES</b>	<b>PAGE</b>
M2020-350	Budget 2020 - Décision Modificative n°1 - Budget principal - Adoption	248
M2020-351	Budget 2020 - Décision Modificative n°1 - Budget annexe transport - Adoption	253
M2020-352	Budget 2020 - Décision modificative n°1 - Budget annexe assainissement - Adoption	257
M2020-353	Budget 2020 - Décision Modificative n°1 - Budget annexe de l'eau potable - Adoption	261
M2020-420	Ressources -Budget annexe transport -Subvention du budget principal -Approbation	265
M2020-421	Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et montant 2020 - Approbation	269
M2020-422	Procès-verbal comptable d'affectation des biens nécessaires à l'exercice comptable de la compétence Eau à la Régie des Eaux - Approbation	273
M2020-423	Apurement annuel des régies - Exercice 2019	276
M2020-424	Refacturation des charges de fonctionnement aux budgets annexes - Approbation	279
M2020-425	Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les Femmes et les Hommes au sein de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	282
M2020-426	Création de Nouvelles Autorisations Spéciales d'Absence (ASA) - Approbation	285
M2020-427	Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	288
<b>N°DELIB</b>	<b>SOLIDARITE</b>	<b>PAGE</b>
M2020-346	Épidémie de Covid-19 - Don de masques inclusifs à des associations ou structures de personnes sourdes ou malentendantes - Convention de partenariat - Approbation	293
M2020-389	Plan pauvreté entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Action 2 visant l'accès à l'hygiène des plus démunis - Convention avec l'association la Bulle douche nomade - Autorisation de signature	296
M2020-390	APSH34 - Club Motiv'Action - Attribution de subvention - Autorisation de signature	299
M2020-391	Rapport annuel politique de la ville 2019 - Approbation	302
M2020-392	Logement d'abord - Avenant financier à la convention pluriannuelle d'objectifs 2018 - 2019 conclue entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole - Abondement complémentaire et actions dédiées 2020 - Autorisation de signature	307
M2020-393	État de réalisation 2019 du Programme Local de l'Habitat (PLH) - Approbation	311
M2020-394	Contrat de Plan État-Région 2015-2020 - Attribution de subvention au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires pour la réfection des réseaux d'eau de la cité universitaire « Le Triolet » à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	319
M2020-395	Avance des subventions publiques aux syndicats de copropriétaires et aux propriétaires modestes pour la rénovation du parc privé - Financement du reste à charge pour les propriétaires modestes - Conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et FDI SACICAP - Autorisation de signature	322
M2020-396	Convention relative aux modalités d'accès aux données de la cartographie nationale de l'occupation du parc locatif social - Autorisation de signature	326
M2020-397	Construction de 92 logements sociaux à Montpellier et Villeneuve-lès-Maguelone - Attribution de subventions à l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat - Conventions - Autorisation de signature	329

## PARTIE 1 SOMMAIRE

<b>N°DELIB</b>	<b>SOLIDARITE</b>	<b>PAGE</b>
M2020-398	Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de trente-huit logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	334
M2020-399	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers Courreau/Figuerolles/Nord-Ecusson - Attribution de subventions pour la réhabilitation de trois logements et des parties communes de cinq immeubles - Autorisation de signature	337
M2020-400	Construction de 22 logements sociaux - Résidence "Domaine de Vauguières" - 190 route de Vauguières - à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature	340
M2020-401	Construction de 12 logements sociaux - Résidence « Terre du Soleil », 14 rue de la Taillade à Castries - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	343
M2020-402	Construction de 18 logements sociaux - Résidence « Malaga », 140 Quai Flora Tristan à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	346
M2020-403	Construction de 8 logements sociaux - Résidence « Pure Aiguelongue », 281 Avenue du Major Flandre à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	349
M2020-404	Construction de 10 logements sociaux - Résidence « LUMINEA », 1313 avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	352
M2020-405	Construction de 10 logements en location-accession - Résidence "Oxalis-bâtiment B" - Quartier de la Bergerie à Juvignac - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature	355
M2020-406	Construction de 16 logements en location-accession - Résidence "Oxalis-bâtiment F" - quartier de la Bergerie à Juvignac - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature	358
M2020-407	Construction de 7 logements sociaux - Résidence « Jardin de Jade », 201 rue Celleneuve de St Hilaire à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	361
M2020-408	Construction de 30 logements en location-accession - Résidence LIANA - ZAC Ovalie, lot 22A2 - Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	364
M2020-409	Construction de 6 logements sociaux - Résidence « Confidence », 41 rue des Eglantiers à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	367
M2020-410	Construction de 6 logements sociaux - Résidence « Villa Georgia », chemin de Guillery à Grabels - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	370
M2020-411	Construction de 28 logements sociaux - Résidence « Font d'Aurelle », rue de la Valsière à Grabels - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM 3F Occitanie - Convention - Autorisation de signature	373

## PARTIE 1 SOMMAIRE

<b>N°DELIB</b>	<b>SOLIDARITE</b>	<b>PAGE</b>
M2020-412	Construction de 19 logements en location-accession - Résidence SEASON'S - ZAC Roque Fraïsse, lot 18A - rue des Terrasses du Languedoc à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	376
M2020-413	Construction de 5 logements sociaux - Résidence « En Vogue », 71 avenue de Castelnau à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	380
M2020-414	Construction de 7 logements sociaux - Résidence « Aficion », 11 rue Aficion à Vendargues - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	383
M2020-415	Construction de 51 logements sociaux - Résidence Étincelle - ZAC de Caylus, lot M8 à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM CDC Habitat Social - Convention - Autorisation de signature	386
M2020-416	Construction de 28 logements sociaux - Résidence Les Hauts de Castelnau - 14 impasse Jacquard à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM CDC Habitat Social - Convention - Autorisation de signature	389
M2020-417	Construction de 27 logements sociaux - Résidence Séquoïa - 2715 avenue Étienne Méhul à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM CDC Habitat Social - Convention - Autorisation de signature	392
M2020-418	Construction de 39 logements sociaux - Résidence « In'Spire », ZAC Roque Fraïsse lot 19, route des Terrasses du Languedoc à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	395
M2020-419	Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Clôture de l'exercice 2020 - Avenant n°9 à la convention signée avec l'État - Autorisation de signature	398

**AMENAGEMENT DURABLE**





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUNBOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Frédéric LAFFORGUE, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## Aménagement durable - Développement de la pratique du covoiturage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Le territoire de Montpellier Méditerranée de Métropole est marqué depuis plusieurs années par une pollution atmosphérique importante notamment en matière de dioxyde d'azote.

Il fait partie des territoires cités dans le jugement de la Cour de Justice de l'Union Européenne du 24 octobre 2019, dans lequel la France a été considérée comme manquant depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 aux obligations lui incombant, au titre de l'article 13 de la directive européenne n° 2008/50/CE concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe.

Une part importante de cette pollution provient du secteur du transport routier et plus particulièrement de l'usage individuel de la voiture, dit « autosolisme ». Le développement de « l'autosolisme » est dû principalement au contexte territorial. Ce dernier est complexe : multipolaire, urbain, rural, avec des zones industrielles, commerciales, de loisirs, des campus universitaires...

Il amène à plusieurs constats sur le territoire :

- d'abord, l'engorgement des centres urbains mais également des principaux axes routiers et autoroutiers interurbains et le faible taux d'occupation des véhicules réalisant des trajets pendulaires « domicile-travail ». En effet, on constate que la voiture représente les 2/3 du mode de déplacement des actifs ;
- ensuite, l'existence sur le territoire de zones peu denses et ne bénéficiant que d'une faible offre de transports en commun, créant ainsi un déséquilibre dans l'accès à la mobilité et un usage très majoritaire de la voiture dans ces zones ;
- enfin, bien que la qualité de l'air sur le territoire de la Métropole se soit améliorée depuis 2015, elle dépasse toujours les valeurs limites en matière de dioxydes d'azotes. Ce dépassement est dû principalement au transport routier.

La Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) du 24 décembre 2019 porte création de l'article L.1231-1-1 du Code des transports. Cet article dispose que les Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) sont compétentes pour « *organiser des services relatifs aux usages partagés des véhicules terrestres à moteur ou contribuer au développement de ces usages* ». Les usages partagés des véhicules terrestres à moteur incluent notamment l'autopartage et le covoiturage.

Parmi les domaines d'interventions des AOM dans ce domaine figurent :

- le pouvoir de mettre à disposition du public des solutions de covoiturage pour faciliter la mise en relation de conducteurs et de passagers en cas d'inexistence, d'insuffisance ou d'inadaptation de l'offre privée,
- la possibilité de verser des allocations au conducteur ou aux passagers réalisant des trajets en covoiturage.

Même si le domaine d'intervention des AOM est limité, la notion de solutions de covoiturage facilitant la mise en relation de conducteurs et de passagers permet de mettre en œuvre des actions variées. Les autorités organisatrices de la mobilité sont ainsi libres de choisir les solutions adaptées à leur territoire lorsque l'offre privée n'y répond pas, ou pas suffisamment.

Sans attendre la loi LOM, l'agglomération de Montpellier avait déjà développé une plateforme de mise en relation d'usagers dans le cadre de sa compétence transports. En 2019, le titulaire du marché actuel, la société Klaxit, a proposé la migration de la plateforme Internet vers une application en version mobile.

Cependant, malgré la présence de cette plateforme de covoiturage, force est de constater que le covoiturage courte distance, notamment dans le cadre des trajets domicile-travail, peine à se développer sur le territoire. En attestent notamment l'évolution constante du nombre de véhicules en circulation et le taux de motorisation des ménages, resté sensiblement le même entre 2006 et 2015 (82,5% des ménages possèdent au moins une voiture – Source INSEE) et le taux de remplissage des véhicules (1,36 personnes par voiture – Source EGD Hérault 2012-2015).

Aussi, face à ces constats, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de développer une politique encourageant le covoiturage de courte distance, privilégiant les trajets domicile/travail et les trajets domicile/études. Cette politique de développement du covoiturage s'intégrerait ainsi pleinement dans une stratégie globale des mobilités à l'échelle du territoire, plus respectueuse de l'environnement, plus sociale et solidaire.

La politique de covoiturage que la Métropole souhaite promouvoir s'articule autour de deux priorités : la massification des offres de covoiturage et la proposition d'actions systémiques.

Pour ce faire, deux grands axes sont priorisés :

1. Le covoiturage dynamique : la Métropole va développer sur son territoire une offre de covoiturage dynamique courte-distance, permettant de couvrir les déplacements pendulaires mais aussi les déplacements occasionnels.

En structurant ainsi cette offre de covoiturage qui est aujourd'hui proposée par une pluralité d'acteurs nationaux ou locaux, la Métropole souhaite créer un réseau de covoiturage domicile-travail dense sur le territoire métropolitain permettant d'une part d'expérimenter la pratique du cofinancement domicile-travail sur le territoire ; et d'autre part, d'inciter au covoiturage sur des trajets ciblés pour lesquels la collectivité ne peut pas proposer d'offre efficace en transports en commun en raison du coût trop élevé rapporté au nombre d'utilisateurs (zones peu denses). Et enfin de développer une réponse en cas de pic de pollution pour limiter l'usage de la voiture en offrant des solutions de déplacements alternatives.

Pour répondre à cette ambition, cette plateforme devra notamment :

- o proposer une garantie retour en cas de désistement du covoitureur ;
- o s'adapter au mieux au profil des utilisateurs et à leur parcours habituel ;
- o être paramétrable et pouvoir intégrer un éventuel système d'incitation financière proposé par la Métropole.

Dans cette optique, la Métropole va conclure un marché de prestations de services pour proposer aux habitants de la Métropole une plateforme de mise en relation pour effectuer des trajets de covoiturage. Le service sera proposé pour une durée d'un an ; une évaluation permettra de déterminer s'il y a lieu ou non de poursuivre cette expérimentation.

2. L'accompagnement des habitants au changement : afin d'encourager les habitants de la Métropole à privilégier les modes de déplacement les moins polluants, dont le covoiturage, des actions de communication et d'accompagnement seront menées qui cibleront dans un premier temps les entreprises et les administrations avant d'être élargies au grand public.

Le coût de cette expérimentation est évalué à 75 000 € pour une période d'un an.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le principe de cette expérimentation ;
- de valider le budget de 75 000 € pour la mise en place de cette expérimentation ;
- de dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget annexe transport, chapitre 11 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146485-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## **Aménagement durable - Gratuité du transport public - Partenariat de recherche avec l'association Villes Innovantes et Gestion des Savoirs (VIGS) - Attribution de subvention - Autorisation de signature**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

L'association VIGS est une association de chercheurs qui travaille dans le domaine des politiques d'aménagement du territoire, des transports et des enjeux énergétiques. Créée en 2011, cette association assure également la coordination technique et scientifique de l'Observatoire des villes du transport public gratuit, en partenariat avec l'Agence d'urbanisme et de développement de la région Flandre-Dunkerque. Grâce à ses experts, l'Observatoire des villes du transport gratuit vise d'une part à améliorer l'état des connaissances concernant la gratuité, notamment dans les territoires en France et à l'étranger qui l'ont adoptée et d'autre part, à en évaluer les effets sur les politiques publiques.

Montpellier Méditerranée Métropole va devenir à la mi-mandat la plus grande collectivité française à adopter la gratuité totale des transports collectifs pour ses habitants (450 000 habitants).

A ce titre, et pour compléter ses données pour l'Observatoire des Villes du Transport Gratuit, l'association VIGS souhaite étudier plus précisément les effets des mesures de gratuité mises en place par la Métropole de Montpellier sur son territoire.

Ce travail de recherche mené par VIGS présente un intérêt évident pour la Métropole.

En effet, la mise en place de la gratuité, déployée en plusieurs étapes, doit faire l'objet d'une évaluation en continu pour en mesurer les conséquences sur notre territoire en terme de fréquentation du réseau, de report modal, d'impact environnemental et sociétal notamment.

Dans ce cadre, le travail de recherche mené par l'association VIGS dans le cadre de ses missions nous permettra d'alimenter nos propres réflexions.

Il est donc proposé d'accorder une subvention de 22 597,50 € à VIGS pour la réalisation de son projet d'étude sur les effets de la mise en place de la gratuité sur le territoire que Montpellier Méditerranée Métropole en s'appuyant sur l'expertise des membres de l'association VIGS et les ressources de l'Observatoire des villes du transport gratuit.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'accorder une subvention de 22 597,50 € au bureau de recherches Villes Innovantes et Gestion des Savoirs (VIGS) ;
- d'approuver les termes de la convention de financement ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget annexe transport, chapitre 65 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148211-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 20201106\_ConvVIGS\_2020.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES



## **Aménagement durable - Diffusion de journaux gratuits - Convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société 20 minutes - Autorisation de signature**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis septembre 2010, le quotidien gratuit « 20 Minutes », édité par la société 20 Minutes France SAS, est mis à disposition de la population sur le réseau de transport en commun de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment aux arrêts des lignes 1, 2, 3 et 4 de tramway et sur les parkings d'échanges.

L'actuelle convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la société 20 Minutes France SAS arrive à terme.

Ce quotidien gratuit est financé par les recettes publicitaires et est consacré à la fois aux informations locales, nationales et internationales, à l'actualité culturelle ainsi qu'aux loisirs de la Métropole.

Il est proposé de renouveler avec ce groupe de presse la convention d'occupation temporaire du domaine public l'autorisant à installer des distributeurs de journaux sur des emplacements du réseau de tramway, au sein des parkings d'échanges et à proximité de certains arrêts de bus.

Les conventions présentent les dispositions suivantes :

- La durée : 16 mois soit jusqu'au 31 décembre 2021 ;
- Le régime des redevances : 134 € HT, TVA en sus, par présentoir et par an (74 présentoirs, soit une redevance de 9 916 € HT) ;
- Les exigences en matière de qualité de service, de propreté et d'approvisionnement ;
- L'implantation des présentoirs.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le projet de convention d'occupation temporaire du domaine public à intervenir avec la société 20 minutes France SAS ;
- dire que la recette est inscrite au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-143894-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention 20 minutes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUNBOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## **Aménagement durable - Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Convention de compensation tarifaire des déplacements urbains sur le réseau de Montpellier Méditerranée Métropole réalisés par les abonnés "libre circulation" (ex Zazimut) en juillet et août 2020 - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

En 2004, la Communauté d'agglomération de Montpellier a transféré sa compétence en matière de transport scolaire au Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) lors de sa création par délibération du Conseil communautaire du 27 juin 2003.

Dans le cadre de la politique tarifaire du Syndicat Mixte en faveur des scolaires, l'abonnement scolaire « Libre-circulation » (ex-Zazimut) a été mis en place et offre à ses titulaires la libre-circulation sur les réseaux de transport urbain (en sus du réseau interurbain), en période scolaire et hors vacances d'été.

Pour favoriser la mobilité de ce public et dans le cadre de la politique jeunesse de la Région Occitanie, l'abonnement scolaire « Libre-circulation » est prolongé depuis plusieurs années pour les mois de juillet et août, sans surcoût pour les scolaires. Le SMTCH a donc adopté lors de sa séance du 30 mars 2018, en accord avec Montpellier Méditerranée Métropole, la reconduction annuelle de validité de l'abonnement scolaire « Libre-circulation » pendant les vacances scolaires d'été. Pour l'année 2020, la période de validité s'étend du 4 juillet au 1<sup>er</sup> septembre.

Une convention prévoit les modalités de la compensation financière versée par le SMTCH à Montpellier Méditerranée Métropole pour les déplacements réalisés sur le réseau TaM par les abonnés scolaires « Libre-circulation » durant cette période.

Ainsi, la compensation versée à Montpellier Méditerranée Métropole est calculée sur la base du tarif unitaire réel (RUR recette urbaine unitaire = 1,0364 € TTC le déplacement) et du nombre de déplacements des abonnés scolaires « Libre circulation », enregistrés par les valideurs TaM pour les mois de juillet et août 2020.

Pour l'exercice 2020, cette compensation s'élève à 24 285,39 € TTC pour 23 432 déplacements enregistrés.

La délibération, prise par le SMTCH en mars 2018, précise que les réseaux urbains partenaires peuvent choisir ou non de reconduire le dispositif d'année en année. Afin de maintenir des conditions de mobilité favorables pour les scolaires pendant la période estivale, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite reconduire le même dispositif pour l'année 2021.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le projet de convention entre le SMTCH et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2020, portant sur la compensation financière des déplacements réalisés par les abonnés scolaires « Libre-circulation » du 4 juillet au 1<sup>er</sup> septembre 2020 sur le réseau TaM ;
- de dire que la recette est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938 ;
- d'autoriser la reconduction du dispositif pour l'année 2021 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 19 voix

M. Christian ASSAF, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Bernadette CONTE-ARRANZ, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Arnaud MOYNIER, M. Bruno PATERNOT, Mme Céline PINTARD, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146148-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention Zazimut été 2020 SMTCH 3M.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## **Aménagement durable - Conventions de fonds de concours entre la Métropole et les communes de Montpellier, Saint-Drézéry, Restinclières, Beaulieu, Baillargues, Cournonterral, Saint Jean de Védas, Murviel-lès-Montpellier, Saint Georges d'Orques, Prades-le-Lez et Jacou - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire de la Métropole.

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole. Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus au titre d'une opération ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Certaines communes des Pôles Territoriaux de la Métropole souhaitent apporter des fonds de concours pour la réalisation de divers aménagements (voirie, achat de mobilier urbain, réseaux secs et éclairage public). Les communes soumettront prochainement l'approbation de ces fonds de concours à leurs Conseils Municipaux respectifs.

Les montants de fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations envisagées, tels que définis dans les projets de convention sont les suivants :

### **Pôle Cadoule et Bérange**

#### Saint -Drézéry:

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Aménagement du piétonnier av Croix de Mounie Phase 2	237 855,79 €	198 213,16 €	20,18%	40 000 €

#### Restinclières :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Aménagement du Chemin des Bois	19 200 €	16 000 €	48,78%	7 804,80 €
Aménagement du Chemin des Hugues	19 200 €	16 000 €	48,78%	7 804,80 €
Aménagement de l'Allée de la Coste	57 600 €	48 000 €	48,78%	23 414,40 €
Aménagement de la Rue du Stade	27 000 €	22 500 €	48,78%	10 976 €

Beaulieu :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Aménagement de la Rue du Cimetière	27 600 €	23 000 €	45%	10 350 €
Aménagement de la Rue Font de la Bouna	36 000 €	30 000 €	45%	13 500 €
Aménagement de l'Impasse du Ponceau	36 000 €	30 000 €	45%	13 500 €
Aménagement de l'Avenue de Restinclières	4 800 €	4 000 €	45%	1 800 €
Aménagement de l'Avenue de Sussargues	24 000 €	20 000 €	45%	9 000 €
Aménagement de la Rue des Chênes	17 760 €	14 800 €	45%	6 660 €
Aménagement de l'accès Carrière	9 000 €	7 500€	45%	3 375 €
Aménagement de l'Allée des Acacias	4 836 €	4 030€	45%	1 813,5 €

Baillargues :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Aménagement de l'Impasse Granier	66 000 €	55 000 €	49%	26 950 €
Aménagement de la Rue du Mas de Baillargues	120 000 €	100 000 €	49%	49 000 €
Aménagement de l'Impasse Lou Moutadou	102 000 €	85 000 €	49%	41 650 €
Aménagement de la Rue des Terrasses ensoleillées	191 040 €	159 200 €	49%	78 008 €
Aménagement de la Route de Mauguio	48 000 €	40 000 €	49%	19 600 €
Aménagement de la Rue des Amoureux	186 000 €	155 000 €	49%	75 950 €
Achat de mobilier	20 000 €	16 666,67 €	49%	8 167 €
Extension de réseaux secs	30 000 €	25 000 €	49%	12 250 €
Travaux d'éclairage public Rue du Mas de Baillargues	13 500 €	11 250 €	49%	5 513 €
Travaux d'éclairage public Route de Maugio	60 000 €	50 000 €	49%	24 500 €
Travaux d'éclairage public Route Impériale	16 500 €	13 750 €	49%	6 738 €



**Pôle Plaine Ouest**
**Cournonterral :**

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Aménagement des Avenues du 8 mai 1945 et Jean Moulin	502 999,99 €	419 166,66 €	48,90%	205 000 €

**Saint-Jean-de-Védas :**

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Aménagement du Quartier de la Mairie	480 000 €	400 000 €	49%	196 000 €
Aménagement rue de la Chaussée	279 999,60 €	233 333 €	49%	114 333 €
Aménagement Sigalies, Genêts, Marqueroze et Parking du Rieucoulon	439 999,20 €	366 666 €	49%	179 667 €
Divers voirie	274 999,20 €	229 166 €	4%	9 167 €

**Pôle Piémonts Garrigues**
**Murviel-Les-Montpellier :**

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Aménagement de la Rue du Champs des Moulins	534 000 €	445 000 €	17,97%	80 000 €
Enfouissement de réseaux secs dans la Rue du Champs des Moulins	121 211 €	101 009 €	4,95%	5 000 €

**Saint-Georges-d'Orques :**

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Aménagement de l'Avenue des Jardins	601 451 €	501 209 €	24,9%	125 000 €

**Pôle Territorial de Montpellier**

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Programme Maintenance Eclairage	2 100 000 €	1 750 000 €	41,30%	722 750 €
Travaux de sécurisation de l'Espace public	474 982,48 €	395 818,73 €	49%	193 951,18 €
Travaux Route de Nîmes Pistes Cyclables	400 000 €	333 333,33 €	49%	163 333,33 €

**Pôle Vallée du Lez**
**Prades-Le-Lez :**

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Aménagement Contre Allée RD 17	98 902,78 €	82 418,98 €	49%	40 385,30 €
Rue de la Ducque	157 320 €	131 100 €	49%	64 239 €
Piste cyclable	5 670 €	4 725 €	49%	2 315,25€
Chemin de Nouau	2 100 €	1750 €	49%	857,50 €
Place des Coteaux	1 494 €	1245 €	49%	610,05 €
Les Ecureuils	86 999,73 €	72 499,77 €	49%	33 511 €

**Jacou :**

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Rue des Bordes Clos Viviers	982,80€	819 €	49%	401,31 €
Avenue Ch Cros	45 000 €	37 500 €	49%	18 375 €
Rue Soubeyran	12 125 €	10 104,16 €	49%	4 951,04 €
Avenue de Vendargues	76 363,20 €	63 636 €	49%	31 181,64 €
Rue de Coubertin	16 477,20 €	13 731€	49%	6 728 €
Mobilier urbain – Rue Soubeyran	170,40 €	142 €	49%	69,58 €
Mobilier urbain	1 008 €	840 €	49%	411,60 €
Eclairage public	30 000 €	25 000 €	49%	12 250 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les versements des fonds de concours décrits ci-dessus ;
- d'approuver les conventions définissant les modalités de versement des fonds de concours ;
- de dire que les crédits nécessaires aux dépenses sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole tous chapitres confondus, et seront complétés si besoin au budget des prochains exercices ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147912-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention + Annexes SD
- Convention RES
- Annexes RES
- Convention BEAU
- Annexes BEAU
- Convention BAILL
- Annexes BAILL
- Convention + Annexes MLM
- Convention + Annexes SGO
- Annexes SJDV
- Convention COURN
- Annexes COURN
- Convention PLL
- Annexes PLL
- Convention Jacou
- Annexe Jacou
- Convention MTP
- Convention SJDV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUNBOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## **Aménagement durable - Projet d'aménagement du Chemin du Pilou en faveur des modes actifs - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Demande de subventions à l'Etat - Approbation**

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du décret n°2018-514 du 25 juin 2018, il est possible de demander des subventions à l'Etat pour des projets d'investissement.

Le projet d'aménagement d'infrastructures en faveur des modes actifs sur le Chemin du Pilou à Villeneuve-lès-Maguelone consiste à établir une liaison piétons-cycles entre la commune de Villeneuve-lès-Maguelone et la cathédrale Saint Pierre de Maguelone située sur le littoral héraultais.

Entre les étangs du Prévost, des Moures et de l'Arnel, le canal du Rhône à Sète et le cordon littoral, le site génère une forte fréquentation estivale au sein d'un écosystème fragile faisant l'objet de protections juridiques fortes (monument historiques, site classé zone de protection, réserve naturelle, ZNIEFF, loi littoral, loi sur l'eau,...).

L'itinéraire à aménager porte sur environ 3 kilomètres partant du plateau d'athlétisme de Villeneuve-lès-Maguelone jusqu'à la cathédrale Saint Pierre de Maguelone. Le cheminement en rive de l'étang de Pierre Blanche, d'une longueur d'environ 1 kilomètre, sera également à l'étude et ce jusqu'aux bâtiments existants et jouxtant la cathédrale Saint Pierre de Maguelone. Le remplacement de la passerelle mobile sera également envisagé.

Une mission de maîtrise d'œuvre sera confiée à un groupement paysagiste-concepteur mandataire avec des compétences associées en construction d'ouvrages de génie civil et ingénierie hydraulique, naturaliste, architecte du patrimoine, conception routière. Le montant du marché de maîtrise d'œuvre s'élève à 203 500,00 € HT.

Dans le cadre de ce marché de maîtrise d'œuvre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) afin d'obtenir une subvention pour la réalisation du projet. Cette subvention s'élèverait à 88 185,00 € HT.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver la demande de subvention d'un montant de 88 185,00€ HT à la DREAL dans le cadre du projet d'aménagement du Chemin du Pilou à Villeneuve-lès-Maguelone en faveur des modes actifs ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-144698-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Dde de subvention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## **Aménagement durable - Conventions entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage de Bionne et de Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage. A ce titre, elle se doit de répondre aux obligations définies par le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage pour la période 2018-2024 sur son territoire.

Conformément l'article L.851-1 du Code de la Sécurité Sociale, une aide forfaitaire est versée annuellement par l'Etat aux communes ou aux EPCI qui assurent la gestion des aires d'accueil des gens du voyage. Le montant de cette aide est déterminé en fonction du nombre de places et du taux d'occupation. Son versement est subordonné à la signature, chaque année, d'une convention avec l'Etat. Cette convention précise les modalités de versement de l'aide ainsi que les droits et obligations des parties.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole gère en régie l'aire d'accueil de Bionne située sur la Commune de Montpellier. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, elle a également, en gestion directe, l'aire située à Castelnau-le-Lez.

Dans ce cadre, en qualité de gestionnaire, Montpellier Méditerranée Métropole peut bénéficier des aides « aide au logement temporaire 2 » dites « ALT2 » pour leur gestion sous réserve de la signature d'une convention par aire gérée, avec l'Etat.

Pour l'aire de Bionne, le montant prévisionnel est de 40 702,46 euros décomposé en deux parties : un montant fixe de 27 120,00 euros au titre des places conformes disponibles et un montant prévisionnel de 13 582,46 euros au titre de l'occupation prévisionnelle. Ce montant sera calculé définitivement au 31 décembre 2020 suivant le taux d'occupation effectif de l'aire.

Pour l'aire de Castelnau-le-Lez, le montant prévisionnel est de 46 427,18 euros décomposé de la manière suivante : un montant fixe de 23 843,00 euros au titre des places conformes disponibles et un montant prévisionnel de 22 584,18 euros au titre de l'occupation prévisionnelle. Ce montant sera calculé définitivement au 31 décembre 2020 suivant le taux d'occupation effectif de l'aire.

**En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les deux conventions à intervenir entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage de Bionne à Montpellier et de Castelnau-le-Lez pour l'année 2020 ;
- de prendre acte des conditions d'attribution de l'aide mobilisable pour la gestion des deux aires d'accueil ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- d'autoriser le Président de la Métropole de Montpellier, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-138174-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PROJET DE CONVENTION-AA-BIONNE
- PROJET DE CONVENTION-AA CASTELNAU-LE-LEZ

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Taslime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## **Aménagement durable - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la Commune de Montpellier pour la mise en œuvre du Projet Urbain Partenarial (PUP) SUN LODGE dans le secteur Ovalie - Quartier Croix d'Argent à Montpellier - Autorisation de signature**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 26 juin 2003, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a lancé une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie. Le Conseil municipal a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 20 décembre 2005.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Equiperment de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie, requalifiée en concession d'aménagement en 2005.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle-Pas du Loup et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et la vallée du Rieucoulon à l'ouest. Marquant l'entrée sud de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier, il offre dans un cadre paysager de qualité environ 3300 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics). Ce nouveau quartier, dont l'aménagement a été engagé depuis 2004, est aujourd'hui réalisé à 80%. La mise en service de la ligne 5 du tramway à l'horizon 2025 viendra améliorer sa desserte en transport en commun et renforcer son attractivité.

Situé en limite de la ZAC Ovalie et dans le périmètre de la concession d'aménagement Ovalie confiée à la SERM, la parcelle cadastrée PC08 située 1572 rue de Bugarel s'inscrit dans une perspective de densification et d'optimisation foncière en vue de la construction de logements notamment sociaux. D'une superficie d'environ 5 589 m<sup>2</sup>, cette propriété dite « Mas Africain » est aujourd'hui occupée par une maison individuelle principale et plusieurs bâtiments annexes et par un grand espace boisé classé qui sera préservé. Le projet, porté par la SARL SUN LODGE, consiste en la démolition de la plupart des bâtiments existants pour réaliser environ 51 logements (dont 10 seront affectés au logement social).

Par délibération en date du 30 septembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la mise en œuvre d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la SARL SUN LODGE en application des articles L. 332-11-3 et suivants et R. 332-25-1 et suivants du Code de l'urbanisme, portant sur la prise en charge financière par la SARL SUN LODGE d'une partie des aménagements de voiries et de réseaux nécessaires à la bonne desserte de l'opération de construction, l'autre partie étant prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de voiries, assainissement, eau potable, etc.

Sont prévus dans le cadre du PUP Sun Lodge :

- le réaménagement partiel de la rue de Bugarel (partie entre le parc du Rieucoulon et l'avenue du XV de France) avec un accompagnement végétal continu,
- des travaux de réseaux nécessaires à l'opération (réseaux pluvial, eau potable, eaux usées, gaz, réseau basse tension, éclairage public ...).

Le montant total des travaux nécessaires à cette opération a été évalué à 423 067 € HT.

La convention de projet urbain partenarial met à la charge de la SARL SUN LODGE environ 90 % du coût des travaux de voirie et de réseaux, soit un montant de 380 760 € HT.

Dans un objectif de maîtrise des finances publiques, de cohérence d'ensemble des aménagements réalisés

sur le secteur Ovalie et de rationalisation des interventions sur l'espace public, eu égard à l'imbrication du périmètre de PUP Sun Lodge et du périmètre de la concession d'aménagement Ovalie, il est proposé de réaliser ces aménagements de la façon la plus intégrée possible.

La loi relative à la maîtrise d'ouvrage publique dite loi MOP prévoit en son article 2 II. « - Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme ».

Au vu de ces éléments, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier proposent que ce soit la Ville de Montpellier, dans le cadre de la concession d'aménagement Ovalie confiée à la SERM, qui réalise la totalité des équipements nécessaires à la bonne desserte de cette opération de construction. De ce fait, la commune de Montpellier se verra transférer par la convention la maîtrise d'ouvrage de la Métropole sur les équipements relevant en principe des compétences de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Il est ici précisé que le transfert de maîtrise d'ouvrage se limitera, à l'intérieur de la concession d'aménagement sur le secteur Ovalie en vigueur, aux équipements à réaliser au titre de la convention de Projet Urbain partenarial (PUP) Sun Lodge approuvé par la Métropole, listés ci-dessus et détaillés dans la convention.

Le montant total des travaux nécessaires à cette opération a été évalué dans le cadre de la convention de PUP Sun Lodge à 423 067 € HT frais d'études, de maîtrise d'œuvre, de maîtrise d'ouvrage et aléas inclus (valeur mai 2019).

Le coût de l'ensemble de l'opération sera pris en charge par la Ville de Montpellier via son aménageur dans le cadre de la concession d'aménagement Ovalie.

Il est toutefois précisé que conformément à l'article L.332-11- 3 du Code de l'urbanisme et dans la mesure où il est effectué un transfert de maîtrise d'ouvrage, la Ville percevra directement les recettes du PUP Sun Lodge, étant entendu que la convention de PUP met à la charge de la SARL SUN LODGE environ 90 % du coût des travaux de voirie et de réseaux, soit un montant de 380 760 € HT. La Ville prévoit d'ores et déjà une perception directe des recettes par son aménageur, la SERM.

La Ville de Montpellier et son aménageur porteront, en contrepartie des recettes du PUP, l'engagement de réalisation des équipements publics définis par le PUP.

Les conditions de remise des ouvrages à la Métropole après réception des travaux sont précisées dans la convention.

Le projet de convention de transfert de maîtrise d'ouvrage sera conclu à compter de la date de signature par les deux parties et prendra fin au plus tard à la clôture de la concession d'aménagement Ovalie ou par la résiliation de la convention.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver la désignation de la Ville de Montpellier comme maître d'ouvrage du programme prévisionnel de travaux définis dans le cadre de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) Sun Lodge entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL SUN LODGE ;
- de dire que la Ville de Montpellier confiera cette maîtrise d'ouvrage à son aménageur, la SERM, titulaire de la concession d'aménagement du secteur Ovalie ;
- de dire que la Ville de Montpellier percevra directement les recettes du PUP Sun Lodge ;

- d'approuver les termes de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146659-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention transfert MOA 3M-Ville.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## **Aménagement durable - Aménagement du quartier Cambacérès à Montpellier - Cession foncier de diverses parcelles à l'aménageur pour des surfaces tertiaires - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Située sur le territoire communal de Montpellier et longée par trois grandes infrastructures, autoroutes A9 et A709 et ligne ferroviaire mixte voyageurs et fret « Contournement Nîmes Montpellier », la zone d'aménagement concerté ZAC 1 Cambacérès s'appuie sur un pôle d'affaires à proximité du pôle d'échanges intermodal de la gare Montpellier-Sud de France, tout en préservant les grands domaines viticoles.

L'aménagement de cette ZAC est engagé : les travaux de viabilité (voirie et réseaux) sont en cours, le chantier de la Halle de l'Innovation est avancé et la commercialisation des 1ers lots d'activité tertiaire est engagée.

Toutefois, au vu des contraintes environnementales du site, il est prévu de modifier le programme d'aménagement de cette ZAC afin d'exclure la construction de logements. De plus, la zone non viabilisée (une centaine d'hectares environ) à l'ouest de la ZAC 1, initialement prévue à l'urbanisation, sera réorientée en parc urbain. Dans un objectif de lutte contre l'artificialisation des sols et de développement d'une agriculture périurbaine, la nouvelle orientation proposée vise à sanctuariser les dernières terres agricoles et naturelles de la ceinture verte montpellieraine. Des études seront prochainement engagées pour la création d'un agriparc mêlant agriculture et forêt urbaine.

Dans la perspective de réaliser ce projet, la maîtrise foncière de l'ensemble du secteur a été assurée à l'amiable par Montpellier Méditerranée Métropole et par la mise en œuvre d'une déclaration d'utilité publique pour constitution de réserves foncières obtenue le 14 juin 2013 et prorogée le 6 juin 2018.

Afin de permettre au volet économique du projet de se réaliser, nécessaire au rayonnement économique et à la création d'emplois autour de la nouvelle gare, la Métropole a entériné lors de son Conseil du 15 septembre dernier, la vente à son concessionnaire du foncier d'assiette des parcelles cadastrées, SV 2 pour 648 m<sup>2</sup>, SV 3 pour 7 967 m<sup>2</sup>, SV n°44 pour 8 537 m<sup>2</sup>, SV n°46 pour 11 478 m<sup>2</sup>, l'ancienne impasse des mourons déclassée en attente de numérotation section SV Dpa pour 694 m<sup>2</sup>, et Dpb pour 2 366 m<sup>2</sup> pour le projet Montpellier Business School. Les emprises du projet ayant été précisées à la marge, la présente délibération reprend et remplace les conditions de cession fixées dans la délibération du Conseil de Métropole du 15 septembre 2020.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération d'aménagement du quartier Cambacérès, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole en sa qualité de concessionnaire afin de poursuivre à son profit les cessions foncières nécessaire à l'opération. Les parcelles concernées sont sises commune de Montpellier et cadastrées SM 51 pour 180 m<sup>2</sup>, SM 61 pour 542 m<sup>2</sup>, SM 63 pour 875 m<sup>2</sup>, SM 69 pour 152 m<sup>2</sup>, SM 70 pour 143 m<sup>2</sup> et SP 78p pour 1 340 m<sup>2</sup> pour une surface vendue de 3 232 m<sup>2</sup> environ. Les documents d'arpentage sont en cours d'élaboration, à l'issue desquels la surface cédée sera définitive. La superficie totale à vendre à la SA3M représente donc 34 922 m<sup>2</sup> environ. La cession fera l'objet d'un seul et même acte définitif.

Il a été convenu entre Montpellier Méditerranée Métropole et son aménageur que l'ensemble des cessions à venir dans le cadre de la ZAC 1 s'effectuerait au prix de revient des acquisitions afin de maintenir l'équilibre économique de l'opération, soit un prix de cession pour l'ensemble des fonciers de 1 245 860,00 € environ, conformément à l'avis des Domaines et en application des dispositions de l'article R.311-10 du Code de l'urbanisme.

Par délibération n° M2019-108, il avait été prévu la cession des parcelles SM 61 et SM 70 à M. Charles Aimes et la cession de parcelles SM 69 et SM 63 à l'indivision Jamme, dans le cadre de la satisfaction d'engagements pris par la communauté d'agglomération. Compte tenu de la réorientation du programme de la ZAC Cambacérès, les cessions envisagées ne permettent plus de répondre aux engagements pris antérieurement, il convient également d'abroger les dispositions prises dans la délibération n° M2019-108, concernant ces cessions en l'attente des réorientations de programmation.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver la cession à la SA3M des parcelles SM 51 pour 180 m<sup>2</sup>, SM 61 pour 542 m<sup>2</sup>, SM 63 pour 875 m<sup>2</sup>, SM 69 pour 152 m<sup>2</sup>, SM 70 pour 143 m<sup>2</sup>, SV 2 pour 648 m<sup>2</sup>, SV 3 pour 7 967 m<sup>2</sup>, SV n°44 pour 8 537 m<sup>2</sup>, SV n°46 pour 11 478 m<sup>2</sup>, l'ancienne impasse des mourons déclassée en attente de numérotation SV Dpa pour 694 m<sup>2</sup>, et Dpb pour 2 366 m<sup>2</sup> et SP 78p pour 1 340 m<sup>2</sup> soit une surface totale 34 922 m<sup>2</sup> environ pour un prix de cession de 1 245 860,00 € environ ;
- d'abroger la disposition relative à la cession des parcelles SM 61, SM 70, SM 69 et SM 63 de la délibération n° M2019-108 ;
- de dire que les crédits correspondant à cette cession sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 14 voix

Ne prennent pas part au vote : 19 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146957-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :  
Patricia MIRALLES

## **Aménagement durable - Urbanisme durable et maîtrise foncière - Rachat de propriétés foncières acquises par l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie pour le compte de la Métropole - Communes de Saint Jean de Védas - Secteur Roquefraise et Montpellier - Secteur Blanquette - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait appel à l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) pour réaliser le portage foncier des acquisitions à réaliser sur divers sites stratégiques de développement de son territoire. Des conventions d'anticipation foncière et opérationnelles ont ainsi été signées avec l'EPF Occitanie sur les secteurs de Roquefraise sur la commune de Saint Jean de Védas, et Blanquette sur la commune de Montpellier.

Dans un souci de bonne gestion du budget de Montpellier Méditerranée Métropole, en anticipation sur des postes de dépenses importants au terme des conventions de portage, il est proposé de procéder au rachat anticipé de certains fonciers en permettant ainsi de lisser d'une part les dépenses et, d'autre part, de se rendre propriétaire au moment opportun de biens dont l'acquisition est rendue nécessaire afin d'accélérer les opérations.

Dans ce cadre, il est convenu avec l'EPF Occitanie que Montpellier Méditerranée Métropole se rende propriétaire avant la fin de l'année 2020 de parcelles de terrain nu situées sur le secteur dit de Roquefraise à Saint Jean de Védas, et dit Blanquette à Montpellier.

Sur la commune de Saint Jean de Védas, l'EPFO est missionné pour assurer le portage depuis 2013 sur le secteur de Roquefraise, initialement par le biais d'une convention d'anticipation foncière puis d'une convention opérationnelle à compter du 12 juin 2018.

Il est proposé sur ce secteur de procéder au rachat de la parcelle cadastrée section BB 23 d'une superficie de 5 390 m<sup>2</sup>. Le prix de rachat de ce foncier, calculé conformément aux termes de la convention opérationnelle, est de 170 307,89 € HT soit 175 090,05 € TTC.

Sur le secteur Blanquette à Montpellier, l'EPFO est missionné depuis 2015 initialement par le biais d'une convention d'anticipation foncière puis d'une convention opérationnelle à compter du 14 avril 2020.

Il est proposé sur ce secteur de procéder avant fin 2020 au rachat des parcelles cadastrées AB 40, 41, 91, 231 et 253 pour une superficie cadastrale totale de 44 238 m<sup>2</sup>. Le prix de rachat de ce foncier, calculé conformément aux termes de la convention opérationnelle du 14 avril 2020, est de 2 376 873,34 € HT majoré des frais de gestion supportés par l'EPF de 290 314,45 € et de la TVA pour 533 437,56 € soit un prix de 3 200 625,35 € TTC.

Les prix de cession de cet ensemble de parcelles sont conformes à l'évaluation domaniale.

Il est précisé que ces prix sont calculés en fonction des frais supportés par le vendeur à la date du 13 octobre 2020. Si des frais complémentaires, notamment de fiscalité, devaient être supportés par le vendeur avant la signature de l'acte authentique prévu en décembre 2020, les prix de revente seraient ajustés en conséquence en conformité avec les termes des conventions.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver l'acquisition auprès de l'EPF Occitanie de la parcelle cadastrée BB 23 d'une superficie cadastrale de 5 390 m<sup>2</sup>, sise Commune de Saint Jean de Védas, moyennant le prix de 175 090,05 € TTC ;
- d'approuver l'acquisition auprès de l'EPF Occitanie des parcelles cadastrées AB 40, 41, 91, 231 et 253, d'une superficie cadastrale totale de 44 283 m<sup>2</sup>, sises Commune de Montpellier, moyennant le prix de 3 200 625,35 € TTC ;
- de dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- de missionner l'office notarial à désigner par l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie pour la régularisation des actes authentiques afférents ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 02/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 2 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148112-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **ANIMATION DU TERRITOIRE**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## **Animation du territoire - Opéra Comédie - Demande de classement au titre des monuments historiques - Approbation**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

L'Opéra Comédie de Montpellier est l'un des premiers opéras à l'italienne de France. En effet, dès 1752, la Ville de Montpellier, sous l'impulsion du gouverneur de Languedoc, le duc de Richelieu, décidait de construire le premier théâtre montpelliérain. Son exécution fut confiée à Philippe Mareschal, ingénieur royal et directeur des fortifications de la province.

Inauguré en 1755, il est victime d'un incendie en 1785, et reconstruit par les architectes Donnat et Lenoir en 1788. Le nouvel édifice brûle à son tour en 1881.

Le Conseil municipal vote alors sa reconstruction et lance un concours. Le jury, présidé par Alexandre Laissac, Maire de Montpellier, décerne le premier prix à l'élève de Charles Garnier, Joseph-Marie Cassien Bernard, qui assurera la réalisation de l'édifice dans sa configuration actuelle, inauguré en 1888.

Déclaré d'intérêt métropolitain par délibération du 22 octobre 2002, l'Opéra Comédie est aujourd'hui propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

Soucieuse de la préservation et de la valorisation de ce patrimoine, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité que soit étudiée la demande de protection de ce monument emblématique au titre des monuments historiques.

Le 25 février 2020, un dossier a ainsi été présenté en Commission Régionale du Patrimoine et de l'Architecture de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie. La commission a validé l'inscription au titre des monuments historiques de l'Opéra Comédie, et a émis à l'unanimité, du fait de son intérêt patrimonial remarquable, un vœu de classement, plus haut niveau de protection des monuments historiques existant.

Afin que le dossier puisse être présenté pour avis à la Commission Nationale du Patrimoine et de l'Architecture, la démarche doit être autorisée par le Conseil de Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver la demande de classement de l'Opéra Comédie au titre des monuments historiques ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Christian ASSAF.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147089-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES



## **Animation du territoire - Développement du livre et de la lecture - Convention de partenariat entre le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole s'est investi dans la mise en œuvre d'actions et de services en direction des publics dits « empêchés ». Afin d'assurer l'accès de tous les publics à la culture, le réseau des médiathèques met notamment en place de nombreux moyens et activités culturelles en direction des personnes en situation de handicap.

Afin de poursuivre dans cette direction et renforcer les actions menées, la médiathèque centrale Emile Zola souhaite continuer à mener son projet auprès des enfants hospitalisés.

Depuis 2018, le réseau des médiathèques travaille autour de trois axes structurants :

- Actions de formation à la littérature de jeunesse et à la lecture à voix haute en direction de l'équipe d'éducatrices des services de pédiatrie par les bibliothécaires de la médiathèque centrale Emile Zola.
- Séances de lectures collectives dans la ludothèque du CHU et séances de lectures individuelles en chambre à destination des enfants hospitalisés.
- Propositions d'animations dans le cadre des opérations du réseau des médiathèques telles que Partir en livre, Festi'Petits ou la Métropole en jeux.

En 2019, six interventions ont été programmées avec des lectures collectives, des lectures en chambre, un café parent et deux ateliers de création autour du livre. Pour pallier l'impossibilité d'introduire des livres dans les chambres stériles, il est désormais proposé d'inscrire les mineurs au réseau des Médiathèques, afin de leur permettre d'accéder à l'offre numérique (livres, presse, films, soutien scolaire).

Cette convention est conclue avec le CHU de Montpellier, à titre gracieux, pour une durée d'un an, renouvelable deux fois par tacite reconduction, sous réserve de la réalisation d'une évaluation conjointe des actions menées en fin de première année.

Ce partenariat permettra d'amplifier la politique déjà menée en matière d'action culturelle en direction des publics dits « empêchés ». Il ne pourra être mis en place qu'en fonction de conditions sanitaires requises.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les termes de la convention de partenariat entre le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146480-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet\_de\_conventions\_CHU.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUÏ, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Animation du territoire - Convention de partenariat avec la Ville de Montpellier et la société Ecosystem-Prod pour l'accueil de l'Ecocirque André-Joseph Bouglione ' Cirque sans animaux- Autorisation de signature**

Madame Célia SERRANO, Conseillère métropolitaine, rapporte :

Une grande menace pèse sur la biodiversité de notre planète. Selon un rapport récent du Fonds mondial pour la nature (WWF), 68 % de la faune sauvage a disparu entre 1970 et 2016, principalement à cause de l'activité humaine. Pleinement consciente de cette perte accélérée de la biodiversité, Montpellier Méditerranée Métropole est déjà engagée contre ce que certains scientifiques qualifient comme la 6<sup>e</sup> grande phase d'extinction des espèces. La Métropole de Montpellier s'appuie notamment sur son Ecolothèque dont la mission principale est de sensibiliser différents publics aux enjeux environnementaux.

La mise en scène de spectacles d'animaux obtenus grâce à des séances de dressages drastiques dans des conditions reconnues incompatibles avec les impératifs biologiques des espèces est contraire aux valeurs du bien-être animal que défend Montpellier Méditerranée Métropole.

Le bien-être des animaux détenus et utilisés par les établissements de présentation au public ne peut en effet être respecté en raison des multiples déplacements, de la limitation et de l'inadéquation de l'espace disponible, ainsi que de la contrainte exercée pour réaliser des mouvements et des prestations inadaptées.

Dans la continuité de ses engagements, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent accueillir pour la première fois en France le village écocirque André Joseph Bouglione, cirque 100% humain certifié sans animaux, afin de défendre et promouvoir le bien-être animal.

L'Ecocirque Bouglione est le premier cirque traditionnel ne proposant aucun spectacle avec des animaux. Le village Ecocirque est un nouveau concept incluant un village itinérant et un cirque éthique. Il est le premier cirque engagé dans le développement du cirque traditionnel nouvelle génération, un cirque éco-responsable sans animaux, 100% humain et tout public.

L'Ecocirque proposera, en plus des numéros populaires dans la tradition du cirque à l'ancienne, avec des artistes, des musiciens, des funambules, des trapézistes, des clowns, des jongleurs ou des contorsionnistes, des numéros innovants avec l'utilisation d'animaux réalisés en hologrammes.

Production entièrement privée, l'Ecocirque soutient des actions concrètes menées par d'autres associations de protection animale et de protection de la biodiversité. Ainsi, il s'engage, pour chaque place de spectacle scolaire achetée, à planter un arbre via une entreprise partenaire. Les jeunes spectatrices et spectateurs sont ainsi acteurs de la préservation de la biodiversité.

Grâce à son espace « village », l'Ecocirque propose d'associer et mettre en réseau toutes les initiatives publiques et privées, qu'elles soient portées par des entreprises ou des associations, engagées dans toutes les solutions vertes, bio, écologiques, d'énergies renouvelables, de protection animale et de préservation des espèces et les présenter au public par des conférences, des expositions et des ateliers. Toutes les animations du village seront gratuites et familiales.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite donc s'engager avec l'Ecocirque André Joseph Bouglione pour affirmer son engagement en faveur du bien-être animal et la préservation des espèces animales.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les termes de la convention de partenariat avec la société Ecosystem-Prod pour l'accueil du premier cirque sans animaux en France « l'Ecocirque André-Joseph Bouglione » ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146643-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention Ecocirque

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Animation du territoire - Demandes de subventions auprès de l'Etat, de la DRAC Occitanie et de la Région Occitanie pour les acquisitions et les restaurations d'oeuvre ainsi que pour la programmation 2021 du musée Fabre de Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Dans la continuité des actions culturelles entreprises depuis sa réouverture, le musée Fabre poursuivra en 2021 son ambitieux programme d'enrichissement des collections, d'expositions temporaires ainsi que ses actions en faveur des publics, pour un montant global prévisionnel de 2 200 000 €.

La programmation 2021 comprend notamment les expositions suivantes :

### ***De Poussin à Soulages, 15 ans d'acquisitions, du 13 février au 10 mai 2021***

Le musée Fabre propose une exposition consacrée à l'ambitieuse politique d'enrichissement de ses collections menée depuis plus de quinze ans, fruit de l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole, soutenu par l'Etat et la Région Occitanie. De nombreux mécènes, tels que l'association des Amis du musée Fabre ou la Fondation d'entreprise, mais aussi des donateurs particuliers, artistes ou collectionneurs, s'associent également, chaque année, à l'acquisition de nouvelles œuvres majeures.

Lorsqu'une œuvre est acquise, auprès d'une galerie, d'un particulier, d'un artiste ou lors d'une vente publique, elle rejoint le patrimoine inaliénable de la collectivité, afin d'être exposée aux yeux de tous. La recherche en histoire de l'art permet de découvrir régulièrement de nouvelles œuvres, parfois oubliées, qui viennent trouver leur place au sein du parcours, selon l'esprit de la collection. Profondément attaché depuis sa fondation à représenter les transformations de l'art et l'évolution des formes, le musée veille à acquérir de nombreuses œuvres produites par des artistes contemporains, offrant ainsi aux visiteurs un vaste panorama de cinq siècles de création, de la Renaissance à nos jours. Cette attention portée à l'évolution au monde de l'art permet au musée d'être un lieu vivant, en mouvement perpétuel.

Se déployant dans les salles d'exposition temporaire du musée, le parcours propose un vaste voyage dans l'histoire de l'art, du XVII<sup>e</sup> siècle jusqu'à l'art contemporain, donnant à voir des œuvres d'artistes internationaux aussi bien que des figures majeures de la scène montpelliéraine, des maîtres du passé tout autant que des artistes vivants, des peintres célèbres comme des artistes en pleine redécouverte. Riche de plus d'une centaine d'œuvres, l'exposition révèle les grands axes d'acquisitions développés par le musée Fabre ces quinze dernières années : des collections italiennes à l'univers singulier de Jean Hugo, du Grand Siècle français autour de la figure de Sébastien Bourdon aux paysages méridionaux, source d'inspiration toujours renouvelée depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, cet événement mettra également à l'honneur les artistes mécènes du musée, de son fondateur François-Xavier Fabre, jusqu'aux artistes contemporains, auxquels sera dédiée la dernière salle du parcours.

### ***United States of Abstraction. Artistes américains en France (1946-1964, du 3 juillet au 17 octobre 2021***

En collaboration avec le musée d'Arts de Nantes, le musée Fabre proposera une ambitieuse exposition consacrée à un ensemble d'artistes américains qui, installés en France, ont contribué à la redéfinition de l'art abstrait sur le continent européen.

Si le rôle de Paris comme capitale mondiale de l'art occidental depuis le XIX<sup>e</sup> siècle est bien connu, il est également considéré comme un fait établi que la Ville lumière perd cette prééminence dans les années 1940 au profit de New York. L'histoire de l'expressionnisme abstrait, des écoles de New York, et de ses héros, Jackson Pollock et Willem De Kooning, entre autres, est ainsi devenu le récit dominant de l'art après 1945.

Pourtant, l'on sait également que plusieurs centaines d'artistes, musiciens et écrivains américains, hommes et femmes, ont continué à venir étudier et créer en France jusque dans les années 1960. Plus de 400 artistes ont en particulier utilisé la bourse du GI Bill, qui permettait à tout ancien combattant de financer ses études, en venant s'inscrire aux écoles d'arts et académies parisiennes entre 1944 et 1953. Certains, dans le sillage de leurs compatriotes, comme Joan Mitchell, en 1955, se sont installés en France définitivement. D'autres, comme Ellsworth Kelly, arrivé en France en 1948, étudiaient à l'École des beaux-arts, tandis que d'autres encore fréquentaient avec plus ou moins d'assiduité les ateliers de la Grande Chaumière auprès de Fernand Léger ou d'Ossip Zadkine.

L'exposition explorera cette intense présence, les relations artistiques et intellectuelles entre les artistes de la scène française et américaine, à un moment où la géographie mondiale de l'art était bouleversée.

Compte tenu de l'ampleur de cette programmation, il est proposé de demander des subventions du montant le plus large possible auprès des services de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie et de la Région Occitanie, pour la mise en œuvre des expositions temporaires organisées en 2020, l'édition des catalogues (expositions ou fonds permanent) et le programme d'action culturelle et éducative qui sera élaboré pour les différents publics et notamment les publics empêchés.

En parallèle, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre sa démarche d'enrichissement des collections du musée Fabre.

Le Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM) permet au ministère de la Culture et de la Communication (DRAC Occitanie) et à la Région Occitanie de soutenir la politique en faveur de l'enrichissement des collections du musée Fabre.

Le Fonds Régional de Restauration pour les Musées (FRAR), dans une démarche de soutien aux « musées de France », permet quant à lui au ministère de la Culture et de la Communication (DRAC Occitanie) et à la Région Occitanie d'apporter une aide financière aux programmes de conservation préventive ou de restauration d'œuvres appartenant aux collections de ces musées.

Aussi, il est proposé au Conseil d'approuver la sollicitation de subventions 2021 du montant le plus large possible auprès de ces organismes pour le soutien à l'acquisition et la restauration des œuvres.

Enfin, il convient également de déposer un dossier de demande de subventions du montant le plus large possible auprès de la DRAC Occitanie et de la Région Occitanie en soutien aux dispositifs éducatifs créés spécifiquement pour le parcours des collections permanentes.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- autoriser les demandes de subventions du montant le plus large possible auprès de l'État, de la DRAC Occitanie et de la Région Occitanie pour les acquisitions ainsi que la programmation 2021 du musée Fabre,
- dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Christian ASSAF.



Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147999-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROUQUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

**Animation du territoire - Conventions de partenariat entre le musée Fabre, les publics en situation de handicap de l'association des paralysés de France Montpellier, du centre d'éducation des sourds et déficients auditifs 34, de la Fédération des aveugles et amblyopes de France LR et les publics du champ médical du CHU Lapeyronie - Autorisation de signature**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Par l'organisation de projets spécifiques, le musée Fabre souhaite mettre en œuvre tous les moyens pouvant encourager la rencontre avec l'œuvre et l'acte de création pour des usagers dits « éloignés ».

Dans ce cadre, chaque année, près de 1700 usagers issus du secteur social, médico-social ou du secteur handicap sont accueillis en visites guidées ou en ateliers de pratiques artistiques dans le cadre de projets spécifiques conçus avec les institutions et associations accompagnant ces publics.

Afin d'inscrire dans la durée les projets menés avec les différents partenaires des secteurs concernés, il est proposé de renouveler le conventionnement pour quatre structures (délibération n° 15130 du 20 décembre 2017). Dans ce cadre, il est proposé de mettre en place une politique tarifaire incitative et d'établir des conventions qui précisent les engagements de part et d'autre.

Les partenaires s'engagent à :

- Respecter et faire respecter les lieux et le matériel mis à disposition par le musée Fabre ;
- Assurer l'encadrement du groupe d'usagers lors de chaque séance ;
- Proposer aux usagers une participation aux activités se déroulant au musée Fabre - cette activité s'intégrera dans le cadre du projet prédéfini en concertation avec le service des publics du musée Fabre ;
- Prévoir les modalités de déplacement des bénéficiaires et leur prise en charge ;
- Valoriser le partenariat établi ;
- Informer le musée Fabre de toute communication sur le projet ;
- Souscrire à un abonnement pour le projet spécifique de 30 euros par structure sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires. A partir du 1er avril 2021, le tarif appliqué sera conforme à la délibération tarifaire de la Métropole en cours de validité.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- Proposer un tarif préférentiel pour un abonnement annuel de la structure de 30 euros sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires. A partir du 1er avril 2021, le tarif appliqué sera conforme à la délibération tarifaire de la Métropole en cours de validité ;
- S'assurer du bon déroulement des rencontres en termes de surveillance des biens et des personnes, dans le cadre de son règlement intérieur ;
- Inscrire ce partenariat dans son projet culturel et le valoriser ;
- Mettre à disposition ses plasticiens et médiateurs pour assurer les activités.

Quatre structures du secteur social ou médico-social s'inscrivent dans ce partenariat qui concerne pour chacune d'elles une quinzaine de personnes en situation d'exclusion sociale :

- **L'Association des Paralysés de France de Montpellier :**

L'APF de Montpellier, dans le cadre de ses missions a pour vocation de proposer des activités adaptées favorisant l'insertion et l'autonomie sociale des bénéficiaires. Le partenariat concerne un groupe mixte composé d'une quinzaine d'usagers adultes en situation de handicap moteur provenant de l'Accueil de Jour

et de la Section Annexe d'Établissement et Service d'Aide par le Travail (ADJ / SAESAT).

**- Le Centre d'Éducation des Enfants Sourds et Déficients Auditifs 34 (CESDA 34) :**

Cette structure médico-sociale accompagne des enfants et adolescents sourds scolarisés dans des établissements de Montpellier. Outre sa mission éducative, elle instaure et développe aussi un lien avec les familles. Depuis 2007, le CESDA a construit avec les médiateurs et plasticiens du musée des projets éducatifs innovants pour un meilleur accueil des jeunes publics sourds notamment ceux porteurs d'un handicap associé. Les partenaires sollicitent également les familles lors de visites adaptées favorisant le lien social et un nouveau regard sur le handicap. Le partenariat concerne une quarantaine de participants (enfants en situation de handicap auditifs, leurs parents et les professionnels du CESDA 34 associés).

**- La Fédération des Aveugles et amblyopes de France LR (FAF-LR) :**

La prise en charge de publics aveugles par ces services spécialisés a amené les médiateurs et plasticiens du musée Fabre à développer de nouvelles compétences multi sensorielles en collaboration avec les professionnels de la FAF-LR. Cet accompagnement permet de renouveler la médiation en direction des publics adolescents mais aussi d'étendre la proposition à des publics adultes géographiquement éloignés du centre-ville.

Le Service d'Aide à l'Acquisition de l'Autonomie et à l'Intégration Scolaire (SAAAIS) de la FAF-LR dans le cadre de ses missions a pour finalité de permettre aux enfants, adolescents et jeunes adultes déficients visuels de suivre une scolarité en milieu ordinaire et d'acquérir une autonomie leur permettant de vivre pleinement leur « citoyenneté » et de soutenir les familles dans ce processus.

Le Service d'Accompagnement Médico-social pour Adultes Handicapés (SAMSAH) de la FAF-LR dans le cadre de ses missions a pour finalité de favoriser l'autonomie des personnes adultes afin de participer à la lutte contre la dépendance que peut entraîner la survenue du handicap visuel et donner aux personnes la possibilité de maintenir ou retrouver une aisance et un confort de vie.

Le partenariat concerne une vingtaine de personnes, enfants, adultes en situation de handicap visuel et les professionnels des services de la FAF-LR associés.

**- Le CHRU Lapeyronie – Villa Saint-Georges :**

Les enfants autistes, accompagnés d'une équipe de médecins psychologues, ont été encouragés à l'expression et à la création par un cycle d'ateliers de pratiques plastiques réguliers. Parmi les nouveaux objectifs, les parents sont encouragés à partager certains ateliers au musée et inciter à venir renouveler cette expérience de manière plus autonome. Le partenariat concerne une dizaine de participants (enfants et leurs thérapeutes).

La mise à disposition des médiateurs du musée Fabre pour assurer les activités de visites guidées et d'ateliers est estimée à 3 000 € pour chaque partenaire. Ces quatre conventions sont conclues pour une durée d'un an reconductible deux fois.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver la conclusion des conventions de partenariat avec l'Association des Paralysés de France de Montpellier, le Centre d'Éducation des Enfants Sourds et Déficients Auditifs 34, la Fédération des Aveugles et amblyopes de France LR et le CHRU Lapeyronie – Villa Saint-Georges ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions de partenariat ainsi que tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Luc SAVY, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147517-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention\_FAF modifiée octobre 2020.docx
- Convention\_CHRU Villa.docx
- Convention\_CESDA\_\_3\_revue\_JPG1511782691859.docx
- Convention\_APF.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et le CROUS de Montpellier Occitanie pour le dispositif de billetterie YOOT - Autorisation de signature**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre et le Centre Régional des Œuvres Universitaires (CROUS) de Montpellier Occitanie renouvellent leur partenariat autour de l'objectif principal de valoriser les collections et expositions du musée Fabre auprès des étudiants.

Le dispositif YOOT, mis en place par le CROUS de Montpellier Occitanie, repose sur trois points clés : l'adhésion au dispositif, une médiation et une billetterie à tarifs privilégiés via une plateforme de services web accessible 24h/24.

Les objectifs de ce dispositif sont les suivants :

- favoriser la fréquentation des structures culturelles par un public étudiant, dernier maillon de la chaîne éducative avant l'entrée dans la vie active ;
- sensibiliser aux arts ces mêmes étudiants par des actions spécifiques en faveur de ce public (visites des lieux culturels, rencontres, lectures / démonstrations...).

Il est accessible à tous les étudiants des formations post-bac agréées par le Ministère de la Jeunesse, de l'Education Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la recherche, et qui sont affiliés au régime de sécurité sociale étudiante. Il leur permet d'accéder à tous les spectacles et manifestations culturelles programmés par les structures partenaires à des tarifs préférentiels. Les adhérents peuvent bénéficier d'une médiation adaptée et de propositions culturelles uniques et originales. Celles-ci sont co-organisées et co-construites par le Crous de Montpellier et les partenaires culturels. La plateforme de services dématérialisés « *YOOT, invente ta culture* » propose un accès à un agenda éditorialisé, des chroniques, reportages et une billetterie 24h/24 et 7j/7.

Le coût de l'adhésion 2020/2021 pour les étudiants (valable du 01/09/2020 au 31/08/2021) est de 9 euros.

Dans le cadre de ce partenariat, le CROUS s'engage à :

- Réserver au minimum une page sur la nouvelle plateforme web du dispositif YOOT ;
- Proposer à la vente 2 visites thématiques : Tarif YOOT 2€ / place – Refacturation 5.5€ / place ;
- Proposer 1 visite « privée » type Collection SOULAGES : réservé aux adhérents YOOT / 15 personnes / Payé par le CROUS - 100€.

Le Musée Fabre s'engage à :

- lors de la parution de ses supports de communication (site Internet, réseaux sociaux, programmes, affiches, flyers ou tous autres documents à destination du grand public) à mentionner de façon explicite le partenariat avec le dispositif YOOT et la tarification YOOT pour chaque représentation bénéficiant du partenariat ;
- fournir les éléments nécessaires à la communication de sa programmation (programmes de saison, affiches, dossiers pédagogiques, revue de presse,...) ;
- faciliter l'accès aux collections permanentes et aux expositions temporaires aux médiateurs culturels (répétitions, rencontres,...) en assurant la mise à disposition d'un minimum de deux invitations par représentation. Ces médiateurs s'engagent quant à eux à être des relais efficaces, en relation permanente avec le musée Fabre (conseils et informations auprès des étudiants, sur les réseaux sociaux,...).

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les termes de la convention de partenariat entre le musée Fabre et le CROUS de Montpellier Occitanie ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147545-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention YOOT Musée Fabre.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et les publics du champ social du Secours Populaire Français - Fédération de l'Hérault - Autorisation de signature**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Par l'organisation de projets spécifiques, le musée Fabre souhaite mettre en œuvre tous les moyens pouvant encourager la rencontre avec l'œuvre et l'acte de création pour des usagers dits « éloignés ».

Dans ce cadre, chaque année, près de 1700 usagers issus du secteur social, médico-social ou du secteur handicap ont été accueillis en visites guidées ou en ateliers de pratiques artistiques dans le cadre de projets conçus avec les institutions et associations accompagnant ces publics.

Afin d'inscrire dans la durée le projet mené le Secours Populaire Français – Fédération de l'Hérault, il est proposé de renouveler le conventionnement pour cette structure (délibération n°14986 du 2 novembre 2017). Dans ce cadre, il est proposé de mettre en place une politique tarifaire incitative et d'établir des conventions qui précisent les engagements de part et d'autre.

Le Secours Populaire Français – Fédération de l'Hérault, dans le cadre de ses missions a pour vocation de proposer des activités favorisant l'insertion et l'autonomie sociale de ses adhérents. Le présent partenariat concerne une quinzaine d'usagers en situation d'isolement social et d'éloignement culturel.

Le Secours Populaire Français – Fédération de l'Hérault s'engage à :

- Respecter et faire respecter les lieux et le matériel mis à disposition par le musée Fabre ;
- Assurer l'encadrement du groupe d'usagers lors de chaque séance ;
- Proposer aux usagers une participation aux activités se déroulant au musée Fabre, cette activité s'intégrera dans le cadre du projet prédéfini en concertation avec le service des publics du musée Fabre ;
- Prévoir les modalités de déplacement des bénéficiaires et leur prise en charge ;
- Valoriser le partenariat établi ;
- Informer le musée Fabre de toute communication sur le projet ;
- Souscrire à un abonnement annuel de 30 euros sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires. A partir du 1er avril 2021, le tarif appliqué sera conforme à la délibération tarifaire de Montpellier Méditerranée Métropole en cours de validité.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- Proposer un tarif préférentiel : abonnement annuel de la structure de 30 euros sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires. A partir du 1er avril 2021, le tarif appliqué sera conforme à la délibération tarifaire de Montpellier Méditerranée Métropole en cours de validité ;
- S'assurer du bon déroulement des rencontres en termes de surveillance des biens et des personnes, dans le cadre de son règlement intérieur ;
- Inscrire ce partenariat dans son projet culturel et le valoriser ;
- Mettre à disposition ses plasticiens ou médiateurs pour assurer les activités de visites et d'atelier de pratiques artistiques pour un montant estimatif de 3 000€.

Cette convention est conclue pour un an reconductible deux fois. Le partenariat fera l'objet d'une évaluation annuelle afin de définir conjointement les perspectives et objectifs à atteindre sur les périodes de reconduction.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver la conclusion de la convention de partenariat avec le Secours Populaire Français – Fédération de l'Hérault ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147535-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention SecPop Musée.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et la Maison de la poésie Jean Joubert - Approbation**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre, acteur majeur dans le paysage culturel territorial présente sur environ 9 200 m<sup>2</sup> un ensemble de 900 œuvres. Il inscrit ses missions d'accessibilité et de transdisciplinarité au cœur de sa politique culturelle. Il est à ce titre un instrument majeur pour le développement culturel de l'ensemble des publics et souhaite ouvrir ses collections à des champs pluridisciplinaires, et notamment à celui de la poésie.

Ce partenariat permettrait d'une part de faire connaître au grand public les œuvres majeures du musée et d'autre part de pérenniser et de renouveler les lectures poétiques inscrit depuis plusieurs années dans la programmation du musée. Le projet permettrait de mobiliser tous les publics : adultes, champ social et handicaps.

La Maison de la Poésie Jean Joubert est une structure culturelle de diffusion, de coordination et d'animation pour la poésie, relais montpelliérain de la structure nationale « Le Printemps des Poètes ». Depuis plusieurs années, le cycle « La poésie au cœur des arts » a été développé au sein du musée Fabre. Des « visites guidées poétiques » permettent au public de venir à la rencontre des expositions temporaires et des collections permanentes lors des parcours mêlant commentaires, lectures de textes littéraires par des comédiens et interventions musicales par des musiciens.

Ce partenariat permettrait de pérenniser ces actions qui rencontrent du succès auprès de publics diversifiés.

La convention a pour objet de définir l'organisation, les droits et obligations des parties contractantes, pendant la période de collaboration entre le musée Fabre et la Maison de la Poésie Jean Joubert, pour des médiations, autour des œuvres du musée et des lectures sélectionnées par la maison de la Poésie, qui auront lieu au musée Fabre. Celles-ci comprennent des lectures poétiques autour des œuvres de Frédéric Bazille suivies de visites guidées, puis à l'occasion du Printemps des poètes. Les visites sont des visites guidées à double voix. Un médiateur du musée et une personne de la Maison de la Poésie guideront le visiteur dans le musée au gré de commentaires d'œuvres et de lectures poétiques.

Engagements du musée Fabre :

- Le musée Fabre met à disposition un médiateur pour chaque visite autour de ce projet ;
- Le musée Fabre pourra diffuser une présentation du partenariat, objet de la présente convention et l'actualité relative au projet sur ses différents supports de communication internes et externes ;
- Le musée Fabre prendra à sa charge l'intégralité de l'émission de la billetterie. Il encaissera l'ensemble des recettes. Les visites guidées seront proposées au tarif plein de 8€, au tarif Métropole de 7€ et au tarif réduit de 5.50€ dans la limite de 15 personnes par visite. Ces billets donnent accès aux collections du musée Fabre et de l'hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran avant et après la visite dans les horaires habituels du musée Fabre ;
- Le musée s'engage à accorder le tarif réduit aux adhérents de la Maison de la Poésie Jean Joubert pour les collections permanentes, les expositions temporaires et les visites guidées, sur présentation au guichet de leur carte d'adhérent ;
- Le musée Fabre s'engage à partager les rémunérations des artistes, comédiens et musiciens, qui interviennent, à parts égales avec la Maison de la Poésie Jean Joubert.

Engagements de la Maison de la Poésie Jean Joubert :

- La Maison de la Poésie Jean Joubert s'engage à ce que, dans ces locaux, soient réalisées uniquement les activités déterminées dans les conditions de la convention ;

- La Maison de la Poésie Jean Joubert s'engage à rémunérer à parts égales avec le musée Fabre les artistes, comédiens et musiciens, qui interviennent pour la partie lecture des lectures poétiques et apporter un contenu technique lors des visites au sein du musée ;
- La Maison de la Poésie Jean Joubert s'engage à assurer les frais inhérents à la prestation des lectures poétiques (frais de transport, d'hébergement et les repas).

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver la conclusion de la convention de partenariat Maison de la Poésie Jean Joubert ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147538-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention Maison de la Poésie Jean Joubert.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Animation du territoire - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics pour favoriser l'accès pour tous à la culture. L'éveil artistique du très jeune public (entre 2 et 6 ans) s'inscrit à la fois dans les politiques éducatives portées par la loi « musées » de 2002 et la démarche de Réussite Educative soutenue par la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, depuis 2007, le musée Fabre travaille avec certains établissements d'accueil de la petite enfance de la Ville de Montpellier afin de réaliser conjointement des outils adaptés à la découverte des œuvres par les très jeunes visiteurs.

Afin de formaliser et de développer les projets menés avec ces structures, il est proposé d'établir avec la direction Enfance de la Ville de Montpellier une convention de partenariat qui précise et formalise les engagements de chacune des parties.

La direction Enfance de la Ville de Montpellier s'engage à :

- Favoriser la participation du personnel des crèches aux « Rencontres/ formation petite enfance » organisées par le musée (communication du programme, aménagement du temps de travail, gestion des inscriptions...) ;
- Communiquer sur les actions menées par le musée au sein de son réseau ;
- Faire connaître les dispositions tarifaires du musée Fabre à l'attention des professionnels de la petite enfance ;
- Valoriser le partenariat au sein de journées de réflexion et de colloques. Informer et solliciter le service des publics du Musée Fabre pour participer à ces rencontres.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- Organiser les « Rencontres/ formation petite enfance » proposées gratuitement et régulièrement aux établissements municipaux d'accueil de la petite enfance ;
- Assurer de bonnes conditions de travail entre les crèches et le musée Fabre : accueil des enfants, mallettes et pré-mallettes pédagogiques gratuites ;
- Prise en charge financière de la réalisation des outils pédagogiques (estimés à 2 500€ pour les collections permanentes et 1 000€ pour les expositions temporaires) ;
- Favoriser la venue au musée des professionnels de crèches par des aménagements tarifaires particuliers ;
- Communiquer sur le partenariat réalisé avec la direction Enfance de la ville de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les termes de la convention de partenariat avec la Direction de l'Enfance de la Ville de Montpellier ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147541-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention musee Fabre.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Animation du territoire - Convention annuelle de partenariats pédagogiques et artistiques entre l'Opéra Orchestre National de Montpellier et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Méditerranée Métropole a été classé en 2007 dans la catégorie des Conservatoires à Rayonnement Régional (CRR). A ce titre, ses missions sont notamment d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs, mais aussi de proposer des formations visant à accompagner des étudiants en voie de professionnalisation vers leur futur secteur d'activité, et de participer à la construction de la personnalité de l'enfant et des jeunes élèves en les formant à l'école du spectateur.

Afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, il apparaît nécessaire pour le CRR de poursuivre et de renforcer ses partenariats avec les structures locales les plus prestigieuses (Opéra Orchestre National, Festivals, Etablissements Culturels de Montpellier Méditerranée Métropole, etc).

Depuis 2016, un partenariat a été établi entre le CRR et l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie (OONM). Compte tenu du bilan particulièrement positif des trois années accomplies, il est proposé de reconduire le dispositif afin de permettre aux élèves du CRR de Montpellier Méditerranée Métropole de rencontrer les acteurs et les œuvres de ce lieu de spectacle vivant majeur sur le territoire métropolitain, et de s'approprier ainsi les savoir-faire de professionnels.

Cette nouvelle convention fixe les modalités de mise en œuvre générale du projet et précise les engagements respectifs des partenaires.

L'OONM s'engage en premier lieu à accueillir les élèves du Conservatoire en fonction du travail pédagogique mené par les enseignants et en lien avec la programmation de l'OONM.

Ces opportunités portent notamment sur :

- l'ouverture de temps de répétitions lyriques et symphoniques de l'OONM aux élèves du CRR,
- des stages de participation et d'observation pour des étudiants majeurs du CRR issus des cursus Musique, Danse et Art dramatique, dans le cadre de productions lyriques, de concerts symphoniques etc.,
- la participation active dans des productions lyriques et symphoniques, telles que, en 2020, « Baby Doll » dans le cadre de l'orchestre Tremplin,
- des tutorats avec les solistes de l'OONM pour des élèves de la classe préparatoire de cordes du CRR.

Des rencontres avec des professionnels, metteurs en scène ou artistes, seront également proposées par l'OONM aux élèves se destinant aux métiers du spectacle.

Par ailleurs, l'OONM mettra à disposition des élèves un certain nombre de places pour ses représentations lyriques, symphoniques et de chambre, soit à titre gratuit pour les événements les plus marquants, soit au tarif préférentiel de 5 euros, en fonction des capacités d'accueil.

Enfin, pour que les élèves du CRR puissent travailler dans des locaux adaptés à l'enseignement qu'ils reçoivent, mais aussi se « projeter » et se produire dans un lieu conçu et destiné aux spectacles et aux concerts, l'OONM mettra à leur disposition :

- le studio Dominique Bagouet pour les cours de danse,
- la salle Molière pour des concerts, conférences, classes de maître et examens,
- la grande salle de l'Opéra Comédie pour le spectacle de danse annuel.
- des salles de travail et de répétition au Corum dans le cadre du projet DEMOS.

Pour sa part, la Métropole, au travers du CRR, s'engage à prendre en charge les frais supplémentaires de nettoyage et, le cas échéant, de sécurité, induits par l'utilisation des salles au regard de la réglementation concernant les Etablissements Recevant du Public (ERP).

Cette prestation sera facturée par l'OONM sur la base d'un tarif forfaitaire de 280 € pour la salle Molière. Les journées d'occupation de la grande salle de l'Opéra Comédie feront l'objet d'un décompte au titre des

journées de gratuité accordées à Montpellier Méditerranée Métropole. Seuls les frais techniques supplémentaires seront facturés après acceptation d'un devis préalable. Concernant la salle Bagouet, le nettoyage sera directement pris en charge par le CRR en fonction de l'utilisation de la salle.

En outre, en lien avec le service Développement culturel et numérique de l'OONM, les élèves de cycle 3 du pôle érudition rédigeront des notices d'œuvres qui seront insérées dans les cahiers pédagogiques de l'OONM pour la saison symphonique.

Enfin le CRR s'engage à mettre gracieusement à disposition de l'OONM des instruments, matériels techniques et locaux lui appartenant, sous réserve de leur disponibilité et des contraintes de service public. Des locaux pourront également être mis à disposition pour des répétitions dans le cadre des activités menées par l'OONM.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver la conclusion de la convention de partenariat artistique et pédagogique entre l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie-Pyrénées-Méditerranée et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Mylène FOURCADE, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147801-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Animation du territoire - Convention de partenariat entre le Conservatoire à Rayonnement Régional et le Centre Dramatique National (CDN) Théâtre des 13 vents - Autorisation de signature**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR), dans le cadre de ses classes préparatoires à l'enseignement supérieur « théâtre », a pour mission de permettre à ses étudiants de découvrir le milieu professionnel. Ainsi, outre l'organisation de forums et rencontres professionnelles, les partenariats avec les structures locales de renommées nationale et internationale (comme le Centre Dramatique National - CDN) rendent ces immersions encore plus efficaces.

Ainsi, il est proposé une convention entre le CRR et le CDN Théâtre des 13 vents afin de créer des liens artistiques et pédagogiques entre les professionnels du CDN Théâtre des 13 vents et les étudiants des classes préparatoires à l'enseignement supérieur (CPES) du CRR dans le cadre de leur formation. Cette convention vise également à promouvoir l'ensemble des activités du CDN Théâtre des 13 vents auprès de tous les personnels et étudiants du CRR.

Le CDN Théâtre des 13 vents s'engage ainsi à :

- Mettre en place (sous réserve de possibilité) des rencontres avec les artistes programmés,
- Mettre à disposition occasionnellement des locaux pour présenter le travail des étudiants et élèves du CRR,

Le CRR s'engage à :

- Valoriser pédagogiquement dans ses cursus, les actions initiées par le CDN Théâtre des 13 vents (études de textes, d'auteurs, de metteurs en scène, etc.),
- Mettre en place un parcours du spectateur (accompagnement de l'ensemble des étudiants à trois spectacles de la programmation du CDN Théâtre des 13 vents – après validation commune des dates),

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les termes de la convention entre le CRR et le CDN Théâtre des 13 vents ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147985-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention CRR CDN

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL



## **Animation du territoire - Ecoles associées au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution de subvention - Approbation**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du schéma de mutualisation, il est proposé de poursuivre l'action engagée en 2017 en faveur des écoles de musique du territoire adhérentes au réseau de l'enseignement musical métropolitain et labellisées « *écoles associées au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole* ».

En application des articles L. 5217-7 et L. 5215-26 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole peut en effet verser à ses communes membres un fonds de concours pour la gestion d'un équipement.

Ainsi, sous réserve de la signature de la convention afférente, les structures concernées pourront bénéficier d'un fonds de concours ou d'une subvention de fonctionnement au titre de l'exercice 2020. Le montant total de l'aide financière apportée par la Métropole s'élève à 78 888,00 € et est affecté comme suit, conformément aux clés de répartition et aux engagements métropolitains dans le cadre des classes passerelles (prises en charge du tarif plein municipal) :

- Ecole de Musique de Castries : 14 476 € (9 454 € + 5 022 € – dispositif passerelle) ;
- Ecole de Musique de Juvignac : 16 746 € ;
- Ecole Intercommunale de Musique Internote : 4 900 € ;
- Ecole de Musique de Pérols : 13 342 € ;
- Ecole de Musique de Sussargues : 7 246 € ;
- Ecole de Musique de Saint Jean de Védas : 22 178 € (18 494 € + 3 684 € – dispositif passerelle).

Outre les engagements liés à l'appartenance au réseau de l'enseignement musical, les écoles associées seront tenues aux engagements suivants :

- Offre pédagogique comportant les trois disciplines (formation musicale, instrument et pratiques collectives) ;
- Structuration en cycles et/ou départements ;
- Adoption d'un projet d'établissement ;
- Formation et professionnalisation des équipes enseignantes ;
- Participation possible des élèves aux examens de fin de cycles 1 et 2 du CRR.

De plus, les communes s'engagent à maintenir leur niveau de financement pendant la durée de la convention.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver la répartition des fonds de concours et subventions accordés par Montpellier Méditerranée Métropole aux écoles associées au Conservatoire à Rayonnement Régional ;
- d'approuver les termes de la convention des écoles associées déterminant le versement des fonds de concours et subventions ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Anne RIMBERT.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147831-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention castries
- convention Juvignac
- convention Pérols
- convention Saint Jean de Védas
- convention Sussargues
- convention l'Internote

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Animation du territoire - Convention de partenariat entre le Chai du Terral et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Méditerranée Métropole a été classé en 2007 dans la catégorie des Conservatoires à Rayonnement Régional (CRR). A ce titre, ses missions sont notamment d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs, mais aussi de proposer des formations visant à accompagner des étudiants en voie de professionnalisation vers leur futur secteur d'activité, et de participer à la construction de la personnalité de l'enfant et des jeunes élèves en les formant à l'école du spectateur.

Afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, il apparaît nécessaire pour le CRR de poursuivre et de renforcer ses partenariats avec les structures locales les plus prestigieuses (Opéra Orchestre National, Festivals, Etablissements Culturels de Montpellier Méditerranée Métropole, etc...).

Dans ce cadre, et au vu du bilan très positif de la collaboration avec le Chai du Terral de Saint Jean de Védas depuis plusieurs années, il est proposé de reconduire le partenariat afin de permettre aux élèves du CRR de Montpellier Méditerranée Métropole et aux enseignants de disposer d'espaces de diffusion professionnels et de rencontrer les acteurs de ce lieu de spectacle vivant.

Cette nouvelle convention fixe les modalités de mise en œuvre générale du projet et précise les engagements respectifs des partenaires.

Le Chai du Terral, accueillera gracieusement dans le cadre de ses missions, sous réserve des dispositions sanitaires, les actions du CRR dont le choix a été élaboré en commun aux dates suivantes :

- 03-04/11/2020
- 04/02/2021
- 08-13/02/2021

Le CRR prendra à sa charge, en fonction des manifestations et selon les modalités précisées dans la convention, le personnel nécessaire au bon déroulement des actions en fonction des tarifs en vigueur.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver la conclusion de la convention de partenariat artistique et de mise à disposition entre la Ville de Saint Jean de Védas « Le Chai du Terral » et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148017-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention CRR Chai du Terral Saint-Jean-de-Védas

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Animation du territoire - Site archéologique Lattara, musée Henri Prades - Demandes de subventions au titre de l'année 2021 - Approbation**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le site archéologique Lattara - musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit le déploiement de ses actions de manière à conforter le positionnement et le rayonnement de cet établissement culturel.

Sa programmation 2021 sera riche en événements et comprendra de nombreux temps forts, notamment grâce à la présentation de trois expositions temporaires :

- *En route ! La voie Domitienne du Rhône aux Pyrénées*, jusqu'au 3 mai 2021 ;
- *Gaulois !* (titre provisoire), de juillet 2021 à février 2022 ;
- une exposition d'art contemporain, d'octobre 2021 à mars 2022.

Par ailleurs, des manifestations portant sur l'archéologie et le patrimoine (« Faites des fouilles ! », journées européennes du patrimoine, journées nationales de l'archéologie, nuit des musées, etc.), des conférences, ainsi que diverses actions culturelles (« Lattara'péros » – animations gratuites des mercredis de l'été, « Les Grecs débarquent à Lattara » - week-end familial) seront organisées tout au long de l'année.

De plus, les activités portées par le service des publics permettront d'aller au plus près de la population pour faire connaître l'archéologie ainsi que les richesses archéologiques du territoire.

En matière d'investissement, la campagne de restauration de biens archéologiques du musée Henri Prades sera prolongée pour continuer à protéger le patrimoine, le conserver, et le valoriser auprès d'un large public. Dans le cadre de l'exposition « Gaulois ! », une intervention de conservation-restauration des sols en mosaïque découverts récemment sur la commune de Castelnau-le-Lez sera effectuée.

En raison de la teneur et de l'importance du programme d'activités et de restauration des biens meubles et immeubles du site archéologique Lattara – musée Henri Prades, il y a lieu de demander les subventions les plus élevées possibles auprès de l'État, de toute collectivité territoriale et de l'Union Européenne, à titre de soutien et d'accompagnement de l'établissement dans son développement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'autoriser le dépôt de demandes de subventions pour les activités, la conservation et la mise en valeur du patrimoine archéologique auprès de l'Etat, de toute collectivité territoriale et de l'Union Européenne ;
- de dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147942-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## Animation du territoire - Médiathèques - Adhésion à l'Association Le Prix des Incorruptibles - Autorisation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du travail en direction des scolaires (écoles primaires et collèges) ainsi que de sa programmation de rencontres d'auteurs jeunesse en direction de son public et des scolaires, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite que six de ses établissements du réseau des médiathèques, qui le souhaitent, puissent adhérer à l'Association *Le Prix des Incorruptibles*, pour les années scolaires comprises entre septembre 2020 et juin 2026.

L'association *Le Prix des Incorruptibles* a pour objectif de susciter l'envie et le désir de lire des plus jeunes, à travers des actions lecture autour d'une sélection de qualité et/ou en les faisant entrer dans les coulisses de la création d'un roman avec *le Feuilleton des Incorruptibles*. En réunissant autour d'un projet commun, libraires, enseignants, animateurs, bibliothécaires et institutionnels, *le Prix des Incorruptibles* contribue au développement d'une dynamique locale autour de la littérature de jeunesse.

*Le Prix des Incorruptibles* est un prix littéraire jeunesse. Il est décerné chaque année par des élèves issus de maternelle jusqu'au lycée. Dans ce cadre, l'Association *Le Prix des Incorruptibles* propose des animations tout au long de l'année autour du prix : jeux, concours d'illustration, quiz ainsi que des rencontres et des correspondances avec les auteurs/illustrateurs.

Le montant annuel de l'adhésion par médiathèque est de 30 € TTC, soit un montant maximum de 180 € TTC par an et ce pour les années 2020 à 2026.

L'association a depuis 2013 l'agrément de l'Éducation Nationale, en tant qu'association éducative complémentaire de l'enseignement public.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'autoriser l'adhésion de six médiathèques, qui le souhaitent, du réseau des Médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Le Prix des Incorruptibles ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147729-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Animation du territoire - Comédie du Livre 2021 - Prise en charge de frais des intervenants invités - Demandes de subventions - Approbation**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

La 35ème édition de la Comédie du Livre, qui devait se dérouler les 15, 16 et 17 mai 2020 a dû être annulée en raison de la crise sanitaire. Si les conditions sont réunies au printemps 2021, la prochaine édition proposera un programme de rencontres autour de l'année littéraire écoulée et ouvrira une fenêtre sur la littérature contemporaine étrangère en mettant à l'honneur, comme prévu en 2020, la littérature croate. Plus de deux cents auteurs seront présents, invités par les librairies montpelliéraines et Montpellier Méditerranée Métropole, pour participer à des séances de dedicaces ainsi qu'à des lectures, débats, conférences, petits déjeuners littéraires et spectacles.

Conformément aux prescriptions du Centre National du Livre (CNL), Montpellier Méditerranée Métropole prendra en charge la rémunération des intervenants invités (auteurs, professionnels du livre ou du spectacle) ainsi que leurs frais de déplacement, d'hébergement et de restauration durant leur séjour à Montpellier.

Le montant de ces frais est évalué comme suit :

- Frais de déplacement : 50 000 € maximum
- Frais d'hébergement : 50 000 € maximum
- Frais de restauration : 45 000 € maximum.

Par ailleurs, la Comédie du Livre peut, depuis de nombreuses années, compter sur l'accompagnement et le soutien financier de partenaires tels que la Région Occitanie, le CNL et la Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Ecrit. Montpellier Méditerranée Métropole pourrait obtenir de la part de ces structures des subventions, conseils et aides permettant la prise en charge directe ou le règlement des frais relatifs à la venue des auteurs invités.

Afin d'offrir à la Comédie du Livre une envergure et une renommée nationale et internationale, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des structures citées et de toute autre institution susceptible d'apporter un soutien financier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'autoriser la prise en charge des frais de déplacement, hébergement et restauration des intervenants invités ;
- d'autoriser le dépôt des demandes de subvention les plus larges possibles auprès de toute institution susceptible d'apporter un soutien financier pour l'organisation de la manifestation ;
- de dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147843-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Animation du territoire - Prise en charge des frais liés à la résidence littéraire de l'écrivain Alexandre BERGAMINI - Demandes de subventions afférentes - Approbation**

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

La résidence de création littéraire Lattara - Montpellier Méditerranée Métropole a ouvert ses portes début janvier 2017, dans l'enceinte du Musée archéologique Henri-Prades de Lattes. Cette résidence est née de la forte volonté politique de Montpellier Méditerranée Métropole de soutenir et d'encourager la création littéraire et plus largement les politiques publiques autour du livre. Il s'agit donc d'un lieu de création mais également d'un outil de rayonnement territorial. Ce lieu a été aménagé pour accueillir tout au long de l'année des auteurs et artistes au cours de trois périodes de l'année.

Exceptionnellement, au nom d'un principe de solidarité, Montpellier Méditerranée Métropole propose d'accueillir au sein de la résidence Lattara durant deux mois (décembre 2020-janvier 2021) l'écrivain Alexandre Bergamini, qui vivait dans la vallée de la Roya et qui se trouve désormais sans toit. Il travaillera sur la commande d'un court texte sur le lieu, son esprit, sur le musée et les fantômes étrusques et gaulois qui le hantent, ou plus largement sur Montpellier. Il mènera également des rencontres et des ateliers d'écriture à destination du public en lien avec des acteurs locaux dans le cadre de partenariats, en s'adaptant aux contraintes liées à la situation sanitaire.

Pour cette résidence exceptionnelle, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole prenne en charge l'intégralité de la bourse de l'auteur accueilli à hauteur de 2 000 € par mois. Montpellier Méditerranée Métropole prendra également en charge les frais de déplacements de l'auteur invité, depuis son domicile, et, le cas échéant, vers les différents lieux d'intervention sur le territoire métropolitain et régional, pour un montant maximum de 1 000 €.

En soutien à l'organisation de ces résidences, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter les subventions les plus larges possibles auprès de la Région Occitanie et de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'autoriser la prise en charge de la bourse d'écriture à hauteur de 2 000 € pour l'année 2020 et 2 000 € pour l'année 2021 ainsi que la prise en charge aux frais réels des frais de déplacements de l'auteur, pour un montant maximum de 1 000 € ;
- d'autoriser les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de la Région Occitanie et de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148023-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## Animation du territoire - Affectation de subventions et conventions de partenariat - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre et afin de soutenir les acteurs culturels du territoire durement touchés par la crise sanitaire, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner les structures qui proposent manifestations et projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

Nom de la structure	Type*	Montant en €
Groupe incliné	F	2 000
Stand Art	P	2 000
Pic et Colegram	F	1 000
Ars musica Montpellier	P	1 000
Méli Mélodie	P	2 000
Zepetra	F	2 000
Centre des arts du cirque Balthazar	F	20 000
Tout à fond TAF	P	30 000
Compagnie les perles de verre	P	2 000
L'adresse	F	2 000
L'Atelline	F	20 000
Jazz in clap coop	P	1 000
Compagnie Virgule	F	2 000
La Costumotek	P	1 500
Ekhô Chœur de chambre	P	2 000
Galerie l'Aberrante	F	400
Les amis de la chapelle du Baillarguet	P	2 000
Festival International du cinéma méditerranéen de Montpellier Cinémed	P	1 500
Mission Bande Dessinée en Languedoc Roussillon	F	3 000
Total des attributions proposées		97 400

\* F : Fonctionnement / P : Projet

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver l'attribution de subventions aux structures susmentionnées, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- d'imputer ces dépenses sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Eric PENSO, Mme Sylvie ROS-ROUART, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147861-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Animation du territoire - Piscine Olympique d'Antigone - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Locaux destinés à une occupation commerciale - Attribution - Autorisation de signature**

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

La Piscine Olympique d'Antigone, située avenue Jacques-Cartier à Montpellier est un équipement sportif inauguré en 1996 d'une superficie de 10 000 m<sup>2</sup> qui accueille des compétitions nationales, européennes et internationales.

Ce bâtiment de verre et de métal conçu par Ricardo Bofill comprend un bassin olympique (« Vénus ») entouré de gradins d'une capacité d'environ deux mille spectateurs, un bassin de loisirs (« Aphrodite ») couvert par un toit mobile, un gymnase (« Olympie ») de 850 m<sup>2</sup> pour la pratique des sports collectifs, et plus de 1 000 m<sup>2</sup> d'espaces exploitables.

Cette propriété appartient au domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Piscine Olympique d'Antigone comprend des locaux destinés à une occupation commerciale d'une superficie d'environ 150 m<sup>2</sup>.

En vue de valoriser ces locaux, la délibération n° 10958 du 28 juin 2012 a autorisé la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public pour l'exploitation de locaux destinés à une activité de commerce d'articles de sport, maillots de bain, bimbelerie, carterie et tous produits annexes, avec la société SWIMMER. La convention a été conclue le 2 juillet 2012 pour une durée de 10 ans.

Aux termes d'un courrier daté du 7 août 2020 et signifié le 10 août 2020, Montpellier Méditerranée Métropole n'a eu d'autre choix que de constater la résiliation pour faute de la convention d'occupation conclue avec la société SWIMMER.

### **Rappel de la procédure :**

Conformément à l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2017, « *sauf dispositions législatives contraires, lorsque le titre mentionné à l'article L. 2122-1 permet à son titulaire d'occuper ou d'utiliser le domaine public en vue d'une exploitation économique, l'autorité compétente organise librement une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester* ».

Afin de se conformer à cette obligation législative et réglementaire, une procédure de sélection préalable a été lancée le 25 août 2020 en vue de la conclusion d'une convention d'occupation temporaire du domaine public relative aux locaux destinés à une occupation commerciale d'une superficie d'environ 150 m<sup>2</sup>.

Conformément à ce nouveau cadre juridique, la procédure de sélection préalable a fait l'objet de mesures de publicité sur la plateforme des marchés publics dématérialisés et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

La date limite de remise des offres des candidats a été fixée au 14 octobre 2020.

Un seul candidat a remis son dossier de candidature dans les délais prescrits.

La date de prise d'effet de la convention d'occupation du domaine public est fixée à compter de sa signature par les parties. La durée d'exécution de ladite convention est de six ans.

**Choix du candidat :**

Dans le cadre de la procédure de sélection, une étude de la proposition présentée par l'unique candidat a été effectuée. L'offre de la société SWIIM (enseigne La boutique de la piscine by swiim.fr) représentée par Mme Sarah TOUMI-BRADLEY, et M. Simon DUFOUR, agissant en qualité de co-gérants, est une offre économiquement avantageuse qu'il est proposé de retenir.

**Caractéristiques de la future convention :**

L'objet de la convention est d'autoriser le bénéficiaire, en contrepartie d'une redevance, à occuper ces locaux en proposant une activité de commerce d'articles de sport, maillots de bain, bimbelerie, carterie et tous produits annexes.

La redevance annuelle proposée par la société SWIIM comprend une part fixe qui s'élève à 15 000 € HT, et une part variable correspondant à 2,5% du chiffre d'affaires HT réalisé par la société, le montant cumulé des parts fixe et variable de la redevance ne devant pas dépasser 10% du chiffre d'affaires HT.

De surcroît, cette convention prévoit que seront à la charge de l'occupant la fourniture des matériels, l'équipement, la maintenance et l'entretien des locaux.

En sus des charges individualisables et de la redevance, l'occupant acquittera une quote-part des charges communes non individualisables au prorata de la surface occupée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le choix de la société SWIIM en tant qu'occupant temporaire du domaine public des locaux destinés à une occupation commerciale d'une superficie d'environ 150 m<sup>2</sup> sis 229, avenue Jacques Cartier, à Montpellier ;
- d'approuver le projet de convention d'occupation temporaire du domaine public à conclure avec la société SWIIM ;
- de dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147766-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AOT2020POA2 - Projet de convention vd.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92.

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## Animation du territoire - Associations et clubs sportifs - Affectation de subventions - Conventions d'attribution - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 31 juillet 2020, le Conseil de Métropole a voté le budget primitif 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

Au regard de sa compétence en matière de sport de haut niveau, il est proposé de voter l'affectation des subventions de fonctionnement accordées aux structures sportives pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets.

Nom de la structure	Type	Objet	Montant
Association Kani's Fight	Projet	Organisation des Championnats de France Professionnel de Boxe le 12 décembre 2020 au Palais des Sports René Bougnol (Haut niveau)	10 000 €
Fédération Française de Cyclisme	Projet	Organisation des Championnats de France de BMX Freestyle Park, catégorie Elite Homme et Femmes les 21 et 22 novembre 2020 au Pôle France de BMX de Grammont	5 000 €
3MUC NATATION	Projet	Subvention complémentaire au titre de la saison sportive 2020-2021 en vue de soutenir la poursuite d'activité liée à la Section Elite du club, en préparation pour les jeux olympiques de Tokyo	488 000 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- d'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148049-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION KANT'S FIGHT.doc

- CONVENTION\_FFC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ATTRACTIVITE**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Attractivité

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Frédéric LAFFORGUE, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## **Attractivité - Épidémie de Covid-19 - Mesures de soutien aux acteurs économiques face à la crise sanitaire et économique - Dispositif d'aide aux loyers pour le mois d'octobre 2020 - Approbation**

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

La Métropole de Montpellier comme tous les territoires est confrontée à une crise sanitaire et économique sans précédent depuis le mois de mars 2020 avec des conséquences importantes pour son tissu économique.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite donc apporter une réponse immédiate aux entreprises pour soutenir durablement l'économie et l'emploi en complémentarité avec les aides gouvernementales et régionales.

Une des charges fixes les plus importante étant les loyers, il est essentiel pour Montpellier Méditerranée Métropole d'accompagner les entreprises locataires qui peinent à faire face à leurs charges locatives en mettant en place un fonds d'aides aux loyers.

A travers un fonds d'aide aux loyers, il s'agit de proposer une subvention d'aide au paiement du loyer du mois d'octobre 2020 à destination des entreprises en location, particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et par les mesures prises pour limiter cette propagation.

Ce fonds permettra de favoriser la continuité de l'activité économique du territoire afin de maintenir l'emploi, dimension essentielle de la politique publique de développement économique.

### **Ce dispositif s'appuie sur :**

- les articles L.1511-3 et R.1511-4 à R.1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise,
- l'article L.130-1 du Code de la sécurité sociale,
- la Communication de la Commission européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 n°2020/C911/01, et notamment son paragraphe 3.1 relatif aux aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 € TTC le seuil des aides dites de minimis,

Le dispositif doit s'accorder avec les articles proposés ci-dessous :

**ARTICLE 1 :** Les dispositions de la délibération N°M2020-241 du Conseil du 12 octobre 2020 sont abrogées ;

**ARTICLE 2 :** Une aide au paiement du loyer est attribuée aux bénéficiaires remplissant les conditions visées à l'article 3. Cette aide est égale au montant du loyer du mois d'octobre 2020, incombant au locataire, à concurrence d'un montant de 1000 €TTC au maximum;

**ARTICLE 3 :** Peuvent bénéficier de l'aide prévue à l'article 2, les personnes physiques et morales de droit privé qui répondent aux conditions suivantes :

- 1° Avoir leur siège sur le territoire administratif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 2° Être locataire d'un local à usage commercial ou professionnel sur le territoire administratif de Montpellier Méditerranée Métropole (hors propriétaire), dès lors que cette location n'intervient pas dans le domicile personnel ;
- 3° Justifier d'une existence minimale de 3 mois antérieurement à l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus ;
- 4° Avoir une activité stipulée dans les listes annexées S1 et S1 Bis ;

- 5° Être dans un cas de fermeture administrative causé par arrêté préfectoral ou avoir une baisse d'au moins 50 % du chiffre d'affaires par rapport au mois d'octobre 2019 ;
- 6° Avoir un effectif inférieur ou égal à dix salariés. Ce seuil est calculé selon les modalités prévues par le I de l'article L.130-1 du Code de la sécurité sociale susvisé ;
- 7° Avoir un montant de chiffre d'affaires constaté lors du dernier exercice clos inférieur à 500 000 € HT. Pour les entreprises n'ayant pas encore clos d'exercice, le chiffre d'affaires mensuel moyen sur la période comprise entre la date de création de l'entreprise et le 30 septembre 2020 doit être inférieur à 41 667 € HT pour le dépôt des dossiers au titre du mois d'octobre ;
- 8° Avoir un bénéfice imposable, augmenté le cas échéant des sommes versées au dirigeant, au titre de l'activité exercée, qui n'excède pas 45 000 € HT au titre du dernier exercice clos. Pour les entreprises n'ayant pas encore clos un exercice, le bénéfice imposable augmenté le cas échéant des sommes versées au dirigeant est établi, sous leur responsabilité, à la date du 30 septembre 2020, sur leur durée d'exploitation et ramené sur douze mois pour le dépôt des dossiers au titre du mois d'octobre ;
- 9° Ne pas avoir perçu plus de 800 000 € TTC d'aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux sur les trois derniers exercices ;

L'éligibilité de chaque demande au dispositif se fera sur la base des pièces obligatoires suivantes :

- Un formulaire de demande et une attestation de déclaration sur l'honneur à respecter l'ensemble des critères signés électroniquement par le dirigeant de l'entreprise.
- Un Extrait K, Kbis, Extrait D1 ou Avis de situation SIRENE de moins de trois mois.
- Un avis d'échéance de loyer (ou quittance de loyer) du mois d'octobre, précisant l'identité du bailleur et du locataire, l'adresse du bien loué, la date d'échéance (ou quittance) et le montant du loyer et des charges.
- Une copie recto/ verso de la carte d'identité du dirigeant / de la dirigeante de la société
- Un Relevé d'Identité Bancaire original au nom de la société

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les termes de la convention type ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative jugée utile afin de vérifier que les conditions d'octroi de la subvention sont remplies ;
- d'imputer la dépense correspondante à l'aide prévue à l'article 1 sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'abroger les dispositions de la délibération n°M2020-241 du Conseil du 12 octobre 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Joël RAYMOND.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148713-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention aide aux loyers OCTOBRE NOVEMBRE 2020.pdf

- FDS-entreprises-secteursS1-S1bis-02112020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Attractivité

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Frédéric LAFFORGUE, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## **Attractivité - Épidémie de Covid-19 - Attribution d'aides aux acteurs économiques pour le paiement des loyers professionnels - Approbation**

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

La Métropole de Montpellier comme tous les territoires est confrontée à une crise sanitaire et économique sans précédent depuis le mois de mars 2020 avec des conséquences importantes pour son tissu économique.

En tant qu'interlocuteurs majeurs du monde économique, la Métropole de Montpellier met en place des mesures économiques exceptionnelles, afin de limiter l'impact de la crise, en complémentarité des aides gouvernementales et régionales. Ces mesures sont adaptées en fonction de la situation et des besoins spécifiques identifiés pour opérer de manière efficiente.

Durant cette période de crise sanitaire et économique, il est plus que jamais nécessaire de soutenir le tissu économique du territoire qui subit une chute brutale de l'activité dans la plupart des secteurs depuis le mois de mars et qui touche particulièrement les Petites et Moyennes Entreprises.

Dans ce cadre la Métropole de Montpellier a mis en place d'un fonds d'aide exceptionnel sous la forme d'une aide aux loyers professionnels jusqu'à 500 € sur les mois d'avril, mai et juin 2020.

### **• MODALITES DE MISE EN PLACE DU DISPOSITIF**

Par décisions n°MD2020-337, n°MD2020-557 et n°MD2020-591, Montpellier Méditerranée Métropole a défini le cadre de l'attribution d'une aide pour le paiement des loyers des acteurs économiques situés sur son territoire pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2020 (avril, mai et juin 2020). A travers ce dispositif d'aide exceptionnel, il s'agit de proposer une aide au paiement du loyer des mois d'avril, mai et juin 2020 à destination des entreprises occupant les locaux du parc immobilier privé particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et par les mesures prises pour limiter cette propagation,

Ce dispositif s'appuie sur :

- l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- les articles L. 1511-3 et R. 1511-4 à R. 1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise ;
- l'article L.130-1 du Code de la sécurité sociale ;
- la Communication de la Commission européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 n°2020/C911/01, et notamment son paragraphe 3.1. relatif aux aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 € le seuil des aides dites de minimis.

Le dispositif doit s'accorder avec les articles proposés ci-dessous :

- les dispositions de la présente délibération remplacent les dispositions des décisions n°MD2020-337, n°MD2020-557 et n°MD2020-591 ;
- une aide au paiement du loyer est attribuée aux bénéficiaires remplissant les conditions visées à l'article 3. Cette aide est égale au montant du loyer des mois d'avril, mai ou juin 2020 incombant au locataire, à concurrence d'un montant de 500 € au maximum ;
- peuvent bénéficier de l'aide prévue ci-dessus, les personnes physiques et morales de droit privé qui répondent aux conditions suivantes :

1. Avoir leur siège sur le territoire administratif de Montpellier Méditerranée Métropole ;

2. Être locataire d'un local à usage commercial ou professionnel sur le territoire administratif de Montpellier Méditerranée Métropole (hors propriétaire), dès lors que cette location n'intervient pas dans le domicile personnel ;
3. Justifier d'une existence minimale de 3 mois antérieurement l'arrêté du ministre de la Santé du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus (début d'activité au plus tard le 14 décembre 2019) ;
4. Être dans un cas de fermeture administrative causé par l'arrêté préfectoral ou avoir une baisse d'au moins 50 % du chiffre d'affaires entre mars 2019 et mars 2020 pour l'aide du mois d'avril, entre avril 2019 et avril 2020 pour l'aide du mois de mai et entre mai 2019 et mai 2020 pour l'aide du mois de juin ;
5. Avoir un effectif inférieur ou égal à dix salariés. Ce seuil est calculé selon les modalités prévues par le I de l'article L.130-1 du Code de la sécurité sociale susvisé ;
6. Avoir un montant de chiffre d'affaires constaté lors du dernier exercice clos inférieur à 500 000 €. Pour les entreprises n'ayant pas encore clos d'exercice, le chiffre d'affaires mensuel moyen sur la période comprise entre la date de création de l'entreprise et le 29 février 2020 pour l'aide du mois d'avril, le 31 mars 2020 pour l'aide du mois de mai et le 30 avril 2020 pour l'aide du mois de juin, doit être inférieur à 41 667 € ;
7. Avoir un bénéfice imposable, augmenté le cas échéant des sommes versées au dirigeant, au titre de l'activité exercée, qui n'excède pas 45 000 € au titre du dernier exercice clos. Pour les entreprises n'ayant pas encore clos un exercice, le bénéfice imposable augmenté le cas échéant des sommes versées au dirigeant est établi, sous leur responsabilité, à la date du 29 février 2020 pour l'aide du mois d'avril, du 31 mars 2020 pour l'aide du mois de mai et du 30 avril 2020 pour l'aide du mois de juin, sur leur durée d'exploitation et ramené sur douze mois ;
8. Ne pas avoir perçu plus de 800 000 € d'aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux sur les trois derniers exercices.

La dirigeant de la société s'engage sur l'honneur à respecter ces critères lors du dépôt du dossier de la demande d'aide au loyer.

Les présentes modalités s'appliquent à l'ensemble des aides accordées antérieurement par décision ou délibération.

• ATTRIBUTIONS D'AIDES POUR LE PAIEMENT DES LOYERS

o Aides du mois d'avril 2020

Numéro de dossier	Civilité	Prénom	Nom	Montant de l'aide
ALE2020-001585	Monsieur	JEAN-PAUL EUGENE	VAILLE	500 €
ALE2020-001586	Madame	LUDIVINE ANNIE VALERIE MARIE- LUCE	DI MEGLIO	209 €
ALE2020-001587	Monsieur	JOELLE	COUSINIE	500 €
ALE2020-001597	Monsieur	ALBAN PASCAL	MUNOZ	500 €
ALE2020-001599	Madame	CAMILLE	BOYER	158 €
ALE2020-001600	Monsieur	SUSANNE	KLEIN	101 €
ALE2020-001603	Madame	SABINE	BRETON	101 €
ALE2020-001606	Monsieur	FANNY MICHELE	ROSIQUE	500 €
ALE2020-001616	Monsieur	GILLES	BAUDVIN	459 €
ALE2020-001620	Madame	AURELIE	BURIDANS	131 €
<b>TOTAL</b>				<b>3 159 €</b>

Numéro de dossier	Raison sociale	Montant de l'aide
ALE2020-001590	PHLOEME	500 €
ALE2020-001593	LANGUEDOC MECHOU	500 €
ALE2020-001594	HUDO	500 €
ALE2020-001595	SUN7 BEAUTE	500 €
ALE2020-001596	FAYS	500 €
ALE2020-001598	LS3T	500 €
ALE2020-001601	BABOUCHE ADVERTISING	222 €
ALE2020-001602	PIZZERIA PLACE D'ITALIE	402 €
ALE2020-001604	TEIXEIRA	500 €
ALE2020-001607	LA MAISON DES MAKERS	469 €
ALE2020-001608	SL SOCIAL	500 €
ALE2020-001609	M&L DIFFUSION	500 €
ALE2020-001610	L.A. PROTHESE	500 €
ALE2020-001611	SARL BY COSS	500 €
ALE2020-001612	FOOD TRUCK DU TIBET	500 €
ALE2020-001613	C.D.B PRESSIONS	500 €
ALE2020-001614	VMDB	500 €
ALE2020-001615	ALPI	500 €
ALE2020-001617	LE PALMIER II	500 €
ALE2020-001618	ONCE UPON A BOOK	500 €
ALE2020-001619	VIVAESTHETIC	500 €
<b>TOTAL</b>		<b>10 093 €</b>

## o Aides du mois de mai 2020

Numéro de dossier	Civilité	Prénom	Nom	Montant de l'aide
FALP2020-000877	Madame	ERICA	STEFANI	371 €
FALP2020-000881	Monsieur	AHCENE	DAOUD	500 €
FALP2020-000884	Monsieur	JOEL	MIOT	500 €
FALP2020-000885	Monsieur	LAURENT LOUIS GERARD	BOURGOIN	500 €
FALP2020-000886	Monsieur	MOHAMED	CHEBLI	500 €
FALP2020-000888	Monsieur	YANN	LAFFORGUE	409 €
FALP2020-000891	Madame	ADELIN	SOLER	500 €
FALP2020-000896	Madame	SHIRLEY MARLENE CINDY	CHARMES	500 €
FALP2020-000897	Madame	ELIANE	MACIAS EP. COUSTY	500 €
FALP2020-000902	Madame	FANNY MATHILDE	DISSAC	250 €
FALP2020-000914	Madame	GÉRALDINE	CRISTINA	500 €
FALP2020-000915	Madame	SAMANTHA KAREN	BENITO	500 €
FALP2020-000916	Madame	ANNE	RICHARTE	100 €
FALP2020-000918	Madame	CLHOE	GILLI CANAL	500 €
FALP2020-000922	Madame	LAURE ANNE OLIVIA	DALLE	500 €
FALP2020-000923	Monsieur	WILFRID	JIMENEZ	500 €
FALP2020-000924	Madame	MYRIAM	VEYRENC	500 €
FALP2020-000926	Madame	BRIGITTE	DELTOUR	285 €
FALP2020-000930	Madame	CAROLINE ANNE	DE ROSSO	500 €
FALP2020-000932	Madame	AMANDINE	BRUN	450 €
FALP2020-000938	Madame	CAROLINE	HAOUR	424 €
FALP2020-000940	Monsieur	REGIS	POSSENTI	314 €
FALP2020-000943	Madame	CATHERINE PASCALE	CORVEZ	450 €
FALP2020-000944	Monsieur	ALAIN	VILLARD	500 €
FALP2020-000955	Madame	SANDRINE	LAURENT	400 €
FALP2020-000958	Madame	MARIE- SOPHIE	MASSOT	500 €
FALP2020-000960	Monsieur	JEAN-MARC	CASANOVA	442 €
FALP2020-000968	Monsieur	LUCAS	CAMBRIEL	500 €
FALP2020-000971	Monsieur	MAXIME	GRANGE	500 €
FALP2020-000973	Monsieur	HERVE	DUTEL	120 €
FALP2020-000976	Monsieur	JEREMY	GERNEZ	406 €
FALP2020-000985	Madame	AUDREY	COULET	500 €
FALP2020-000993	Madame	CECILE LAURE	CHEVRIER	350 €
FALP2020-000997	Madame	LUDIVINE ANNIE	DI MEGLIO	207 €

		VALERIE MARIE- LUCE		
FALP2020-000998	Madame	SYLVIE MARCELLE	DUFFOUR	223 €
FALP2020-000999	Monsieur	JULIEN	GOLDSTEIN	165 €
FALP2020-001001	Monsieur	DAVID	LOPEZ	165 €
FALP2020-001006	Monsieur	FANNY MICHELE	ROSIQUE	500 €
FALP2020-001011	Madame	MANON DELPHINE	DUBELSKI	500 €
FALP2020-001013	Madame	NEILA	SOINOFF	430 €
FALP2020-001014	Madame	NEILA	SOINOFF	70 €
FALP2020-001018	Monsieur	REMIRE	HEDIDI	500 €
FALP2020-001022	Madame	MARIE PIERRE MARCELLE	SUAUDEAU	500 €
<b>TOTAL</b>				<b>17 531 €</b>

<b>Numéro de dossier</b>	<b>Raison sociale</b>	<b>Montant de l'aide</b>
FALP2020-000890	FIT AND BEAUTY	500 €
FALP2020-000892	MIDABLUM	500 €
FALP2020-000893	SAINT	500 €
FALP2020-000894	L'ADRESSE B	500 €
FALP2020-000895	LA VOIE DE LA FORMATION	500 €
FALP2020-000898	SALON INDIGO	500 €
FALP2020-000899	MCF	500 €
FALP2020-000900	LE TAPAS 34	500 €
FALP2020-000901	MF PERFORMANCE	500 €
FALP2020-000903	M STADIUM	500 €
FALP2020-000904	LA BOUTIQUE DU PALAIS	500 €
FALP2020-000905	MI AMOR	500 €
FALP2020-000906	AU GRE DES VENTS	500 €
FALP2020-000907	JJOS	500 €
FALP2020-000908	AU PETIT RELAIS	500 €
FALP2020-000909	SALON DE THE SOULTANE	500 €
FALP2020-000910	HORIZON 17	500 €
FALP2020-000912	DELICES DE SIHAM	500 €
FALP2020-000913	SOLENN	500 €
FALP2020-000917	EURL LES 3 L	500 €
FALP2020-000919	SCM MKPABO	500 €
FALP2020-000921	KASIA TADDIO	500 €
FALP2020-000925	LE PALMIER II	500 €
FALP2020-000927	MIDI FOOD	500 €
FALP2020-000928	CAZOTTES-DAUTREVAUX	500 €
FALP2020-000929	JARDINO	500 €
FALP2020-000931	SILAU	500 €
FALP2020-000933	LPDA	500 €
FALP2020-000934	ATOUT CROQUE	500 €

FALP2020-000935	NEW JOB - MY JOB	300 €
FALP2020-000936	SARL ST ROCH MUSCU GYM	500 €
FALP2020-000937	SASU BARMAX	500 €
FALP2020-000939	SASU KREPKING1	500 €
FALP2020-000941	SIXAIN	500 €
FALP2020-000942	VIVIANA SAVEURS ET SERVICES	375 €
FALP2020-000945	LES DEUX JULES	500 €
FALP2020-000946	MACCHERONI	500 €
FALP2020-000947	LORCA	500 €
FALP2020-000948	LA CANTOCHE	500 €
FALP2020-000949	A.B.G.	500 €
FALP2020-000950	JBL PRESSING	500 €
FALP2020-000951	SNACK LES CEVENNES	500 €
FALP2020-000952	VMDB	500 €
FALP2020-000953	SHARLEX	500 €
FALP2020-000954	ONCE UPON A BOOK	500 €
FALP2020-000956	BRASSERIE ALVINDO	500 €
FALP2020-000957	ETHAN	500 €
FALP2020-000959	PIOUZZI	500 €
FALP2020-000961	FIFAMILLY	500 €
FALP2020-000962	L'INSTANT C	500 €
FALP2020-000963	D & D RESTO	500 €
FALP2020-000964	CALANDA SPORT MANAGEMENT	360 €
FALP2020-000965	PICARD	500 €
FALP2020-000966	D.I.M. COMMUNICATION	295 €
FALP2020-000967	H&P	500 €
FALP2020-000969	BGM	500 €
FALP2020-000970	L'IOSENS	500 €
FALP2020-000972	LE LOUIS BLANC	500 €
FALP2020-000974	GYM'CO	500 €
FALP2020-000975	JMF	500 €
FALP2020-000977	SKV	500 €
FALP2020-000978	ALPI	500 €
FALP2020-000979	ROUQUETTE ASSOCIES	500 €
FALP2020-000980	SOLADIV	421 €
FALP2020-000981	MARCO	500 €
FALP2020-000982	VALERIE GARNIER ARCHITECTURE	500 €
FALP2020-000983	SUD (STUDIOS UNITES DANSES)	500 €
FALP2020-000984	L'AURELIA	500 €
FALP2020-000986	DYMACA	500 €
FALP2020-000987	LE DISCOPATHE	500 €
FALP2020-000988	NATIONAL TELECOM DISTRIBUTION	308 €
FALP2020-000989	LE NUAGE PATISSIER	500 €
FALP2020-000991	CAROSSERIE CASAS	500 €
FALP2020-000992	SHARQI FOOD	500 €
FALP2020-000994	SL SOCIAL	500 €
FALP2020-000995	M&L DIFFUSION	500 €
FALP2020-000996	STUDIO MUYBRIDGE	500 €
FALP2020-001000	PORTE DES LILAS	500 €

FALP2020-001002	D.S.L.	500 €
FALP2020-001004	SARL BURGER GOURMET	500 €
FALP2020-001005	SARL BY COSS	500 €
FALP2020-001008	SYLVIE SIEG CREATION	209 €
FALP2020-001009	SASU CYBERSTADIUM	500 €
FALP2020-001010	TEIXEIRA	500 €
FALP2020-001012	LA MAISON DES MAKERS	469 €
FALP2020-001016	LA TOMATE	500 €
FALP2020-001017	ARGANE-RH	500 €
FALP2020-001019	ENL	500 €
FALP2020-001021	DAPHNE	500 €
FALP2020-001023	LAKHI	500 €
FALP2020-001024	SAVEURS DE L'ORIENT	500 €
FALP2020-001025	SASU MICHALET	500 €
FALP2020-001026	ZAKPHONE	500 €
<b>TOTAL</b>		<b>45 237 €</b>

o Aides du mois de juin 2020

Numéro de dossier	Civilité	Prénom	Nom	Montant de l'aide
ALE J-000299	Madame	ISABELLE	SAUVAGNAC	340 €
ALE J-000303	Madame	CECILE LAURE	CHEVRIER	350 €
ALE J-000320	Monsieur	JULIEN	GOLDSTEIN	165 €
ALE J-000321	Madame	CLEMENCE	LANG	500 €
ALE J-000322	Madame	CELINE	CHATON	218 €
ALE J-000324	Monsieur	FRANCOIS XAVIER	CRUZ	500 €
ALE J-000328	Madame	SANDRINE NATACHA	BENGNA	490 €
<b>TOTAL</b>				<b>2 563 €</b>

Numéro de dossier	Raison sociale	Montant de l'aide
ALE J-000296	SUD BURGER	500 €
ALE J-000298	ML TAPAS	500 €
ALE J-000304	SARL BY COSS	500 €
ALE J-000305	SARL BURGER GOURMET	500 €
ALE J-000307	LE COMPLEXE	500 €
ALE J-000309	INTEMPORELLE SARL	490 €
ALE J-000310	C COMM	500 €
ALE J-000311	ARTS ET SAVEURS	500 €
ALE J-000312	ERICSOFF	500 €
ALE J-000313	SL SOCIAL	500 €
ALE J-000314	LUMIN&SENS	500 €
ALE J-000315	NOANTO	500 €
ALE J-000316	ALTAIS VOYAGES	500 €
ALE J-000317	SOX ET FOX	232 €
ALE J-000318	DNA	500 €
ALE J-000319	VEZOLLE	500 €
ALE J-000323	LEARNING MOTION	419 €



ALE J-000325	RI2M	500 €
ALE J-000326	AGI TECHNIQUE	500 €
ALE J-000327	BGM	500 €
<b>TOTAL</b>		<b>9 641 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'autoriser la signature de chaque convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le bénéficiaire autorisant le versement d'une aide au paiement du loyer du mois d'avril, mai ou juin pour les noms et montants figurant dans les tableaux ci-dessus ;
- d'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- d'imputer la dépense d'un montant total de 88 224 € sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'acter que Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative jugée utile afin de vérifier que les conditions d'octroi de la subvention sont remplies ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Joël RAYMOND.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147798-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Attractivité

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Frédéric LAFFORGUE, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## **Attractivité - Épidémie de Covid-19 - Soutien aux entreprises du commerce de proximité, de l'artisanat et du tourisme - Fonds Régional L'Occal - Evolution du règlement - Volet 3 loyers - Convention Région Occitanie - Autorisation de signature**

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

L'économie locale est fortement touchée par la crise sanitaire que nous traversons depuis le mois de mars. Notre tissu économique est essentiellement composé de petites entreprises de proximité qui en font la diversité et la qualité : commerce, artisanat et professions du tourisme qui sont également les secteurs les plus durement touchés suite aux fermetures imposées et aux limitations de déplacements / regroupements.

Le Fonds L'OCCAL a été mis en place à l'initiative de la Région Occitanie pour accompagner la relance du secteur du tourisme, du commerce et de l'artisanat de proximité suite à la pandémie COVID-19.

La mobilisation conjointe des collectivités partenaires a pour objectif, dans le contexte exceptionnel actuel et face à l'urgence de la situation, d'apporter aux entreprises, associations, communes, EPCI ou autres acteurs éligibles au fonds régional L'OCCAL une réponse efficace, cohérente et coordonnée garantissant une équité de traitement sur l'ensemble du territoire régional.

Dans une logique de solidarité territoriale à l'échelle régionale, le Fonds L'OCCAL est mis en œuvre sur le périmètre de la Métropole en partenariat entre :

- la Région Occitanie,
- le Département de l'Hérault,
- Montpellier Méditerranée Métropole,
- la Banque des Territoires.

Montpellier Méditerranée Métropole a participé à cette action, en abondant le Fonds L'OCCAL à hauteur de 1 million d'Euros. La Métropole fait également partie des comités techniques et du comité d'engagement au côté de l'ensemble des partenaires territoriaux. Cette participation a été actée par une convention de partenariat suite à la délibération n° M2020-132 en date du 31 juillet 2020.

Dans ce contexte de crise qui dure, il est proposé à Montpellier Méditerranée Métropole d'accepter le principe d'un règlement du Fonds L'OCCAL, mentionné à l'article 1 de ladite convention, qui s'adapte aux évolutions liées à l'épidémie de COVID19. Ces modifications se feront dans un souci de simplification des démarches pour les entreprises mais également pour répondre au mieux à leurs attentes au fur et à mesure de l'évolution des contraintes sanitaires.

Ce règlement, qui prévoit les objectifs, les critères d'éligibilité et de gestion du fonds, doit en effet pouvoir évoluer en fonction des impacts économiques de la crise, mais aussi pouvoir s'adapter aux réglementations nationales établies en réponse à cette crise.

C'est pourquoi les critères sont étendus afin d'élargir les publics bénéficiaires, de créer des plafonds uniques pour chaque volet permettant d'augmenter l'aide apportée, de prolonger le différé de remboursement de l'avance, d'élargir les investissements subventionnés.

En outre, la Région a proposé la création d'un 3<sup>e</sup> volet L'OCCAL-LOYERS relatif à l'aide aux loyers pour le mois de novembre.

Dans le cadre des mesures de fermeture administrative d'un certain nombre de commerces prises en application du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, il est proposé la mise en œuvre du dispositif L'OCCAL-LOYERS. Le dispositif L'OCCAL-LOYERS a pour objectif d'apporter une aide aux loyers aux commerces indépendants ayant un local commercial ouvert au public et cinémas indépendants du territoire de la Métropole de Montpellier. L'instruction des demandes est assurée par les services de la Région.

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015, portant Nouvelle Organisation de la République dite "Loi NOTRe", est venue préciser la compétence d'Aide à l'Immobilier d'Entreprise. Dans le respect de l'article L. 4251-17, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre sont seuls compétents pour définir les aides ou les régimes d'aides à l'immobilier. Les régions peuvent participer au

financement des aides et des régimes d'aides ci-dessus mentionnés.

Il est ainsi proposé à Montpellier Méditerranée Montpellier de conventionner avec la Région Occitanie dans le cadre du fonds L'OCCAL afin de préciser les conditions pour la mise en œuvre du dispositif volet L'OCCAL-LOYERS.

La participation de Montpellier Métropole au titre du dispositif volet L'OCCAL-LOYERS pour le mois de novembre 2020 sera effectuée sur l'enveloppe globale de 1 million d'euros prévue pour le fonds L'OCCAL.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le principe d'un règlement qui s'adapte à la crise économique engendrée par l'épidémie de Covid-19 ;
- d'approuver les termes du projet de convention de partenariat avec la Région relative au fonds L'OCCAL-LOYERS ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Christian ASSAF.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147672-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AP L'OCCAL Annexe 3\_Convention L'OCCAL-Loyers.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Attractivité

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Frédéric LAFFORGUE, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## **Attractivité - Épidémie Covid-19 - Dispositif Garantie Congrès - Avenant n°2 au contrat de délégation de service public relatif à la gestion et à l'exploitation du Corum et Zenith sud - Autorisation de signature**

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Afin de soutenir les acteurs économiques et renforcer l'attractivité du territoire durant la crise sanitaire actuelle, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont mis en place diverses mesures de soutien aux acteurs économiques.

Consciente des enjeux et de l'impact des congrès sur l'économie locale, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir le tourisme d'affaires.

L'accueil des congrès est en effet un élément important de l'activité économique du territoire et ses retombées concernent une diversité de professionnels : sites d'accueil, hébergements, traiteurs et restaurants, entreprises de l'événementiel, techniciens... Il est donc essentiel pour l'économie locale que le tourisme d'affaires se maintienne.

Dans le contexte actuel, certains organisateurs d'événements s'interrogent sur la pertinence de programmer un événement, d'autres sont amenés à prendre la décision de reporter ou d'annuler parfois au dernier moment. Le risque pris pour un organisateur de réserver un site de congrès est une réalité car des frais s'appliquent lors des reports et annulations.

Montpellier doit donc rassurer les organisateurs de congrès afin qu'ils franchissent le pas et maintiennent leurs événements sur le territoire. L'objectif est de faire en sorte que Montpellier puisse être choisie ou confirmée par les organisateurs de congrès, comme destination privilégiée dans les mois à venir.

L'optique étant de soutenir les retombées économiques sur le territoire, les « congrès » sont ici compris comme l'ensemble des événements professionnels au sens large (séminaire, convention, congrès, conférences, colloques), d'une durée minimum de 2 jours (impliquant donc l'achat d'une nuitée et restauration sur le territoire de la Métropole), et de plus de 300 participants. Des congrès d'une seule journée avec plus de 400 participants pourront également être pris en compte.

Par délibération n°M2019-714 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de confier l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud à la société Montpellier Events.

La convention de délégation de service public est entrée en vigueur le 1er janvier 2020 pour une durée de 8 ans.

Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité son opérateur Montpellier Events afin qu'il modifie ses conditions particulières de vente pour que les organisateurs de congrès limitent les frais liés à la réservation du site de congrès dans les cas suivants :

- Report des manifestations pour cause de restrictions / interdictions sanitaires ;
- Surcoût lié aux restrictions de jauge (surcoût lié à la réservation d'espaces supplémentaires par exemple) ;
- Annulation (uniquement dans le cas d'une interdiction de l'événement).

Le coût de ces mesures ne devant pas reposer sur l'économie du contrat de Délégation de Service Public (DSP) Corum-Zénith, une prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole de la perte de recettes d'exploitation sous forme d'une compensation financière équivalente est nécessaire. Il est proposé une enveloppe de 500 000 € afin de mettre en œuvre ce dispositif de garantie congrès.

Ainsi, il y a lieu de modifier par avenant le contrat de DSP de Montpellier Events afin de préciser les dispositions de prise en charge des tarifs et conditions spécifiques mis en place pour maintenir l'activité congrès.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les termes de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public confié à Montpellier Events pour la gestion du Corum et du Zenith ;
- d'approuver l'enveloppe de 500 000 € afin de mettre en œuvre ce dispositif de garantie congrès ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148716-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- avenant 2 DSP Corum Zenith

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Attractivité

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUNBOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES



# **Attractivité - Coopération avec le Conseil Départemental de Rufisque (Sénégal), le CIRAD et le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement - Recherche de financements - Convention de partenariat - Attribution de subventions - Autorisation de signature**

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

L'action extérieure des collectivités désigne d'une manière générale l'ensemble des actions menées par les collectivités territoriales et leurs groupements en lien avec d'autres pays, quels qu'ils soient, « dans le respect des engagements internationaux de la France » (article L.1115-1 du Code général des collectivités territoriales - CGCT). Le terme de coopération décentralisée n'en constitue qu'une de ses formes, qui se caractérise par l'existence d'une convention de coopération passée avec une collectivité étrangère. Les actions menées vers les pays en développement peuvent être qualifiées d'actions de solidarité internationale.

Montpellier Méditerranée Métropole est déjà engagée par diverses actions de solidarité internationale. Elle participe ainsi à l'atteinte de l'équilibre mondial par le respect des Objectifs de Développement Durable (ODD). Support de rayonnement de la Métropole, la coopération décentralisée est surtout un vecteur de soutien aux associations, ONG et entreprises locales et d'accompagnement de collectivités étrangères dans le développement de leurs services publics. C'est également un outil de réflexion prospectif dans le cadre du changement climatique, puisque les contextes étrangers sont souvent bien plus contraints que celui de la Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est donc engagée dans différents projets, dans plusieurs domaines de compétences : eau, agriculture, développement économique.

L'engagement dans le domaine de l'Eau est pour l'instant le plus structuré. En effet, l'article L.1115-1-1 du CGCT, issu de la Loi Oudin-Santini adoptée en 2005, autorise les collectivités et leurs groupements, syndicats et Agences de l'eau à consacrer jusqu'à 1% des recettes de leurs budgets annexes eau potable et assainissement à des actions de solidarité internationale dans ces domaines.

Ainsi, un fonds Eau a été constitué depuis 2015 dans le cadre d'un contrat avec L'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée, de l'ordre de 160 000 euros par an, provenant des contrats de délégations de service public dans le domaine de l'assainissement ainsi que du budget eau potable de la Régie des Eaux (prévu dans la convention d'objectif) depuis 2019. Quatre délibérations (2016-2019) ont acté le soutien de la Métropole pour :

- 15 projets portés par des associations françaises, en grande partie locales, à travers des conventions financières avec les opérateurs (et non les collectivités locales étrangères) : Liban avec le CPIEU-APIEU, Inde avec KYNAROU, Burkina-Faso avec le Secours Catholique, Togo avec HYDRAULIC SANS FRONTIERE, et Maroc avec EXPERTS SOLIDAIRES, pour citer ceux en cours ;
- un projet porté par la métropole et la municipalité de Kiffa en Mauritanie à travers une convention de coopération décentralisée à renouveler et l'instruction du projet par l'Agence Française de développement depuis février 2020 à travers son dispositif FICOL (Facilité de Financement des Collectivités territoriales).

Il est aujourd'hui proposé au Conseil d'examiner un projet touchant à l'agriculture et l'alimentation. En effet, le Conseil Départemental de Rufisque (Sénégal) et Montpellier Méditerranée Métropole ont en commun des politiques agricoles et alimentaires volontaristes. Les deux collectivités ont mené des diagnostics sur leurs systèmes alimentaires territoriaux de manière collective et concertée qui ont abouti à l'élaboration d'un projet/plan alimentaire territorial (PAT), qui constituent pour ces collectivités une politique publique forte et un outil de développement local favorisant la participation et l'implication d'un ensemble d'acteurs (des producteurs aux consommateurs) aux enjeux des territoires. La mise en œuvre des PAT s'inscrit en le fil rouge de cette proposition de coopération.

## **Le Plan Alimentaire Territorial du Département de Rufisque**

Avec 2/3 de la superficie de la région de Dakar, le département de Rufisque comprend l'essentiel des terres agricoles régionales. Ce territoire en a fait la principale source d'approvisionnement en fruits, légumes, volailles et poissons de la région, mais également d'autres centres urbains à l'intérieur du pays. Aussi, l'urbanisation massive de ce territoire et le développement de nouveaux pôles urbains (Lac Rose, Diamniando) fera que la population devrait doubler d'ici 2035, ce qui a comme effet la disparition

progressive des espaces agricoles qui représentent pourtant une part importante de l'économie locale et contribuent à la sécurité alimentaire et à la préservation de l'environnement. Le diagnostic du système alimentaire du département de Rufisque (Le Système alimentaire du département de Rufisque, Grdr-CDR, Octobre 2017) réalisé entre 2016 et 2017 a mis en avant les atouts et les potentialités du département mais aussi les menaces qui pèsent sur le développement de ces activités agricoles.

Par ailleurs, on assiste au Sénégal comme dans de nombreux pays d'Afrique à une modification des comportements alimentaires, en particulier dans les grandes villes. Ces évolutions sont liées en partie au développement de l'agro-industrie. De nombreux produits importés de basse qualité inondent le marché et de nouvelles pathologies se développent avec l'augmentation de la consommation de produits très riches en graisses et en sucres. Il existe une offre importante de produits locaux mais la faible disponibilité de ces produits ainsi que leur prix de vente constituent un frein à leur consommation par le plus grand nombre.

C'est dans ce contexte que le Conseil Départemental de Rufisque a décidé de jouer un rôle central pour préserver les espaces agricoles du département et promouvoir un développement économique axé en partie sur ses ressources agricoles locales. Ce plan alimentaire territorial (PAT), validé par une grande diversité d'acteurs en Novembre 2018 est construit autour de trois axes :

- Sécuriser les exploitations agricoles familiales et promouvoir une agriculture durable ;
- Accompagner la structuration du secteur de la transformation agro-alimentaire ;
- Assurer à la population l'accès à une alimentation de qualité.

De son côté, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé depuis 2015 une politique agroécologique et alimentaire territoriale volontariste. Elaborée de manière collaborative avec l'ensemble des 31 communes de son territoire, des acteurs de l'écosystème alimentaire et agricole, de la communauté scientifique et les territoires voisins, cette politique qui va du « champ à l'assiette » poursuit 5 objectifs :

- Offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre ;
- Soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire ;
- Préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique ;
- Favoriser la cohésion sociale en soignant le lien avec la nature et celui entre ville et campagne.

La Métropole s'est engagée au côté d'une centaine de villes du monde en signant en 2015 le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan (MUFPP - Milan Urban Food Policy Pact), qui a pour vocation de promouvoir les bonnes pratiques alimentaires et d'inciter les maires du monde entier à s'engager sur le sujet en développant des systèmes alimentaires durables. C'est dans cette perspective que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite aujourd'hui s'engager aux côtés du Conseil départemental de Rufisque pour la poursuite de leurs travaux respectifs 'du champ à l'assiette'.

Forte de dynamiques engagées et entretenues depuis 2017, la présente proposition de coopération vise à consolider les relations entre les deux territoires afin de renforcer les capacités des élus et des techniciens de ces deux collectivités, et des communes qui les composent, en associant les autres acteurs des territoires (entreprises, associations, diaspora) à cette dynamique pour assurer la mise en œuvre et le suivi des plans alimentaires territoriaux.

Il est proposé de travailler sur 3 axes :

- *Les enjeux et savoir-faire autour de la gestion d'un MIN* et d'un pôle de transformation alimentaire ;
- *L'alimentation scolaire durable* : La modernisation de cantines, plus durables, pionnières en Afrique de l'Ouest, avec le montage d'une cuisine centrale et la mise en place d'un approvisionnement local, notamment via la mobilisation de foncier agricole pour de la production locale ;
- *Le renforcement de la gouvernance* pour la mise en œuvre une politique alimentaire.

La coopération prendra essentiellement l'aspect d'échanges d'expertises et de renforcement de capacités sur les trois axes de coopération ci-dessus :

- Visite d'experts de Montpellier à Rufisque (initialement prévue à l'automne 2020, reportée à cause de la Covid à début 2021) ;
- Voyage d'études d'acteurs du Conseil Départemental de Rufisque à Montpellier (prévu fin 2021).

Les deux collectivités et leurs partenaires ont souhaité candidater ensemble à l'appel à projets du fonds conjoint France-Sénégal du Ministère des Affaires Etrangères au printemps et en sont lauréates. Le projet bénéficie ainsi de 70% de financement dans le cadre de la coopération décentralisée des collectivités territoriales françaises. Le formulaire de dépôt du projet est annexé à la convention de partenariat, objet de la

présente délibération.

Ainsi, la Métropole bénéficiera d'une subvention de 25 000€ sur deux ans sur ce projet et prendra à sa charge :

- les frais de mission de Montpellier à Rufisque (début 2021) et de réception de la délégation Rufisquoise (fin 2021 ou début 2022). Les dépenses associées sont estimées à environ 14 000€ sur deux ans ;
- Une subvention au CIRAD pour l'expertise appliquée en matière d'évaluation ;
- Une subvention au GRDR pour la coordination de l'ensemble du projet.

Le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement est une association internationale de solidarité de droit français, fondée le 18 juin 1969, composée de professionnels (agronomes, économistes, sociologues, géographes, urbanistes, travailleurs sociaux...) qui mettent leur savoir-faire au service des populations des territoires sur lesquels il agit. L'association vient en appui technique du Conseil départemental de Rufisque pour le montage de son plan alimentaire territorial.

Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) est l'organisme français de recherche agronomique et de coopération internationale pour le développement durable des régions tropicales et méditerranéennes. Les chercheurs qui connaissent bien la situation rufisquoise seront associés au projet sur le volet évaluation (application de la méthode URBAL, déjà appliquée aux cantines de la Ville de Montpellier).

La convention de partenariat qu'il est proposé d'approuver ce jour implique l'ensemble des parties prenantes, à savoir :

En France :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La Ville de Montpellier, qui apportera son expertise en matière de politique alimentaire durable dans les restaurants scolaires ;
- La SOMIMON, société gestionnaire du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole, qui apportera son expertise auprès du projet de MIN sur le territoire de Rufisque ;
- Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), qui effectuera l'évaluation du projet ;
- L'Association des Sénégalais de l'Hérault, qui contribuera à mobiliser la diaspora sénégalaise de l'Hérault sur le projet.

Au Sénégal :

- Le Conseil Départemental de Rufisque ;
- L'ONG GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, qui assurera la mise en œuvre et la coordination opérationnelle du projet à Rufisque.

Pour l'exercice 2020, le concours financier de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 10 550 € HT et sera versée selon les modalités suivantes :

- Versement d'une subvention de 2 000 € HT au CIRAD ;
- Versement d'une subvention de 8 550 € HT au GRDR.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les termes de la convention de partenariat ;
- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la convention ;
- d'autoriser la recherche et la perception de recettes externes permettant de financer le projet ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-145660-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention CDRufisque-MontpellierMetropole-CIRAD-GRDR 2020-2021 v5.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Attractivité

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUNBOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

## Attractivité - Contrat de Plan État Région 2015-2020 - Convention d'attribution de subvention à l'INRA pour le projet Techalim - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. Le soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole, de mettre en œuvre une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement économique et de son soutien à l'innovation. Montpellier Méditerranée Métropole a notamment décidé de soutenir le projet Techalim + porté par l'Institut National de Recherche Agronomique (INRA).

Pour rappel, le projet Techalim + vise à soutenir et développer trois domaines d'innovation de l'UMR Ingénierie des Agropolymères et des Technologies Emergentes (IATE) correspondant à une opportunité de positionnement unique de l'UMR sur des sujets à fort potentiel structurant et sur la base d'un partenariat étroit public-privé :

1. Un programme « céréales », avec le blé dur comme modèle d'étude en lien avec le centre méditerranéen des céréales. Ce programme utilisera principalement la partie dite « alimentaire » de la plateforme de transformation ;
2. Un programme « Exsudats de plantes » qui a choisi les mucilages comme modèles d'étude avec un grand nombre des projets publics-privés ;
3. Un programme de « bioraffinerie du végétal » s'appuyant sur la partie non alimentaire de la plateforme de transformation.

Ce projet est matérialisé par la création de locaux supplémentaires de type halle technologique, laboratoire et bureaux. Le volet principal concernera l'extension de la halle de fractionnement des produits végétaux déjà existante sur la campus SupAgro-INRA la Gaillarde.

Le projet Techalim + porte sur la construction de 700 m<sup>2</sup> de halles technologiques dédiées aux trois domaines d'innovation, de 400 m<sup>2</sup> de laboratoires et de 340 m<sup>2</sup> de bureaux. Les locaux à créer, seront le premier maillon d'un « Eco Science Park » ayant vocation de devenir un lieu de génération d'innovation participative entre la recherche publique et les entreprises privées et également les citoyens.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole avait décidé d'attribuer en 2019, un financement à hauteur de 1 000 000 € pour la réalisation du projet Techalim + d'un coût global de 5 200 000 €.

Pour information la répartition du financement du projet Techalim + :

- CPER - Montpellier Méditerranée Métropole : 1 000 000 €
- CPER - Conseil Régional Occitanie : 2 500 000 €
- Montpellier Sup Agro : 300 000 €
- Autofinancement INRA : 1 400 000 €

Une première tranche de 250 000 € a ainsi été versée par délibération n°M2020-259, il convient maintenant de délibérer pour verser à l'INRA les 750 000 € de la seconde tranche de travaux.

Il est proposé la signature d'une convention de financement entre les partenaires.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les termes de la convention de financement entre l'Etat, la Région Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole, Montpellier Sup Agro et l'INRA ;
- d'approuver l'attribution d'une subvention de 750 000 € au projet Techalim + porté par l'INRA ;
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147970-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Attractivité

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES



## **Attractivité - Contrat de Plan État Région 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet Meso@LR - Autorisation de signature**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. Le soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole, de mettre en œuvre une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement économique et de son soutien à l'innovation : Pour se faire, Montpellier Méditerranée Métropole soutient depuis 2015 le Projet MESO@LR porté par l'Université de Montpellier.

MESO@LR est un projet mutualisé de centre de calcul haute performance et de gestion des données porté par l'Université de Montpellier. Cette mutualisation est indispensable compte tenu des investissements de plus en plus lourds en informatique dans le « big data ». Il sera ouvert à l'ensemble de la communauté académique et aux entreprises. Le mode de fonctionnement sera simplifié et proposera un guichet unique, d'une grande visibilité.

Les équipements de calcul et de stockage de MESO@LR seront hébergés au Centre Informatique National de l'Enseignement Supérieur (CINES) et bénéficieront ainsi de l'environnement technique nécessaire.

Le projet MESO@LR veut avoir un impact clair et quantifiable sur la recherche et l'innovation en région. Il apporte de nouvelles compétences, moyens et outils permettant un renforcement de l'offre de formation vers le calcul intensif et l'analyse des données massives. Une tranche des moyens du Centre a pour vocation la formation des ingénieurs et masters en collaboration avec les établissements d'enseignement supérieur dans le cadre de séances organisées par le Centre ou en collaboration avec d'autres acteurs de la simulation frontière, comme le CINES.

MESO@LR veut répondre à l'accélération significative des besoins de stockage et de calcul haute performance, en calcul haut débit et en gestion des données dans les sciences. En région, ceci concerne tous les domaines scientifiques, notamment pour répondre aux exigences des recherches liées aux interfaces avec le vivant et l'environnement.

Le projet MESO@LR a pour objectif le développement d'un meso-centre, aux premiers rangs européens, pour répondre aux demandes de tous les acteurs du site Montpelliérain, industriels et académiques, en termes de stockage de l'information, de son traitement et aussi des calculs frontières.

En 2016, une première contribution de Montpellier Méditerranée Métropole au projet MESO@LR à hauteur de 250 000 € pour un coût de 2 800 000 € avait permis l'acquisition de nouveaux clusters de calcul. Le Conseil Régional contribuant à hauteur de 2 550 000 €

En 2019, il avait été attribué une subvention de 250 000 € pour un coût de projet de 2 211 753 €, le Conseil Régional contribuant à hauteur de 1 961 753 €. Cette seconde tranche de financement avait permis l'acquisition de stockage et un renouvellement partiel des nœuds de calcul.

En 2020, il convient de clôturer cette opération dans le cadre du CPER 2015-2020, permettant à l'Université de Montpellier de se doter des moyens nécessaires, lui permettant de garder son positionnement mondial

dans le cadre des clusters de calcul des données de masse, en versant une subvention de 175 000 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver l'attribution à l'Université de Montpellier d'une subvention de 175 000 € pour le projet MESO@LR ;
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148041-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Attractivité

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

## **Attractivité - Contrat de Plan État Région 2015-2020 - Attribution d'une subvention à l'Université de Montpellier - Réhabilitation du bâtiment de l'Institut de Botanique, Projet Tête de Campus - Autorisation de signature**

Madame Florence BRAU, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. Sa compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

Ainsi dans le cadre de sa stratégie de soutien à la filière Enseignement, Supérieur, Recherche et Innovation, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le Projet Restructuration Tête de Campus, Institut Botanique, porté par l'Université de Montpellier.

Depuis la fusion des universités Montpellier 1 et 2, la centralisation en un même lieu de la Présidence de l'Université de Montpellier (UM), et de certaines directions de ces deux universités a été décidée. Cet acte fondateur doit contribuer et participer fortement au projet de mutualisation et de réorganisation de l'UM.

Le lieu proposé pour l'installation des organes de gouvernance de l'UM est l'Institut botanique.

La centralisation en un même lieu de sa gouvernance contribuera à lui conférer la visibilité et l'attractivité qu'il se doit. Le lieu ainsi choisi pour son installation est l'Institut de Botanique : site emblématique, situé aux abords du centre historique de la Ville de Montpellier, au sein d'un quartier classé et riche de lieux symboliques comme le Jardin des Plantes, accessible par plusieurs lignes de tramway, elles-mêmes directement connectées aux autres moyens de transport, permettra de contribuer pleinement au bon déroulement de ses activités et à son rayonnement aux échelles nationale et internationale.

L'ensemble est implanté sur une assiette foncière d'un seul tenant d'environ un hectare adossé au Jardin des Plantes de Montpellier, et comprend environ 12 839 m<sup>2</sup> de Surface Utile répartis sur 7 bâtiments.

Les enjeux financiers sur ce projet sont les suivants :

- Le coût total de l'opération s'établit à 14,3 M€, dont 8,2 M € sollicités au CPER ;
- Le budget total provisionné sur le projet par Montpellier Méditerranée Métropole est de 640 000 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver l'attribution d'une subvention d'un montant de 640 000 € à l'Université de Montpellier, dont le siège est situé 163 rue Auguste Broussonnet – 34090 MONTPELLIER et représentée par son Président Philippe Augé ;
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148220-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Attractivité

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUNBOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

## **Attractivité - Attribution de subvention à la Fondation Université de Montpellier - Convention de partenariat - Autorisation de signature**

Madame Florence BRAU, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, Montpellier Méditerranée Métropole élabore et met en œuvre des politiques publiques destinées à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, et à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international.

Dans cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique de soutien à la création, à l'innovation, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation des entreprises. Elle favorise les synergies entre les entreprises et l'ensemble de la sphère économique, notamment par le soutien aux pôles d'activités, aux universités, aux établissements d'enseignement supérieur.

A ce titre, il est proposé de renouveler, pour l'exercice 2020, le soutien de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions d'intérêt général, à la Fondation Université de Montpellier qui a pour mission de :

- Mettre en œuvre et financer des actions traduisant les missions des enseignants-chercheurs, des chercheurs et des enseignants dans le monde de l'entreprise,
- Mettre en œuvre et financer des actions destinées à accompagner les étudiants et à permettre leur insertion professionnelle,
- Promouvoir, valoriser financer et cofinancer la recherche fondamentale et appliquée auprès des partenaires,
- Accompagner la conception de méthodologies et d'outils soutenant le développement des entreprises et le renforcement de leurs activités,
- Organiser des colloques, congrès ou séminaires dans des domaines couverts par la fondation,
- Soutenir la promotion et le développement du patrimoine scientifique et culturel de l'Université de Montpellier.

En 2020, dans un contexte complexe lié au climat sanitaire, la Fondation Université de Montpellier a permis l'intégration de 5 nouvelles chaires dont voici les intitulés :

- Chaire Management, Innovation & Technologies ;
- Chaire Psychologie du sport ;
- Chaire Coo-innov ;
- Chaire NaturCom ;
- Chaire sur les Usages de l'Habitat Connecté.

Pour cette fin d'année, et toujours dans un cadre sanitaire complexe, la fondation Université de Montpellier organisera en webinaire le colloque de la chaire Oenofutur sur le thème de la viticulture et de la tonnellerie au mois de novembre. Puis la chaire NaturCom proposera une conférence le 7 décembre sur le thème de la biodiversité (in)visible.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver l'attribution à la Fondation Université de Montpellier d'une subvention de 10 000 euros, sous réserve de la signature de la convention afférente ;
- d'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147715-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Attractivité

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

## Attractivité - Attribution de subvention - Projet de Tiers Lieu de la Cav'Coop - Commune de Murviel-lès-Montpellier - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Localement porteuse de dynamique économique et sociale structurantes, l'émergence des tiers-lieux s'inscrit dans un mouvement de fond touchant l'ensemble du territoire national.

Recouvrant autant de définitions qu'il y a de modèles ou d'usages de ces espaces, qu'ils soient entrepreneurial, artisanal, agricole, culturel ou éducatif, les *Tiers Lieux* répondent à de nouveaux usages et inventent de nouveaux rapports au travail, à l'économie, à la ville dans un esprit d'innovation et d'expérimentation multi-acteurs. Leur essor préfigure celui des nouvelles manières de travailler (télétravail, travailleurs indépendants), mais contribue aussi à développer des activités de proximité en lien notamment avec les valeurs de l'économie sociale et solidaire. En proposant des espaces de médiation, des centres de ressources physiques, des espaces de travail partagés et collaboratifs, ils permettent aux actifs de travailler à distance, à proximité de leur domicile. Ils permettent ainsi de faire émerger la créativité et l'innovation entre différents acteurs, de croiser des mondes qui ne se seraient pas rencontrés par ailleurs, de favoriser des échanges grâce aux animations et événements mis en place (exemple des FabLab, RepairCafés, espaces de Coworking, marchés de producteurs locaux...).

A l'échelle régionale, l'accompagnement au développement des tiers lieux existants et le soutien aux projets de création s'inscrivent dans les deux priorités du projet régional Occitanie 2040 pour soutenir le changement de modèle et le rééquilibrage territorial.

A l'échelle métropolitaine, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit l'objectif de diversifier l'offre économique foncière pour accueillir un panel d'activités. Elle s'est notamment engagée à répartir l'offre d'emploi sur l'ensemble du territoire de manière équilibrée et en cohérence avec l'armature urbaine ainsi qu'à renforcer les initiatives en faveur de l'insertion et de l'accès à l'emploi, notamment à travers le soutien à l'Economie Sociale et Solidaire. Elle place la mixité fonctionnelle dans les quartiers et les villages au cœur de ses principes afin de rapprocher l'emploi des lieux de résidence, les services (à la personne et aux entreprises) de leurs zones de chalandise, d'enrayer l'évasion des emplois de la ville (et de limiter ainsi les flux de déplacement) et de faire de cette mixité un vecteur d'attractivité économique et résidentielle en agissant sur le tissu mixte et le tissu à dominante d'activités. Le SCoT révisé de Montpellier Méditerranée Métropole souligne enfin que le développement des « tiers lieux » participe au développement économique et à la cohésion sociale, considérant qu'ils favorisent la promotion des formes économiques de proximité dans les villes et villages, et permettent de proposer sur le territoire une offre innovante liée à l'évolution des modes de vie et d'entreprendre.

C'est dans ce contexte que l'association *La Cave Coop de Murviel*, porte, en partenariat avec la mairie de Murviel-lès-Montpellier, un projet d'ouverture de tiers-lieu, au sein du bâtiment de l'ancienne cave coopérative abandonnée depuis 20 ans. La réhabilitation du bâtiment ainsi que la gestion future de ce tiers-lieu constituent autant d'opportunités foncières de développements économiques et sociétaux. Sa requalification répond aux enjeux de la transition écologique et énergétique, en limitant l'étalement urbain et ses conséquences en matière de déplacement.

Cet espace comprendra des locaux destinés à accueillir des activités économiques, viticoles et agricoles, culturelles et associatives ainsi que des espaces et équipements mutualisés :

- Espace de coworking ;
- Lieu de création de spectacles vivants ;
- Atelier d'inclusion numérique ;
- Maison paysanne ;
- Lieu de vinification collaboratif ;
- Atelier pour les associations locales.

L'association porte la préfiguration de ce projet et a bâti un plan d'action dont le budget s'élève à 97 000 €, portant sur les volets juridiques, économiques, architecturaux, de gouvernance. Elle bénéficie d'une subvention de 10 000 € de France active. Le projet a également été retenu dans la première phase de l'appel à projets « Ma solution pour le climat » (Région Occitanie). Des demandes de co-financement ont été déposées dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt « Reconquête de friches » (Région occitanie / Ademe / CAUE / BPI) ainsi que dans le cadre du CPER 2021/2027.

L'association sollicite une subvention de la Métropole de Montpellier d'un montant de 25 000 €.

Considérant le soutien que souhaite apporter Montpellier Méditerranée Métropole au développement des « tiers lieux » et plus largement à la promotion des formes économiques de proximité dans les villes et villages, il est proposé d'y donner suite.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- de décider de l'affectation d'une subvention de 25 000 € à l'association La Cav' Coop de Murviel, sous réserves de signature de la convention de financement ;
- d'approuver les termes de la convention de financement ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147506-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION DE PARTENARIAT 2020 MMM-CaveCoopMurviel.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Attractivité

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Taslime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

## **Attractivité - Ouverture dominicale des commerces de détail pour l'année 2021 - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole**

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

L'article L.3132-6 du Code du Travail permet aux Maires d'autoriser l'ouverture dominicale des établissements de commerce de détail dans la limite de 12 par an, hors dérogations législatives ou réglementaires déjà prévues pour certains secteurs d'activités telles que les jardineries, les magasins d'ameublement ou de bricolage.

Lorsque le nombre de dimanche autorisé dépasse cinq, la décision du Maire est prise après avis conforme du Conseil de Métropole puis du Conseil Municipal.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure au seuil de 400 m<sup>2</sup> (premier alinéa de l'article 3 de la loi 72-657 du 13 juillet 1972), lorsque les jours fériés mentionnés à l'article L.3133-1 du Code du travail sont travaillés (à l'exception du 3<sup>e</sup>), ils sont déduits des dimanches autorisés par le Maire dans la limite de 3.

La liste des dimanches doit être arrêtée par le Maire avant le 31 décembre de l'année N-1.

Cette liste peut être commune à tous les secteurs d'activités ou établie par secteur :

- Commerce de détail spécialisé de l'alimentation ;
- Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer-électroménager TV HIFI ;
- Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, Culture, Loisirs ;
- Secteur de l'automobile.

La liste des dimanches travaillés est prise après consultation par la commune des organisations d'employeurs et de salariés intéressés. Les communes de Juvignac, Lattes, Le Crès, Montpellier, Pérols, Saint Jean de Védas et Vendargues ont transmis leurs propositions de dates pour l'année 2021 afin qu'elles soient soumises pour avis conforme au Conseil de Métropole. Les dates sont recensées dans le tableau joint en annexe.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'émettre un avis favorable aux propositions de dates d'ouvertures dominicales des commerces de détail, par secteur d'activité, sur les communes recensées et détaillées dans le tableau joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 18 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147075-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- TABLEAU PAR COMMUNE 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Attractivité

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

## **Attractivité - Montpellier Méditerranée Métropole - ZAC Cannabe - Commune de Cournonterral - Programme des Equipements publics - Approbation**

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

L'aménagement du Parc d'Activités Economiques de Cannabe, situé sur la Commune de Cournonterral, s'inscrit dans le Schéma d'Accueil des Entreprises Métropolitain, le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et la politique Agro-écologique et Alimentation menée par Montpellier Méditerranée Métropole. Il intègre au sein d'une même opération d'aménagement, un parc d'activités, un hameau agricole destiné à l'implantation de sièges d'exploitations agricoles et la renaturation d'une ancienne décharge.

Ce Parc d'Activités Economiques permettra de répondre aux nombreuses demandes d'installation de "PME, TPE" artisanales, de conforter l'agriculture de proximité en permettant l'implantation de sièges d'exploitations agricoles d'agriculteurs locaux, évitant ainsi le mitage du territoire agricole et de favoriser la protection de la ressource en eau par la renaturation d'une ancienne décharge en parc paysager et par l'accueil d'une aire de lavage des engins agricoles. Il contribuera également à renforcer, sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, le maillage des parcs d'activités dit de "proximité". Enfin, ce projet répondra aux critères d'excellence en termes de développement durable, définis dans le SAE à travers l'obtention du label « HQE Aménagement » délivré par Certivéa, la mutualisation des stationnements et la promotion des modes actifs.

La ZAC Cannabe, a été créée le 20 décembre 2017 par une délibération du Conseil de Métropole. En date du 26 avril 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné la SERM (Société d'Equipement de la Région Montpellicaine) comme aménageur de cette ZAC à la suite d'une consultation d'aménageur. Les études d'aménagement ont été confiées à l'agence d'architecte-urbaniste Robin et Carbonneau. Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé au Conseil de Métropole du 18 décembre 2019.

Avant d'engager les travaux, il convient d'approuver le Programme des Equipements Publics de l'opération, au titre de l'article R.311-8 du Code de l'urbanisme ; programme des équipements publics qui comprend :

- Voiries, places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public,
- Réseau d'eaux pluviales et ouvrages hydrauliques,
- Réseau d'eau brute,
- Réseau d'eaux usées,
- Réseau d'eau potable et défense incendie,
- Réseaux secs,
- Espaces verts,
- Renaturation d'une ancienne décharge en parc paysager.

Ces équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée. Le Programme des Equipements Publics identifie également les bénéficiaires et gestionnaires des futurs équipements. Au regard de ses compétences, Montpellier Méditerranée Métropole représente largement le bénéficiaire et gestionnaire des équipements publics, à l'exception des réseaux d'eau potable (Syndicat Bas Languedoc) et d'électricité relevant de ENEDIS.

Le cout prévisionnel total HT du programme des équipements publics (hors acquisitions foncières) s'élève à 2 834 000 euros HT.

Le programme des équipements publics précise la nature des équipements publics réalisés et la collectivité ou le concessionnaire auxquels ils seront remis.



Les couts relatifs à la réalisation des équipements publics destinés à être remis à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ses compétences seront pris en charge par l'opération d'aménagement. Ainsi, aucune participation spécifique de Montpellier Méditerranée Métropole au financement des équipements publics destinés à lui être remis n'est prévue, l'ensemble des couts relatifs à leur création à l'intérieur de la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

S'agissant des équipements publics d'eau potable et d'eau brute à réaliser à l'extérieur du périmètre de la ZAC, le financement des extensions des réseaux projetés sous le chemin le Pioch Cannabe sera pris en charge à 100 % par l'aménageur : les montants des participations de la ZAC ont été évalués par Montpellier Méditerranée Métropole à 120 000 euros HT (y compris frais d'étude et aléas) pour la part afférente à l'Eau Brute et par le Syndicat du Bas Languedoc à 116 000 euros HT (y compris frais d'étude et aléas) pour la part afférente à l'eau potable. Ces équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Régie des Eaux et du Syndicat du Bas Languedoc.

Des projets de conventions sont à établir entre la Régie Des Eaux, le Syndicat du Bas Languedoc et la SERM pour préciser les conditions de reversement des participations financières liées aux volets eau potable et eau brute en dehors du périmètre de la ZAC (extension des réseaux d'AEP et d'EB), ainsi que les modalités de réception des travaux et de remise des ouvrages.

Conformément à l'article L.1331-7 du Code de la Santé Publique, la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) s'applique à la ZAC. Son montant est calculé déduction faite du montant des travaux d'assainissement à la charge de l'aménageur. Le montant des travaux d'assainissement réalisé dans le cadre de la ZAC est estimé à 137 000 € HT. Le montant total de la PFAC calculée pour 24 000 m<sup>2</sup> de SDP de locaux d'activités s'établit à 226 320 € d'après les taux en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020. Le montant des travaux à la charge de la ZAC étant inférieur à la PFAC estimée, une PFAC résiduelle d'un montant total de 89 320 euros, soit 39,5 % du montant total initial, sera perçue auprès de tous les pétitionnaires de permis de construire soumis à l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement collectif et intervenants dans le périmètre de la ZAC.

Conformément aux articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicités requises (affichage pendant un mois au siège de la Métropole, et en commune, avec une mention de cet affichage dans la presse).

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le Programme des Equipements Publics de la ZAC Cannabe à Cournonterral ;
- de dire que le Programme des Equipements Publics sera tenu à la disposition du public à la Mairie de Cournonterral et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux jours et heures d'ouverture au public ;
- de dire que le taux de PFAC résiduelle appliqué dans le périmètre de la ZAC Cannabe s'élève à 39,5 % des taux de PFAC en vigueur à la date du recouvrement ;
- de dire que la présente délibération fera l'objet de l'affichage et des mesures de publicités prévues aux articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 17 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, Mme Michelle CASSAR, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Régine ILLAIRE, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, Mme Marie MASSART, M. René REVOL, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Joël VERA.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147887-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PEP Cannabe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Attractivité

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

## **Attractivité - Mission d'affaires digitale salon Slush - Participation au salon digitalisé - Financement des frais d'inscription - Approbation**

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique, depuis plusieurs années. Cette stratégie repose sur deux objectifs :

- Renforcer son positionnement international et accroître son attractivité, d'une part ;
- Créer les conditions favorables aux échanges entre entreprises et faciliter leur implantation réciproques et leurs connaissances des écosystèmes étrangers, d'autre part.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a proposé durant les 3 années précédentes une mission d'affaires à Helsinki, en Finlande, afin de participer à « Slush », salon dédié aux start-ups innovantes. Ce salon est la manifestation la plus grande de son genre en Europe. Il offre une plate-forme entre start-ups de l'industrie du high-tech, PME, grands groupes internationaux, leaders d'opinion, presse dédiée, investisseurs et autres capital-risqueurs. La participation à cette plateforme permet aux entreprises du territoire, la rencontre avec des acteurs internationaux du monde de l'innovation, de l'entrepreneuriat et des finances ainsi que la visibilité sur une des plus grandes manifestations liées à l'innovation en Europe.

Cette année, en raison de la crise sanitaire mondiale, le salon Slush propose une édition digitale, via une plateforme, sur laquelle les start-ups peuvent accéder à un annuaire et à une messagerie en direct, une conférence, des discussions, des forums et fils de discussion, une page de présentation personnelle, l'invitation à des ateliers d'investisseur et à des sessions de mentoring. L'accès pour un mois est de 31 € TTC.

Montpellier Méditerranée Métropole prendra à sa charge les frais d'inscription à ce salon digitalisé, estimé à 1 550 € TTC, pour la participation de 50 entreprises et acteurs du développement économique, au maximum, sur une durée d'un mois, sur présentation d'une facture acquittée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver l'organisation d'une mission d'affaire digitale au salon Slush, du 1<sup>er</sup> décembre au 31 décembre 2020 ;
- d'approuver les conditions de remboursement applicables aux entreprises ;
- d'approuver la prise en charge financière de la mission digitalisée estimée à 1 550 € TTC sur la base des frais réels ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146493-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **CYCLES DE L'EAU**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

**Cycles de l'eau - Restauration du cordon dunaire sur Villeneuve-lès-Maguelone - Mise en oeuvre des mesures compensatoires de l'arrêté préfectoral n°2013329-0004 du 25 novembre 2013 - Convention de partenariat relative à l'élaboration du Plan Régional d'Action en faveur d'une espèce végétale protégée l'Euphorbe peplis - Partenariat avec le conservatoire botanique national de Porquerolles - Autorisation de signature**

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

En 2014, la commune de Villeneuve-lès-Maguelone a réalisé en maîtrise d'ouvrage des travaux de restauration d'une partie du cordon dunaire, au droit de la cathédrale.

L'arrêté préfectoral n° 2013330-0004 du 11 décembre 2013, de dérogation aux interdictions relatives aux espèces de flore et de faune sauvage protégées, prévoyait plusieurs mesures d'atténuation, de compensation et de suivi après les travaux. Ces mesures ont été réalisées pour partie par la commune de Villeneuve-lès-Maguelone et doivent être poursuivies par Montpellier Méditerranée Métropole aujourd'hui compétente au titre de la GEMAPI.

L'arrêté prévoyait le cofinancement d'un Plan Régional d'Action, en faveur de l'espèce végétale protégée d'*Euphorbia peplis*. En effet, cette espèce végétale ayant été impactée par d'autres projets d'aménagement du littoral portés par d'autres maîtres d'ouvrage, l'Etat a souhaité une prise en compte concertée de cette espèce, via l'élaboration d'un plan d'action à l'échelle régionale. Cette espèce des milieux littoraux sableux est protégée au niveau national. L'octroi des dérogations à la protection stricte des espèces requiert d'attester que les opérations autorisées ne dégradent pas l'état de conservation des espèces concernées.

Dans ce cadre, les plans nationaux et régionaux d'actions permettent de mener des études et des suivis pour améliorer les connaissances sur ces espèces et de justifier que les dérogations s'inscrivent bien dans une démarche globale d'amélioration de l'état de conservation. A la demande de l'Etat, le Plan Régional d'Actions en faveur d'*Euphorbia Peplis*, sur une durée de trois ans, sera porté par le Conservatoire Botanique National Méditerranéen de Porquerolles qui dépend du Parc National de Port-Cros et sera financé à parts égales par Montpellier Méditerranée Métropole, le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée (ces deux dernières collectivités ayant également porté récemment des travaux sur le littoral).

Il est ainsi proposé une convention de partenariat avec le Conservatoire Botanique National Méditerranéen de Porquerolles, sur le Plan Régional d'Actions en faveur d'*Euphorbia Peplis*, prévoyant notamment l'attribution de 15 875 €, sur un montant de projet de 70 125 € net de taxes, conformément à l'arrêté préfectoral n° 2013330-0004 du 11 décembre 2013, de dérogation aux interdictions relatives aux espèces de flore et de faune sauvage protégées

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'acter que le Plan Régional d'Actions en faveur d'*Euphorbia Peplis* est porté par le Conservatoire Botanique National Méditerranéen de Porquerolles qui dépend du Parc National de Port-Cros ;
- d'approuver les termes de la convention de partenariat, entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire Botanique National Méditerranéen de Porquerolles, relative à l'élaboration du Plan Régional d'Actions en faveur d'*Euphorbia peplis* ;
- d'apporter un soutien financier au profit du Conservatoire Botanique National Méditerranéen de Porquerolles de 15 875 € ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget général de la Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;



- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-131869-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- GEMAPI-projet-convention\_plan\_action\_euphorbe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## **Cycles de l'eau - Protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson à Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone - Convention pour le dévoiement des réseaux d'eau brute BRL - Approbation et autorisation de signature**

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°14857 du 27 septembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le système d'endiguement pour la protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson et l'ensemble des dossiers d'autorisations administratives nécessaires aux travaux.

Par délibération n° M2019-751 du 18 décembre 2019, le Conseil de Métropole a déclaré l'intérêt général de ce projet et a sollicité auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault le prononcé des arrêtés de déclaration d'intérêt général (DIG), de déclaration d'utilité publique (DUP) et d'autorisation environnementale. Ces arrêtés ont été prononcés par le Préfet en 2020.

Montpellier Méditerranée Métropole engagera en 2021 les travaux de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson. Les travaux situés sur la commune de Lattes impactent différentes conduites d'eau brute appartenant à BRL, concessionnaire de la Région Occitanie pour des travaux d'aménagement hydraulique en vue de l'irrigation ainsi que l'exploitation de ces ouvrages. BRL Exploitation, filiale de BRL, exploite en qualité de fermier de BRL les ouvrages de distribution d'eau de la concession.

Il convient de déplacer les réseaux d'eau brute de BRL avant le démarrage du chantier de protection contre les inondations. Un projet de convention a été établi entre les services de Montpellier Méditerranée Métropole et BRL Exploitation pour définir le calendrier et les modalités de réalisation des études et des travaux de dévoiement des conduites d'eau brute, le montant de la participation financière du par Montpellier Méditerranée Métropole et les modalités de paiement.

BRL assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux de modification de son infrastructure, y compris les travaux et les prestations connexes qui s'avèreraient nécessaires.

Les prestations réalisées par BRL consistent à :

- Réaliser une baïonnette sur une conduite en PVC de diamètre 125 mm,
- Déconnecter une conduite en PVC de diamètre 160 mm sur un linéaire de 460 ml au niveau de la parcelle AE0017 et la dépose d'un point de livraison,
- Une surveillance spécifique du chantier de protection contre les inondations au niveau d'une conduite d'eau brute stratégique de diamètre 600 mm en béton,
- Réaliser des investigations complémentaires à proximité de la conduite de diamètre 600 mm en béton et sur les conduites en PVC de diamètre 160 mm situées au niveau des parcelles AE0017 et AO0324,
- Réaliser le dévoiement de la conduite en PVC de diamètre 160 mm sur un linéaire de 120 ml au niveau de la parcelle AI0076.

La convention prend effet à sa date de signature par les parties. Elle est conclue jusqu'à la réalisation complète des travaux et à l'encaissement des sommes totales dues au titre de la présente convention.

Le montant prévisionnel de la participation due par Montpellier Méditerranée Métropole est de 73 210,00 € HT. Toutefois, le montant définitif de la participation sera arrêté sur la base des décomptes généraux et définitifs des marchés de travaux incluant la formule de révision des prix, et la facturation de toutes les dépenses précitées, sur justificatifs.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le projet de convention avec BRL pour le dévoiement des réseaux d'eau brute dans le cadre des travaux de protection de la Basse vallée de la Mosson ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Christian ASSAF, M. René REVOL.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148000-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Conventin MMM BRLE
- Planannexe convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## **Cycles de l'eau - Association Rivages de France - Réseau national des gestionnaires et partenaires de la gestion d'espaces naturels littoraux à l'échelle nationale - Adhésion - Désignation d'un représentant - Approbation**

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Par la voie d'une convention cadre signée le 1er août 2018, le Conservatoire du Littoral associe la Métropole, en vertu de sa compétence GEMAPI, à la gestion de son domaine public, soit plus de 700 ha sur le périmètre métropolitain.

Deux sites sont situés sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, gérés conjointement avec le Conservatoire d'espaces naturels Occitanie (CEN Occitanie) :

- l'étang de Vic n°34-132 qui comprend 2 secteurs : l'étang de Vic et les berges des Moures et de l'Arnel ;
- les salines de Villeneuve – n° 34-295.

Le site du Méjean – n°34-98 – est géré avec la commune de Lattes.

Créée en 1990, l'association Rivages de France fédère, représente, anime et valorise un réseau national de gestionnaires d'espaces naturels littoraux, en lien étroit avec le conservatoire du littoral. Plus de 160 structures adhèrent à l'association (départements, syndicats mixtes, communes, associations et fédérations, établissements publics de l'Etat...).

La finalité de Rivages de France est d'apporter un appui concret, efficient et valorisant à ses adhérents, gestionnaires et partenaires, dans leurs problématiques de gestion. Pour ce faire, l'association actionne trois leviers complémentaires :

- Représenter les gestionnaires et servir leurs intérêts auprès de toutes instances (nationales à locales) et dans tous débats les concernant, notamment via le lobbying et le portage politique de grands sujets à enjeux pour les adhérents...
- Animer le réseau des gestionnaires par une gouvernance, des instances (comités locaux) et des rencontres de proximité, des prestations de services réservées aux adhérents : annuaire et centre de ressources numériques, conseil technique, formation, service juridique, veille...
- Valoriser les gestionnaires, partenaires, techniciens et gardes, en promouvant leurs actions de gestion exemplaires et les échanges d'expériences, par la communication (web et réseaux sociaux), des newsletters et recueils d'expériences...

La cotisation annuelle s'élève à 2 000 €.

Le Conseil de Métropole doit désigner un représentant élu au sein de l'association.

Le Président propose la candidature de Madame Véronique NEGRET.  
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'autoriser l'adhésion de la Métropole en tant que membre adhérent de l'association Rivages de France - réseau national qui regroupe les structures gestionnaires et partenaires de la gestion d'espaces naturels littoraux ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;

- de désigner Madame Véronique NEGRET pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'association et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146630-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- bulletin-adhésion-2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES



**Cycles de l'eau - Défense Extérieure Contre l'Incendie - Convention de financement avec le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) pour l'amélioration de la défense incendie du secteur Avenue de la Galine - Avenue du jeu de mail à Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature**

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

L'opération de construction d'un habitat collectif situé au 44, Avenue de la Galline à Castelnau-le-Lez a mis en exergue l'insuffisance de couverture de ce secteur déjà urbanisé en défense incendie. Un nouveau poteau incendie n°326 (devant la résidence « le mail ») a donc été mis en place par Montpellier Méditerranée Métropole. Ce poteau doit, de plus, pouvoir fonctionner de façon simultanée avec le poteau incendie n°34 situé à proximité du magasin Netto.

Afin d'assurer ce mode de fonctionnement, une modification des réseaux d'eau potable doit être entreprise. Des vannes de sectorisation ont en effet été mises en place sur le réseau d'eau potable dans le cadre de la recherche active de fuites. Limitant le débit disponible aux poteaux incendie, elles doivent être supprimées au profit de débitmètres électromagnétiques. Cette modification a fait l'objet d'une validation par modélisation hydraulique et permet d'éviter un redimensionnement plus coûteux des canalisations en place.

Le Syndicat Mixte Garrigues Campagne assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux de pose de ces débitmètres positionnés sur les réseaux d'eau potable, propriétés du syndicat.

Dans le cadre de sa compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, la Métropole doit rembourser au Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) le montant des travaux relatifs à la mise en place de trois débitmètres soit une contribution financière prévisionnelle plafond égale à 53 000 € HT.

Pour cela, il est nécessaire de conclure une convention de financement de ces travaux avec le SMGC. Cette convention précise les travaux à réaliser et les conditions de remboursement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver la convention de financement pour l'amélioration de la défense incendie du secteur Avenue de la Galine et Avenue du Jeu de Mail à Castelnau-le-Lez ;
- de dire que cette dépense sera inscrite au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 901 ;
- d'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Geniès BALAZUN, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Yvon PELLET, M. Eric PENSO, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147776-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention de financement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

# **Cycles de l'eau - Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement rue Faubourg Figuerolles sur la commune de Montpellier - Avenant à la convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°14743 du 27 juin 2017, la Régie des Eaux a confié par convention à Montpellier Méditerranée Métropole la réalisation des travaux de renouvellement des réseaux d'eau potable du faubourg Figuerolles (Cité GELY) sur la commune de Montpellier.

Le coût initial estimé de l'opération (études et travaux hors rémunération de la Métropole) s'élevait à :

- 115 819,50 € HT pour la part eau potable à la charge de la Régie,
- 496 325 € HT pour la part eaux usées à la charge de la Métropole (budget assainissement),
- 146 174 € HT pour la part eaux pluviales à la charge de la Métropole (budget général).

Des aléas de chantier ont amené à une augmentation des travaux, soit une augmentation sur la part eau potable, de 9,6%. Les nouveaux montants sont les suivantes :

- 126 000 € HT pour la part eau potable à la charge de la Régie,
- 609 000 € HT pour la part assainissement à la charge de la Métropole,
- 108 150 € HT pour la part pluvial à la charge de la Métropole.

Le présent avenant à la convention a pour objet l'augmentation de la masse de travaux et la modification de l'article 6.3 sur la répartition des coûts des études et travaux entre la Régie et la Métropole.

L'article 6.3 indiquait que « Le coût des études sera divisé en deux parts égales ». Or les travaux d'eau potable étant moins importants eu égard aux travaux d'eaux usées, la répartition financière de l'opération est inadaptée.

Il est proposé de modifier cet article en répartissant au prorata du montant des travaux.

Les autres clauses restent inchangées.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le projet d'avenant à la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Métropole de Montpellier Méditerranée pour le renouvellement du réseau d'eaux usées et d'eau potable du faubourg Figuerolles sur la commune de Montpellier ;
- de dire que les crédits sont inscrits aux budgets annexes de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Métropole de Montpellier Méditerranée, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147222-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- avenant Convention Co-MOA cité Gely MPL V1.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ENVIRONNEMENT**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## **Environnement - Etude préalable à la mise en oeuvre de la tarification incitative des déchets - Demandes d'aides financières - Approbation**

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'engager résolument dans une politique zéro déchets avec pour objectif de diminuer de 40 % à l'horizon des 3 prochaines années les déchets ménagers et assimilés résiduels.

Afin de pouvoir atteindre cet objectif ambitieux, dicté par l'urgence climatique et le renchérissement structurel des coûts d'élimination des déchets ultimes, il est nécessaire d'actionner tous les leviers de la prévention et du tri des déchets.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole porte un ambitieux projet de généralisation du tri des bio-déchets à la source privilégiant le compostage de proximité pour lequel un dossier de candidature a été déposé auprès de l'ADEME et de la Région Occitanie le 16 octobre dernier.

Elle a par ailleurs engagé son 2<sup>ème</sup> Programme Local de Prévention des Déchets pour lequel la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi se réunira au plus tard en début d'année 2021, afin de proposer et de planifier, avec l'ensemble des acteurs locaux concernés, l'ensemble des actions qui permettront une réduction significative de la production de déchets.

La tarification incitative des déchets constitue un 3<sup>ème</sup> levier complémentaire qui permet de valoriser, une fois les équipements et services mis à leur disposition, les efforts réalisés par les habitants pour diminuer les quantités de déchets mis à la charge du service public.

La Métropole souhaite, dans ce contexte, engager les réflexions nécessaires à la mise en œuvre de la tarification incitative des déchets. Il est proposé d'engager une 1<sup>ère</sup> étude visant à accompagner la collectivité dans le choix du mode de tarification (redevance, TEOMI), la comparaison des grilles tarifaires susceptibles d'être proposées et les évolutions à planifier en matière d'organisation des services et de moyens techniques et humains à déployer.

D'un montant de 40 K€ HT, cette étude est éligible aux aides financières de l'ADEME et de la Région Occitanie.



**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le principe d'engagement de cette 1<sup>ère</sup> étude destinée à poser les bases de la future tarification incitative des déchets ;
- de demander les aides financières les plus larges possibles ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 - 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147492-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## **Environnement - Centre de tri des déchets recyclables secs - Convention de partenariat avec le Fonds de dotation pour le recyclage des petits aluminiums - Autorisation de signature**

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°12188 du 6 février 2014, le Conseil de Communauté d'Agglomération, aujourd'hui Conseil de Métropole a approuvé le programme de l'opération de reconstruction et d'extension du centre DEMETER de tri des déchets recyclables. Cela consistant en la réutilisation du bâtiment existant et l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente, propriété de la Métropole, en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 35 000 tonnes de capacité, pour tenir compte des évolutions législatives relatives à l'extension des consignes de tri des emballages ménagers.

L'opération consiste à installer un process de tri capable de trier les emballages ménagers selon les flux de matériaux suivants :

- Les éléments fibreux (cartons, cartonnets, journaux et magazines,...) ;
- Les films plastiques ;
- Les emballages légers alimentaires (type « Tétrapack ») ;
- Les bouteilles en PET clair (type bouteille d'eau minérale non gazeuse) ;
- Les flacons plastiques en PE ou PP (type flacons de produits ménagers) ;
- Un flux mixte dit « de développement », comportant des flacons et barquettes rigides plastiques complexes ;
- Les emballages aciers (de type canettes) ;
- Les emballages aluminiums (de type canettes) ;
- Les petits aluminiums (de type dosettes café).

Par ailleurs, des industriels de l'agro-alimentaire dont Nespresso France, ainsi que d'autres acteurs de la filière de recyclage comme France Aluminium Recyclage, ont créé en 2009 le Club de l'Emballage Léger en Aluminium et en Acier (CELAA). La vocation du CELAA est de dialoguer avec les différentes parties prenantes afin de favoriser la collecte et l'intégration des petits emballages et objets métalliques au système de tri sélectif.

L'éco-organisme Citéo/Adelphe, agréé pour la gestion de la responsabilité élargie des producteurs d'emballages ménagers, a lancé en 2014 un Standard Expérimental relatif aux emballages et objets en aluminium rigides et souples issus de la collecte séparée et extraits sur refus de tri, visant à soutenir le tri et le recyclage des petits déchets en aluminium. Suite aux résultats concluants des expérimentations sur les centres de tri pilotes et de la pertinence du déploiement du Standard Expérimental sur plusieurs centres de tri du territoire, le flux petits aluminiums et souples est officiellement intégré au sein du standard Aluminium issu de collecte séparée depuis le 1er janvier 2019.

Dans la continuité de ces initiatives, Nespresso a créé en 2014, le Fonds de dotation pour le recyclage des petits aluminiums, qui s'inscrit dans une démarche d'intérêt général au bénéfice du consommateur citoyen. Son objectif est de garantir l'efficacité environnementale et sociale du dispositif de tri et de recyclage des petits emballages et déchets en aluminium. Pour ce faire, le Fonds rémunère la performance de tri des petits emballages et objets en aluminium des collectivités et apporte un soutien financier aux collectivités à hauteur de à 300 € par tonne recyclée, en complément du soutien financier apporté par Citéo/Adelphe, de 660 €.

La convention de partenariat qui est présentée au Conseil a pour objet de poser les conditions et modalités des soutiens complémentaires apportés par le Fonds à la Collectivité dans le cadre de la mise en œuvre de la filière de recyclage des petits aluminiums.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le projet de convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Fonds de dotation pour le recyclage des petits aluminiums ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-115368-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention\_collectivité-AllianceRecyclageCapsules\_2020\_vf.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUNBOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## **Environnement - Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat pour l'opération de rénovation / extension / exploitation du centre de tri Demeter - Compte rendu annuel à la collectivité au titre de 2019 - Approbation**

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par le District de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Pendant presque 25 ans, il a accueilli les collectes sélectives des 31 communes membres. Cette installation de conception ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle était arrivée en limite de capacité et nécessitait des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

Par délibération n°12188 du 6 février 2014, le Conseil de Communauté d'Agglomération a approuvé le programme de l'opération de reconstruction et d'extension du centre DEMETER de tri des déchets recyclables secs, consistant en la réutilisation du bâtiment existant et l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente propriété de la Communauté d'Agglomération en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 35 000 tonnes de capacité, pour tenir compte des évolutions législatives relatives à l'extension des consignes de tri des emballages ménagers.

Compte tenu de la complexité de l'opération (marché de travaux tous corps d'état pour l'extension bâtiment et marché de Construction Réalisation Exploitation Maintenance dit « CREM » pour le process), la Communauté d'Agglomération a autorisé par délibération n°12712 du 18 décembre 2014, la signature d'une convention de mandat conclue avec la SAAM, devenue par la suite SA3M, pour la réalisation de l'extension et de la rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs « DEMETER » dans le cadre des dispositions des articles 2 et 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique (loi M.O.P.).

Dans ce cadre, le mandataire est chargé du suivi administratif, financier et technique des études et de la réalisation du nouveau centre de tri (bâtiment, Voirie Réseaux Divers - VRD et process) au nom et pour le compte de la Métropole.

L'opération d'extension et de rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER, consiste notamment à :

- Conserver et rénover le bâtiment existant ;
- Utiliser le terrain adjacent pour construire un nouveau hall de réception des déchets ;
- Installer une seule ligne de tri capable de traiter 32 000 à 35 000 tonnes de déchets par an ;
- Implanter les nouveaux équipements de tri dans la zone process et le hall de réception actuels ;
- Moderniser entièrement la cabine de tri ;
- Conserver et rénover les alvéoles de stockage des matériaux triés ;
- Conserver et moderniser le mode de conditionnement des refus de tri par compacteurs ;
- Couvrir la zone de stockage aval pour protéger les matériaux des intempéries et des envois ;
- Réaliser la réfection des voiries, des systèmes de défense incendie et autres travaux annexes.

Par la même délibération du 18 décembre 2014, le Conseil avait également autorisé le lancement d'une consultation d'entreprises en vue de la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée des études de conception du projet, de la réalisation de missions complémentaires d'assistance au maître d'ouvrage et du suivi des marchés de travaux et d'exploitation à l'issue de laquelle le groupement SETEC Environnement / URBA LINEA / A+ Architecture / CALDER Ingénierie / QCS Services / EPSILON GE a été désigné titulaire pour un montant de 764 869,38 € HT toutes tranches confondues.

S'agissant du process, les études ont démarré en suivant, notamment par la rédaction du Programme Technique et Fonctionnel Détaillé du Marché Global de Performance pour la conception et la réalisation du process de tri ainsi que l'exploitation et la maintenance du centre de tri de collecte sélective de déchets ménagers recyclables secs DEMETER à Montpellier lancé en décembre 2016.

Au terme de la procédure de consultation, la Commission d'Appel d'Offres a attribué lors de sa séance du 24 octobre 2017 le Marché Global de Performance (MGP) à la Société Montpelliéraine de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) pour un montant total estimatif de 39 863 499 € HT, y compris le montant lié à l'exploitation de l'installation pour une durée de 6 ans à compter de sa réception, hors mandat SA3M. Ce marché a été notifié le 24 novembre 2017.

La part du montant du MGP dédiée à la conception et à la réalisation du nouveau process et des travaux mineurs s'élève quant à elle à 8 536 932,00 € HT, en diminution de 963 068 € HT par rapport au montant présenté dans le bilan prévisionnel des dépenses au CRAC 2016 à hauteur de 9 500 000 € HT

À l'issue des études d'Avant-Projet Définitif (APD) de 2017 pour la conception du bâtiment destiné à accueillir le nouveau process, le coût prévisionnel des travaux pour la partie bâtiment a été fixé à hauteur 4 166 000 € HT, en augmentation de 466 000 € HT par rapport à l'enveloppe prévisionnelle initiale affectée par le maître d'ouvrage. Au cours de l'année 2018, la SA3M, a fait établir le projet définitif qui a été remis par la maîtrise d'œuvre le 17 avril 2018. L'estimation du montant des travaux a été réévaluée à 4 255 460 € HT, soit + 1,43% par rapport au coût prévisionnel des travaux de 4 166 000 € HT fixé au terme des études d'APD, pour prendre en compte les observations du mandant et les dernières adaptations du titulaire du MGP nécessaires au process de tri, ainsi que l'intégration des préconisations géotechniques relatives aux fondations du nouveau bâtiment et des voiries.

Pour les travaux de rénovation et d'extension du centre de tri qui concernent la zone de bureaux rénovée et étendue, la zone de bâtiment Process rénovée, l'extension du hall de réception des déchets, le bâtiment neuf de stockage des balles, les marchés, répartis en 18 lots, ont été attribués en novembre 2018 pour un montant de 4 337 K € HT, en augmentation de 171 K € HT par rapport au montant présenté dans le bilan prévisionnel des dépenses au CRAC 2017 de 4 166 K € HT.

S'agissant des procédures administratives, l'arrêté de Permis de Construire a été délivré le 25 octobre 2018 et l'Arrêté Préfectoral portant enregistrement n°2018-I-1469 a été délivré par Monsieur le Préfet le 21 décembre 2018.

Au terme de la période de préparation, les travaux d'extension et de rénovation du bâtiment ainsi que du nouveau process ont immédiatement démarré dès le 28 janvier 2019, conformément au planning prévisionnel.

Une attention particulière a été portée tout au long de l'année 2019 sur le respect du calendrier prévisionnel d'exécution des différents marchés et la bonne gestion des interfaces complexes entre les travaux du process objet du MGP et les travaux de VRD / bâtiment afin de limiter l'arrêt de l'usine.

L'ancien process a continué à être exploité jusqu'au 24 mai 2019, date du début de son démantèlement. Le montage du nouveau process a été achevé fin décembre 2019, permettant à l'activité de tri de reprendre progressivement à partir du début de l'année 2020 avec les réglages des nouveaux équipements. Conformément aux termes du MGP, les déchets recyclables collectés pendant cette période de montage du process ont été acheminés par le titulaire vers des installations extérieures pour valorisation.

Au cours de l'exécution des travaux de bâtiment / VRD, un certain nombre d'adaptation et de travaux complémentaires sont apparus nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage, se traduisant par la passation d'avenants aux marchés de travaux pour un montant global de 219 460 € HT.

Le bâtiment réhabilité a été réceptionné le 20 décembre 2019. S'agissant du process, compte-tenu de la survenance de l'épidémie de Covid-19, les opérations de réception du process initialement prévues au premier trimestre 2020 ont été décalées et la réception de l'installation est prévue au dernier trimestre 2020.

Sur le plan financier, les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par Montpellier Méditerranée Métropole de remboursements de dépenses et, d'autre part, par le versement d'avances. Le bilan prévisionnel des dépenses du mandat est ajusté en conséquence des différentes évolutions.

Les 600 K € prévus au titre du versement d'avances ont été réalisés en 2019, portant à 2 000 K € le montant total des avances versées, conformément au bilan approuvé en 2019, inchangé pour 2019. 166 K € HT ont été versés au titre de la rémunération de la société, soit une rémunération cumulée de 567 000 € HT au 31 décembre 2019, portant le montant prévisionnel de la rémunération à 709 K € HT.

L'arrêt des comptes au 31 décembre 2019 fait apparaître des remboursements de mandat pour un montant cumulé de 10 908 K € TTC, dont 9 329 K € au titre de l'exercice 2019.

À ce stade du projet et au regard notamment du constat de la bonne exécution des marchés de travaux, le montant prévisionnel du bilan est maintenu à 19 310 K € TTC, sans modification par rapport au bilan approuvé dans le cadre des CRAC 2017 et 2018.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2019 de l'opération de rénovation / extension / exploitation du centre de tri DEMETER ;
- d'approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146958-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 02905\_CRAC\_2019\_VD.pdf

- 02905\_BILAN\_SYNTHESE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## **Environnement - Association Repair Café Montpellier - Attribution de subvention - Approbation**

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Afin de répondre à l'urgence climatique et à la nécessité de maîtrise des dépenses de gestion des déchets, Montpellier Méditerranée Métropole a pour ambition de réduire de 40% en 3 ans les quantités de déchets résiduels produites sur son territoire. L'atteinte de cet objectif nécessite de mener une politique zéro déchet volontariste qui passe par la prévention et le tri des déchets.

L'un des leviers de la prévention des déchets consiste à promouvoir la réparation des objets du quotidien.

L'association Repair Café Montpellier, adhérent à la charte de la fondation internationale Repair Café dont les missions sont de réintroduire dans la société locale la réparation des objets, en préservant et transmettant les savoir-faire en matière de réparation dans un esprit de cohésion sociale, a été créée en avril 2018. Forte aujourd'hui de plus de 60 membres bénévoles réparateurs, elle a pour ambition d'organiser au moins deux fois par mois des ateliers conviant les habitants des quartiers à venir réparer leurs objets.

Elle a déposé un dossier de demande de subvention auprès de la Métropole afin de pouvoir fournir à ses bénévoles réparateurs de plus en plus nombreux un « kit Repair Café » comprenant un tablier aux couleurs de l'association et de la Métropole, ainsi qu'une trousse à outils.

La subvention d'exploitation demandée s'élève à 2 100 euros.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver l'octroi d'une subvention de 2 100 euros à l'association Repair Café Montpellier ;
- de dire que les crédits correspondants sont inscrits budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147494-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUNBOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :  
Patricia MIRALLES

## Environnement - Partenariat avec l'INRA, l'Institut Agro Montpellier et le CIRAD - Attribution de subventions - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une politique agroécologique et alimentaire (P2A) volontariste qui vise cinq finalités :

- Offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre ;
- Soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire ;
- Préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique ;
- Favoriser la cohésion sociale en soignant le lien avec la nature et celui entre ville et campagne.

Afin d'atteindre ces objectifs, la P2A se décline en 6 axes opérationnels :

1. Consolider le tissu des fermes agro-écologiques en vente directe ;
2. Favoriser l'approvisionnement durable de la ville et limiter le gaspillage alimentaire ;
3. Mobiliser les citoyens en faveur de la transition agroécologique ;
4. Soutenir les entreprises innovantes agroalimentaires et de services à l'agriculture ;
5. Promouvoir la diversité des produits emblématiques du territoire et développer l'agri et l'œnotourisme ;
6. Construire une démarche cohérente d'intégration de l'agriculture dans les projets d'aménagement.

Pour relever ces défis « de la fourche à la fourchette », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir la vitalité des acteurs locaux. En effet, le dynamisme des acteurs est un moteur essentiel du développement (économique, écologique et social) du territoire vers un système alimentaire durable. Chaque année, la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent au développement d'un système alimentaire durable. Pour aider ces partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets en 2020, en particulier dans le cadre de la crise sanitaire, il y a lieu de leur allouer des subventions suivant le tableau ci-dessous :

N° de dossier	Structure	Object de la structure	Projet	Montant proposé 2020
DDEE-000817	<b>CIRAD</b>	Recherche-Développement en autres sciences physiques et naturelles	Recherches, formations, animations scientifiques et dialogue Sciences / Société sur le thème des systèmes alimentaires durables et des politiques alimentaires urbaines	5 000 €
DDEE-000688	<b>Institut Agro Montpellier</b>	Dispenser des formations d'ingénieur dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de la gestion durable des ressources naturelles et des territoires		5 000 €
DDEE-000692	<b>INRAE</b>	Organiser et réaliser tout recherche scientifique intéressant l'agriculture et les industries qui lui sont liées		5 000 €

Soit un total 15 000 euros.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- d'approuver les termes des conventions ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146587-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant a la convention\_3M-SupAgro-INRAE-CIRAD 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES



## **Environnement - Partenariats 2020 - Associations Biodiversité Echanges et Diffusion d'Expériences (BEDE) et Solidarité DOM-TOM Hérault - Attribution de subventions - Approbation**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une politique agroécologique et alimentaire (P2A) volontariste qui vise cinq finalités :

- Offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre ;
- Soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire ;
- Préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique ;
- Favoriser la cohésion sociale en soignant le lien avec la nature et celui entre ville et campagne.

Afin d'atteindre ces objectifs, la P2A se décline en 6 axes opérationnels :

1. Consolider le tissu des fermes agro-écologiques en vente directe ;
2. Favoriser l'approvisionnement durable de la ville et limiter le gaspillage alimentaire ;
3. Mobiliser les citoyens en faveur de la transition agroécologique ;
4. Soutenir les entreprises innovantes agroalimentaires et de services à l'agriculture ;
5. Promouvoir la diversité des produits emblématiques du territoire et développer l'agri et l'œnotourisme ;
6. Construire une démarche cohérente d'intégration de l'agriculture dans les projets d'aménagement.

Pour relever ces défis « de la fourche à la fourchette », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir la vitalité des acteurs locaux. En effet, le dynamisme des acteurs est un moteur essentiel du développement (économique, écologique et social) du territoire vers un système alimentaire durable. Chaque année, la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent au développement d'un système alimentaire durable. Pour aider ces partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets en 2020, en particulier dans le cadre de la crise sanitaire, il y a lieu de leur allouer des subventions suivant le tableau ci-dessous :

N° de dossier	Structure	Object de la structure	Projet	Montant proposé 2020
DEV-00083 2	<b>BEDE Biodiversité, Echanges et Diffusion d'Expériences</b>	Association d'intérêt général pour soutenir l'autonomie semencière des agricultures paysannes. Elle joue un rôle d'interface entre les savoirs des paysans et la communauté scientifique. BEDE élabore des outils pédagogiques et édite des documents d'analyse touchant aux enjeux de la biodiversité cultivée.	Soutien aux actions de recherches collaboratives proposées par un collectif de la société civile de la métropole dans le cadre d'un projet pilote de la boutique des sciences de la maison des Sciences de l'Homme de Montpellier ; Comment nourrir les territoires par une agroécologie Paysanne en 2050 ; Coordination d'un projet de recherche impliquant un collectif paysan du Lodevois-Larzac, un laboratoire de l'Inrae (umr eco&sol) et un laboratoire du Cirad (agap) sur l'adaptation des variétés paysannes d'oignon.	2 500 €
PDV-00027 9 PDV-00028 0	<b>Solidarité Dom Tom</b>	Contribuer à la protection et à la promotion des agricultures paysannes en soutenant les initiatives d'une gestion respectueuse du vivant par un travail d'information et de mise en réseau.	Projet BIEN MANGER C'EST VIVRE : développement de l'épicerie sociale qui existe depuis 2004, afin de permettre à des personnes en situation très précaire d'avoir accès à des denrées alimentaires et produits d'hygiène du quotidien à bas coût. Bénéficiaires : 270 familles soit 829 personnes en 2018.	3 000€

Soit un total de 5 500 euros.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- d'approuver les termes des conventions ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146585-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION DE PARTENARIAT 2020 MMM+bede
- Solidarite-Dom-Tom-2020-Avenant-Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**HORS COMMISSION**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUNBOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Frédéric LAFFORGUE, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## **Hors commission - Modalités de réunion à distance du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'Etat d'Urgence Sanitaire - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire offre la possibilité aux collectivités territoriales et à leurs groupements d'organiser les réunions de leur assemblée délibérante en audio ou visioconférence, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19. Pour ce faire, il convient préalablement de déterminer et de valider par délibération les modalités d'identification des participants à la réunion, d'enregistrement et de conservation des débats et les modalités de scrutin.

### **Les modalités d'identification des participants à la réunion :**

Il est proposé de faire appel au prestataire UBIC, proposant une solution cumulant le système de visioconférence StarLeaf et le système de vote électronique QuizzBox – prestataire déjà sollicité à l'occasion des votes secrets des précédents Conseils en présentiel. Cette solution requiert une connexion Internet et ne nécessite pas l'installation d'un logiciel sur le poste informatique de l'utilisateur.

Le lien StarLeaf de la réunion a été communiqué, avec la convocation à la séance, à chaque conseiller métropolitain qui dispose ainsi d'une connexion au salon de discussion, où il peut s'identifier par son nom et prénom. L'usage de la vidéo permet à chacun de constater l'identité des intervenants.

Un appel sera réalisé à l'ouverture de la séance comme cela est le cas en présentiel.

Cet appel vaut identification des participants. Il n'est pas procédé à un autre appel au cours de la séance.

Par ailleurs, le prestataire QuizzBox génère pour chaque affaire inscrite à l'ordre du jour un document identifiant les élus s'étant connectés pour activer la procédure de vote électronique.

Des référents Starleaf et QuizzBox seront présents pour accompagner le Président de Montpellier Méditerranée Métropole pendant toute la séance. Ils assureront la gestion technique de la séance (prises de paroles, affichage, réglages, ouverture et clôture des votes, affichages des résultats).

### **Les modalités d'enregistrement et de conservation des débats :**

Cette visioconférence sera retranscrite en direct sur le site de la collectivité, via la plateforme *YouTube*. Cette rediffusion assure la publicité de la séance puisque les citoyens et journalistes disposent ainsi de la possibilité de suivre et de rendre compte de la séance et des débats.

Comme pour les Conseils en présentiel, la vidéo restera consultable par le même biais ultérieurement à la séance. Un enregistrement audio est également effectué et conservé. Les élus, étant présents dans le cadre de leur mandat électif, ne peuvent refuser d'être filmés ou enregistrés.

Un compte-rendu et un procès-verbal de la séance seront réalisés. Les délibérations originales seront tenues en registre, sur lequel sont également reportés la convocation, les présences, les pouvoirs et le sens des votes. Ce registre constitue une archive.

### **Les modalités de scrutin :**

Il est proposé l'usage de la solution de vote électronique QuizzBox, paramétrée en scrutin public.

En amont de la séance, chaque élu a reçu par e-mail l'ensemble des éléments nécessaires à ce vote (lien de connexion, identifiants individuels, note explicative de la solution). Une phase de test de la solution a également été proposée en amont de la séance aux élus qui le souhaitaient, afin de s'approprier la procédure.

Ce vote électronique offre les mêmes possibilités de vote que le vote à main levée, prise en compte des procurations et des refus de prendre part au débat et au vote compris.

Un élu souhaitant quitter la séance (et éventuellement donner son pouvoir à un autre élu) devra demander la parole et le signifier au Président de séance. Le technicien Quizzbox se chargera d'impacter en réel la procuration sur le nouvel élu. Une confirmation sera sollicitée par le Service Assemblées et Vie des Institutions après la séance.

### **Proposition de modification ponctuelle du règlement intérieur de l'Assemblée :**

Compte tenu des modalités d'organisation particulière induite par la tenue d'un Conseil en visioconférence, il est proposé pour ce Conseil comme pour l'ensemble des Conseils en visioconférence ultérieurs, d'intégrer les éléments exposés ci-dessus au règlement intérieur de l'Assemblée.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les modalités d'identification des participants à la réunion, d'enregistrement et de conservation des débats et les modalités de scrutin tels que définis dans cette délibération ;
- d'approuver la modification ponctuelle du règlement intérieur de l'Assemblée ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20201123-149306-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

# **Hors commission - Epidémie de Covid-19 - Dispositif d'aide au paiement des loyers et redevances pour le mois de novembre à destination des entreprises occupants des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole comme tous les territoires est confrontée à une crise sanitaire et économique sans précédent depuis le mois de mars 2020 avec des conséquences importantes pour son tissu économique.

En tant qu'interlocuteur majeur du monde économique, Montpellier Méditerranée Métropole met en place des mesures économiques exceptionnelles, afin de limiter l'impact de la crise, en complémentarité des aides gouvernementales et régionales. Ces mesures sont adaptées en fonction de la situation et des besoins spécifiques identifiés pour opérer de manière efficiente.

Durant cette période de crise sanitaire et économique, il est plus que jamais nécessaire de soutenir le tissu économique du territoire qui subit une chute brutale de l'activité dans la plupart des secteurs depuis le mois de mars et qui touche particulièrement les petites et moyennes entreprises.

Au-delà d'un fond d'aide exceptionnel pour le paiement des loyers mis en place à destination des entreprises occupant des locaux du parc privé, la Métropole souhaite également soutenir et accompagner les entreprises occupantes de ses bâtiments à vocation économique, particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et par les mesures prises pour limiter cette propagation.

La Métropole propose ainsi de mettre en place une aide à l'immobilier d'entreprise correspondant au montant du loyer ou de la redevance du mois de novembre 2020 hors charges dus pour l'occupation des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette aide sera valorisée sous la forme d'une exonération de loyer hors taxes et hors charges sur la période en cours ou sur la période suivante si les sommes ont déjà été perçues.

Cette aide sera plafonnée à un montant maximum de 5 000 € TTC/mois

Ne sont pas concernés par ce dispositif d'aide à l'immobilier les titulaires d'un titre d'occupation conféré par un contrat de la commande publique, les concessionnaires et délégataires de service public de la Métropole, les sociétés sportives au sens des articles R.122-1 et suivants du Code du sport, ainsi que les occupants du domaine public immatériel de la Métropole. Dans le cas où la redevance d'occupation est scindée en une part fixe et une part variable, seule la part fixe est prise en charge au titre de la présente aide.

Ce dispositif s'appuie sur :

- les articles L.1511-3 et R.1511-4 à R.1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise,
- le Code du Sport, notamment ses articles R.122-1 et suivants relatifs aux sociétés sportives,
- le Code de commerce et notamment ses articles L.611-1 et suivants relatifs aux entreprises en difficulté,
- l'article L.130-1 du Code de la sécurité sociale,
- la Communication de la Commission européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 n°2020/C911/01, et notamment son paragraphe 3.1. relatif aux aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 € le seuil des aides dites *de minimis*,
- la Recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises,
- le Décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique.

Les locataires des bâtiments métropolitains remplissant les conditions visées ci-dessous bénéficieront d'une aide à l'immobilier d'entreprise correspondant au montant du loyer hors charges du mois de novembre 2020 dus pour l'occupation des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette aide sera valorisée sous la forme d'une exonération de loyer hors charges sur la période en cours ou sur la période suivante si les sommes ont déjà été perçues. Cette aide sera plafonnée à un montant maximum de 5 000 € TTC/mois.

Les occupants du domaine public métropolitain remplissant les conditions visées ci-dessous bénéficieront d'une aide à l'immobilier d'entreprise correspondant au montant de la redevance hors charges du mois de novembre 2020 dues pour l'occupation des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Ne sont pas concernés par ce dispositif d'aide à l'immobilier les titulaires d'un titre d'occupation conféré par un contrat de la commande publique, les concessionnaires et délégataires de service public de la Métropole, les sociétés sportives au sens des articles R.122-1 et suivants du Code du sport, ainsi que les occupants du domaine public immatériel de la Métropole. Cette aide sera valorisée sous la forme d'une exonération de loyer ou redevance hors charges sur la période en cours ou sur la période suivante si les sommes ont déjà été perçues. Dans le cas où la redevance ou le loyer d'occupation est scindée en une part fixe et une part variable, seule la part fixe est prise en charge au titre de la présente aide. Cette aide sera plafonnée à un montant maximum de 5 000 € TTC/mois.

Peuvent bénéficier des aides, les personnes physiques et morales de droit privé régulièrement autorisées par Montpellier Méditerranée Métropole à exercer une activité économique au sein de ses locaux et/ou sur la voirie métropolitaine et répondant aux conditions ci-après :

1° Ne pas avoir perçu l'aide au paiement du loyer à destination des entreprises occupant des locaux du parc privé mise en place par Montpellier Méditerranée Métropole. Si un dossier de demande d'aide au paiement du loyer du parc immobilier privé a été déposée, elle devra faire l'objet d'une renonciation expresse de la part de l'entreprise qui souhaite bénéficier de la présente aide.

2° Être à jour du paiement des appels de loyers ou titres de recettes émis avant le 1- juin 2020 relatifs aux loyers ou redevances dus à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de l'autorisation d'exercer une activité économique au sein des locaux et/ou espaces. Cette condition s'apprécie à la date de publication de la présente délibération.

A la date d'ouverture de l'état d'urgence sanitaire, être à jour de leurs obligations sociales et fiscales au sens de l'article R.1511-4-2 du Code général des collectivités territoriales, et ne pas être sous le coup d'une des procédures prévues par les articles L.611-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux entreprises en difficulté.

3° Ne pas dépasser un des trois seuils définissant la catégorie des PME au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 et du décret n° 2008-1354. Ces seuils sont calculés sur la base des chiffres et effectifs de l'entreprise occupante auxquels viennent s'ajouter les chiffres et effectifs de toutes les personnes physiques et morales détenues par elle ou dont elle dépend, de façon directe ou indirecte, ce qui comprend notamment le cas des succursales et holdings.

4° Ne pas avoir perçu plus de 800 000 euros d'aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux sur les trois derniers exercices.

Ne sont pas concernées par ce dispositif d'aide les associations loi 1901 ainsi que les autorisations consenties à des fins de publicité (enseignes et pré-enseignes comprises).

L'attribution des aides fera l'objet d'une convention entre chaque occupant et Montpellier Méditerranée Métropole. Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative jugée utile afin de vérifier que les conditions d'octroi de la subvention sont remplies.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les conditions d'exonérations de loyers et redevances des occupants des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'approuver les termes des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et le bénéficiaire autorisant le versement d'une aide au paiement du loyer du mois de novembre 2020 ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative jugée utile afin de vérifier que les conditions d'octroi de la subvention sont remplies ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Hind EMAD, Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-149623-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention aide aux loyers occupants 3M novembre 2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

# Hors commission - Chaire Internationale sur les usages et les pratiques de la Ville Intelligente "Cit Us" - Renouvellement de la convention et de la collaboration de recherche dédiée à l'acceptabilité de l'innovation - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Le numérique, puissant ressort pour penser l'action publique dans une perspective de maîtrise d'usage, doit permettre de garantir au citoyen une meilleure qualité de vie. La Cité intelligente renforce ainsi la dynamique d'innovation, notamment en matière d'adaptation au changement climatique et contribue activement au développement économique durable du territoire. En partenariat avec les entreprises, les universités, les organismes de recherche et opérateurs d'État, Montpellier Méditerranée Métropole développe des solutions numériques pour améliorer les services et applications en direction de ses citoyens et usagers.

Par délibération n°M2019-35 du Conseil de Métropole en date du 31 janvier 2019, le partenariat entre la Métropole et la « Chaire internationale sur les usages et pratiques de la ville intelligente » (cit.us) qui réunit la ville de Montréal, l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et l'Institut Montpellier Management (IMM) de l'Université de Montpellier ainsi que des industriels a été lancé.

L'Université du Québec à Montréal (UQAM) est une université publique de langue française dont le rayonnement est international. L'originalité et les caractéristiques propres de ses programmes, sa recherche de pointe souvent axée sur les préoccupations sociales ainsi que ses innovations en création ont contribué à bâtir sa renommée. L'UQAM connaît un rayonnement international que ce soit en Europe, en Afrique, en Asie ou en Amérique du Sud. Classée 6<sup>ème</sup> Top Business School selon Eduniversal, l'ESG UQAM collabore déjà à l'international avec plus d'une centaine de partenaires universitaires notamment pour l'échange d'étudiants. La chaire internationale sur les usages et pratiques de la Ville intelligente a été officiellement validée par la commission des études et le Conseil d'administration de l'UQAM pour la période 2020-2025. La Ville de Montréal s'est engagée à assurer un financement de 100 000 \$ par an pendant 5 ans, soit 500 000 \$ pour un mandat de 5 ans.

L'Institut Montpellier Management (IMM) de l'Université de Montpellier est composé du Montpellier Management (MOMA) qui regroupe plus de 60 formations diplômantes et près de 90 enseignants et enseignants chercheurs, 5 équipes de recherche et 4 chaires, et du Montpellier Recherche en Management (MRM), l'un des plus grands laboratoires français en management responsable et innovation (acteurs, connaissances et marchés) avec plus de 200 chercheurs. La Chaire internationale sur les usages et pratiques de la ville intelligente est une chaire partenariale du Laboratoire d'Excellence (Labex) Entreprendre.

La Chaire internationale sur les usages et pratiques de la ville intelligente qui rassemble aujourd'hui 15 enseignants-chercheurs et 5 doctorants est un pôle d'expertise transversal dédié à la description, explication et prédiction des nouveaux usages de la ville intelligente et des impacts d'un milieu de vie, « serviciel » et connecté sur les pratiques citoyennes. Cette chaire s'intéresse aux perceptions, attitudes et comportements des résidents-usagers vis-à-vis des services et des solutions qui leur sont proposés au cœur de leur vie quotidienne.

Comment les usages de ces services évoluent-ils dans le temps? Peut-on parler d'engagement des citoyens dans leur ville et d'appropriation de ces services, ou au contraire génèrent-ils des résistances, de la « réactance » ou encore du détournement chez les usagers? Quels sont les impératifs en matière de transparence (data), de respect de la vie privée et d'expérience utilisateur (UX)? etc.

Cette première année d'activité a été consacrée au développement des recherches fondamentales, « recherches actions » et rapports d'expertise autour des principaux axes de réflexion que sont :

- La citoyenneté et l'inclusion numérique ;
- L'habitat ;
- La mobilité et la logistique urbaine ;
- L'alimentation, l'agriculture urbaine ;
- La santé ;
- La transformation numérique ;
- L'acceptation sociale de l'innovation ;
- La médiation culturelle ;
- le tourisme.

Parallèlement à ces axes, une prise en compte transversale de deux aspects fondamentaux est également considérée :

- La durabilité et les comportements à impacts positifs ;
- Les données personnelles et la sécurité numérique (transparence).

La Métropole collabore étroitement avec la Chaire : la ville intelligente et ses problématiques sont intégrées aux cours dispensés aux étudiants de masters et des étudiants travaillent sur des projets réels en étroite collaboration avec des acteurs du territoire.

Citons quelques un d'entre eux :

- Le projet de véhicule autonome de logistique avec le Groupe la Poste, le leader européen de transport sous température dirigé STEF et le pôle de compétitivité CARA : Recherche fondamentale sur l'acceptation sociale de l'innovation / Le bien-être au travail des livreurs / la logistique urbaine ;
- L'application Fabre & the City- saison 1 & 2 ;
- Le label d'art et Histoire ;
- Appel à projets innovants Cité intelligente ; Accompagnement dans l'organisation de l'appel à projet et rédaction de la grille d'évaluation des projets ; Participation des étudiants et de membres de la chaire aux jurys de sélection des projets ;
- E-administration et inclusion ;
- La propreté dans la ville : Proposition de nudges et de campagne de communication pour changer les comportements ;
- Le monde d'après ou la ville résiliente : Mise en image de la ville après le confinement ;
- L'habitat et l'espace intime post confinement : Mise en place d'une étude qualitative complémentaire.

La chaire a aussi développé des outils d'analyse comme le Baromètre des Usages et Pratiques de la ville intelligente qui a vocation à être réitéré et développé chaque année. Il est proposé de poursuivre le partenariat avec la Chaire universitaire Cit'us, acteur essentiel de l'écosystème local et contribuant au rayonnement international à travers une convention de partenariat et collaboration de recherche autour des enjeux suivants :

- bénéficier d'un travail de veille continu afin de repérer et collecter les informations disponibles pertinentes à jour et fiables sur les usages de la ville intelligente, au niveau professionnel et académique ;
- défricher des sujets pionniers ;
- renforcer la compréhension de la Métropole sur les attentes sociales et sociétales en termes d'innovation et l'acceptabilité des projets innovants ;
- renforcer les échanges d'expertise entre la collectivité, la recherche et la formation ;
- renforcer la visibilité de la Métropole sur les questions de smart city.

Cette convention comprendra 2 volets, l'un sur la collaboration et les échanges croisés avec la Chaire et l'autre sur la collaboration de recherche dédiée à l'acceptabilité de l'innovation, avec un cas appliqué sur les véhicules autonomes. Montpellier Méditerranée Métropole compte parmi les 13 territoires retenus dans le cadre du programme SAM, Sécurité et Acceptabilité de la conduite et de la mobilité autonome. SAM est un programme d'expérimentation national qui va permettre de construire un bien commun sur le véhicule autonome afin de définir les règles pour l'homologation des véhicules autonomes. Il est à souligner que Montpellier est le seul territoire en France retenu à l'échelon national sur la thématique du transport de marchandises.

A travers cette convention, il s'agira notamment de :

- Réaliser une netnographie recensant les réactions que suscite les droïdes autonomes (commentaires sur des articles de presse, tweets, posts sur les réseaux ...). Le but de cette netnographie étant de recenser et d'analyser les signaux faibles émis autour du droïde (discours dominants, discours émergents, points de tension, sources de résistances ...) ;
- Réaliser des entretiens qualitatifs afin d'approfondir les éléments clés de la netnographie ;
- Réaliser une enquête quantitative (expérimentation in vivo) visant à mesurer l'acceptabilité sociale des véhicules autonomes de logistique urbaine par les usagers de la ville et à déterminer leurs conditions d'acceptabilité auprès des parties prenantes ;
- Livrer l'état de l'acceptabilité sociale et la compréhension des enjeux sur les projets d'innovation, à partir de cette étude de cas.

Montpellier Méditerranée Métropole apportera son soutien financier à l'Université de Montpellier, pour la

réalisation du projet à hauteur de 90 000 € TTC pour une durée de 2 ans dans le cadre de la signature d'une convention de partenariat.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier ;
- d'autoriser le versement de 90 000 € TTC à l'Université de Montpellier ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906, ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148485-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention chaire 2020 conseil.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle mandature, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

<b>ORGANISME</b>	<b>CANDIDATURES PROPOSÉES PAR MONSIEUR LE PRÉSIDENT</b>
Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA)	Hind EMAD
Maison de Montpellier à Chengdu	Clare HART Cyril MEUNIER
Opéra et Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée	Remplacement de Fanny DOMBRE-COSTE par Michaël DELAFOSSE
Sites et Cités	Eric PENSO (titulaire) Boris BELLANGER (suppléant)
Collège Le Bérange Baillargues	Séverine MONIN
Collège Frédéric Bazille Castelnau le Lez	Nathalie LEVY (titulaire) Julien MIRO (suppléant)
Collège Les Pins Castries	Eliane LLORET
Collège François Mitterrand Clapiers	Eric PENSO
Collège Ray Charles Fabrègues	Jacques MARTINIER
Collège Pierre Mendès-France Jacou	Renaud CALVAT
Collège Georges Brassens Lattes	Florence AUBY

Collège de la Voie Domitienne Le Crès	Stéphane CHAMPAY
Collège Frédéric Mistral Pérois	Jean-Pierre RICO (titulaire) Bernadette CONTE-ARRANZ (suppléante)
Collège Marie Curie Pignan	Michelle CASSAR
Collège Louis Germain Saint Jean de Védas	François RIO
Collège Les Salins Villeneuve les Maguelone	Serge DESSEIGNE
Lycée Georges Pompidou Castelnau le Lez	Nathalie LEVY Julien MIRO
Lycée professionnel agricole Honoré de Balzac Castelnau le Lez	Julien MIRO
Lycée polyvalent Jean-François Champollion Lattes	Lionel LOPEZ

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver la désignation des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146635-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Hors commission - Composition des commissions métropolitaines - Modification - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Au regard des diverses demandes reçues depuis le Conseil de Métropole du 12 octobre 2020, et conformément aux dispositions des délibérations n°M2020-325 et M2020-326, il convient de mettre à jour la composition des commissions. Les tableaux figurant en annexes sont modifiés en ce sens.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les compositions des commissions telles qu'annexées ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146633-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Tableau des commissions- conseil NOVEMBRE VD .pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Hors commission - Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
  - 2° De l'approbation du compte administratif ;
  - 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
  - 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
  - 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
  - 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
  - 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.
- Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, avait pris des dispositions au printemps 2020 afin de mettre en place un mécanisme d'aide aux loyers pour soutenir l'économie ; le dispositif étant reconduit avec un règlement adopté par délibération, il est proposé, pour plus de réactivité, de passer par décision les conventions individuelles résultant de l'application de ce régime d'aides.

L'ensemble des autres délégations permanentes reste inchangé.

Il est donc proposé de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :



## 1. Patrimoine et domanialité :

- 1.1 arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 1.2 autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 1.3 décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- 1.4 décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- 1.5 autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- 1.6 approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- 1.7 accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- 1.8 agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- 1.9 autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- 1.10 autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions.
- 1.11 autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale.
- 1.12 déterminer à l'occasion de chaque opération, après concertation avec les intervenants, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances, sur le territoire des communes où il n'a pas été établi un règlement de voirie, conformément à l'article R.141-15 du Code de la Voirie Routière et dans l'attente de l'adoption d'un règlement de voirie métropolitain.
- 1.13 autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
  - autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
  - autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
  - autoriser la résiliation des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif.

## 2. Urbanisme

- 2.1 autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme ;
- 2.2 autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- 2.3 autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole.
- 2.4 autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
- 2.5 prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC, de conventions de

participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme ;

**2.6** approuver les périmètres de projet urbain partenarial (PUP) ainsi que la signature des conventions de projet urbain partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme.

### 3. Finances

**3.1** procéder, dans la limite des montants inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

- procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.

- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

**3.2** créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

**3.3** autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation ;

**3.4** autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

**3.5** attribuer les aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ).

**3.6 attribuer individuellement les aides aux loyers en application du règlement ad hoc adopté par le Conseil de Métropole dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.**

### 4. Commande publique

**4.1** prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

Cette délégation inclut la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige en matière de marchés publics, sans limitation de montant.

Pour assurer la gestion la plus fluide possible des marchés de plus faible montant, le Conseil Métropolitain accepte que pour les marchés publics de moins de 40 000 € HT, l'apposition directe de la signature sur le contrat par toute personne ayant reçu délégation du Président pour le faire vaille décision d'attribution.

**4.2** fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier

Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.3 prendre toute décision concernant les conventions d'études à intervenir avec le Syndicat Mixte Hérault Energies et la validation de leur montant, préalables à la réalisation de travaux sur les réseaux d'électricité et le cas échéant, en cas de travaux coordonnés, d'éclairage public et de télécommunications, des communes représentées par la Métropole au sein de cet établissement public intercommunal dans la limite de 5 000 € HT par étude ;

4.4 approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice

4.5 autoriser la passation de convention de transfert de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L 2422-12 du code de la commande publique, dans le cadre de l'exercice de la compétence « service public de défense extérieure contre l'incendie » ;

4.6 autoriser la passation de convention avec l'UGAP.

4.7 approuver tous les actes pour lesquels il est prévu dans l'exécution des contrats de délégation de service public conclus par la Métropole un accord préalable de cette dernière en tant qu'autorité concédante.

## 5. Personnel – élus

5.1 adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail ;

5.2 adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;

5.3 adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;

5.4 autoriser la signature des contrats de protection sociale complémentaire liés aux transferts d'agents communaux vers Montpellier Méditerranée Métropole ;

5.5 accorder la protection fonctionnelle aux élus qui en font la demande conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et des articles L.2123-34, L.2123-35, L.5217-7 et L.5215-16 du Code général des collectivités territoriales.

## 6. Contentieux

6.1 intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

6.2 régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

6.3 indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable.

6.4 autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance, dont le montant est supérieur à 5 000 €. *En dessous de ce montant, la signature de l'acceptation des indemnités par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision*

6.5 Hors les marchés publics dont la situation est régie à l'article 4.1 de la présente délibération, autoriser la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige, lorsque la somme à la charge de la Métropole objet du protocole est inférieure ou égale à 10 000 €.

## 7. Divers

7.1 autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et ce, sans condition d'aucune sorte ;

7.2 adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

7.3 autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement ;

7.4 autoriser la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole

*En dessous de 40 000 € HT, la signature de la convention par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision.*

7.5 autoriser la signature conventions de type PIG, POPAC, OPAH, Plan de Sauvegarde.

7.6 autoriser la signature de convention à intervenir avec les communes pour la gestion des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE).

7.7 autoriser la signature de convention opérationnelle de gestion environnementale de l'espace agronaturel.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l' élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales.

Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président telles que définies ci-dessus ;
- de déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés ;
- de dire que le Président pourra, par arrêté, déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, la signature de ces décisions et des actes subséquents à celles-ci à toute personne, élue ou agent de la Métropole, telle qu'autorisée par l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
- de dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148590-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

# **Hors commission - Chambre Régionale des Comptes Occitanie - Rapport d'observations définitives sur le contrôle des comptes et de la gestion de Montpellier Méditerranée Métropole - Exercices 2013 et suivants**

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'article L. 243-6 du Code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie concernant le contrôle des comptes et la gestion de Montpellier Méditerranée Métropole fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 23 novembre 2020. Le rapport est joint à la convocation adressée à chacun des membres du Conseil de Métropole et doit donner lieu à débat en séance.

Conformément aux dispositions de l'article L. 243-8 du Code des juridictions financières, il convient de noter que ce rapport d'observations définitives sera également transmis par la Chambre Régionale des Comptes Occitanie aux Maires des communes membres de la Métropole, immédiatement après la présentation en assemblée délibérante du 23 novembre 2020. Ce rapport devra être présenté par les Maires des communes membres dans leurs plus proches Conseils municipaux et donner lieu à débat.

Enfin, conformément aux dispositions de l'article L. 243-9 du Code des juridictions financières, Montpellier Méditerranée Métropole sera tenue de présenter, dans le délai d'un an à compter de la présentation de ce rapport à l'Assemblée, le bilan des actions entreprises à la suite des observations et recommandations formulées par la Chambre Régionale des Comptes.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- de prendre acte de l'inscription à l'ordre du jour de cette séance, du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie concernant le contrôle des comptes et la gestion de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de prendre acte de la transmission du rapport, joint à la présente affaire et à la convocation ;
- de prendre acte du débat relatif à ce rapport ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147662-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Rapport d'orientations définitives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport Spécial 2019 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michel ASLANIAN pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SERM.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, la SERM a remis son rapport spécial 2019 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

La SERM exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après.

En 2019, il conviendra de noter qu'aucune opération confiée à la SERM par Montpellier Méditerranée Métropole n'est concernée par ces prérogatives de puissance publique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le rapport spécial 2019 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SAEML SERM ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147950-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Hors commission - Organismes extérieurs - Société publique locale (SA3M) - Rapport Spécial 2019 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter au sein de la présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de SA3M.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales et Sociétés publiques Locales, la société SA3M a remis son rapport spécial 2019 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

La SA3M exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après.

En 2019, il conviendra de noter qu'aucune opération confiée à la SA3M par Montpellier Méditerranée Métropole n'est concernée par ces prérogatives de puissance publique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le rapport spécial 2019 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SPL SA3M ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Cyril MEUNIER.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147956-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUNBOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Frédéric LAFFORGUE, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## Hors commission - Adoption du procès-verbal du 12 octobre 2020

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le procès-verbal est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 12 octobre 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-150276-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PV C3M 12.10.20.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## RESSOURCES



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Frédéric LAFFORGUE, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## Ressources - Épidémie de Covid-19 - Report du versement de la Taxe de Séjour - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La délibération n°14854 du 27 septembre 2017 prévoit notamment que le reversement de la taxe collectée se fait par trimestre avant le 15 du mois suivant la fin du trimestre, soit :

- avant le 15 avril, pour les taxes perçues du 1er janvier au 31 mars ;
- avant le 15 juillet, pour les taxes perçues du 1er avril au 30 juin ;
- avant le 15 octobre, pour les taxes perçues du 1er juillet au 30 septembre ;
- avant le 15 janvier de l'année suivante, pour les taxes perçues du 1er octobre au 31 décembre.

Face à l'état d'urgence sanitaire, la décision n°MD2020-324 a reporté le reversement du premier et du deuxième trimestre 2020 au 15 octobre 2020, date qui correspond à l'échéance de paiement du troisième trimestre.

Pour répondre aux nouvelles mesures sanitaires liées au reconfinement, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé un vaste plan de mesures concrètes en soutien aux entreprises. Parmi elles, le report du reversement de la Taxe de Séjour constitue une mesure de nature à soulager la trésorerie des acteurs du secteur touristique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le report de la date limite du reversement de la Taxe de Séjour collectée au titre du troisième et quatrième trimestre 2020 au 15 avril 2021 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN, M. Mikel SEBLIN.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148738-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Frédéric LAFFORGUE, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## **Ressources - Institution et répartition de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) - Approbation**

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'article 256 de la loi de finances pour 2020 a modifié les règles relatives à la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC). L'article L.5211-28-4 du Code Général des Collectivités Territoriales vient définir les nouvelles règles encadrant l'institution et la répartition de cette dotation dont le montant est fixé par le Conseil de Métropole.

La répartition de la Dotation de Solidarité Communautaire entre les communes est effectuée selon plusieurs critères :

- L'écart de revenu par habitant de la commune par rapport au revenu moyen par habitant de l'EPCI ;
- L'insuffisance du potentiel fiscal (ou financier) par habitant de la commune par rapport au potentiel fiscal (ou financier) par habitant de l'EPCI.

Ces deux critères sont obligatoires et doivent être pondérés par le poids de la population communale dans la population totale de la Métropole. En outre, ils doivent justifier au moins 35 % de la répartition du montant total de la DSC.

Ces critères obligatoires ont pour objectif d'orienter la dotation de solidarité communautaire vers les communes qui peuvent mobiliser peu de ressources fiscales que ce soit par la situation économique de leurs habitants ou par la faiblesse de leurs bases d'imposition.

D'autres critères peuvent être fixés librement par le Conseil de Métropole. Néanmoins, un critère facultatif ne peut peser davantage que la somme des deux critères obligatoires.

Deux critères facultatifs sont proposés :

- L'écart de la part des logements sociaux de chaque commune par rapport au taux de logements sociaux de l'EPCI. Ce critère est proposé à hauteur de 20 % dans l'attribution de la DSC ;
- L'écart de la part de la population âgée de 3 à 16 ans par rapport au poids de cette population jeune sur l'EPCI. Ce critère est proposé à hauteur de 10 % dans l'attribution de la DSC.

En conséquence, la pondération proposée se décline comme suit :

- Potentiel financier par habitant : 35%
- Revenu moyen par habitant : 35 %
- Poids des logements sociaux : 20 %
- Poids de la population âgée de 3 à 16 ans : 10 %

L'ensemble des données utilisées pour le calcul de la répartition sont issues des fiches DGF de l'année N fournies par la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL).

La répartition de la Dotation de Solidarité Communautaire selon les critères proposés ci-dessus s'effectuera chaque année sur le produit inscrit au budget.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'instituer une Dotation de Solidarité Communautaire et d'en fixer son montant à 1 000 000 € au titre de la DSC 2020 ;
- d'adopter les critères de répartition définis ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-149036-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Frédéric LAFFORGUE, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES



## Ressources - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Révision - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code général des collectivités territoriales (article L.5217-10-7), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Par délibération n° M2020-102 du 31 juillet 2020, la Métropole a par ailleurs actualisé son règlement budgétaire et financier, consacré notamment à la gestion en AP/CP.

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil de Métropole par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 1<sup>er</sup> octobre 2020 à 1 094 033 997 € sur le budget principal, 479 262 060 € sur le budget annexe transport et 155 563 640 € sur le budget annexe assainissement.

### Révision des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre de la Décision modificative n°1 de 2020 :

Il est proposé la révision d'AP suivante :

#### **BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF : en euro HT**

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEU- REMENT VOTEE	VARIATION AP EN DM1 2020	AP TOTALE 2020
M19STEP03	STEP MURVIEL	1 884 325	220 000	2 104 325

La répartition des CP serait la suivante :

<b>PROGRAMME</b>	<b>LIBELLE PROGRAMME</b>	<b>Réalisé au 31/12/2019</b>	<b>CP 2020</b>	<b>CP 2021</b>	<b>CP 2022</b>
<i>M19STEP03</i>	<i>STEP MURVIEL</i>	<i>183 697</i>	<i>1 817 617</i>	<i>100 000</i>	<i>3 011</i>

Les AP inchangées (détaillées en annexe) sont les suivantes :

# BUDGET PRINCIPAL :

<b>PROGRAMME</b>	<b>LIBELLE PROGRAMME</b>	<b>AP VOTEE</b>
AMECEB16	Aménagement Cadoule et Béranger 2016	3 577 142
AMELIT16	Aménagement Littoral 2016	6 087 183
AMEMTP16	Aménagement Montpellier 2016	23 300 381
AMEPEG16	Aménagement Piémonts et Garrigues 2016	2 894 914
AMEPLO16	Aménagement Plaine Ouest 2016	2 203 351
AMEVDL16	Aménagement Vallée du Lez 2016	4 285 041
CULACC01	ACCESSIBILITE CULTURE	7 349 718
CULALG01	MOCO	22 500 000
CULCRR01	CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL	43 250 000
CULFAB01	RESTAURATION OEUVRES MUSEE FABRE	1 628 945
CULIFZ17	INTEGRATION MEDIATHEQUE FELLINI A ZOLA	6 200 000
CULMED01	MEDIATHEQUE CASTELNAU	5 630 000
DEAFAB18	FABREGUES protection Coulaou	4 915 000
DEAGRA18	GRABELS protection Rieumassel	3 600 000
DEALAT18	Lattes protection basse vallée Mosson	3 591 000
DEASHV18	Schéma hydraulique du Verdanson	7 000 000
DEASHD18	Schéma hydraulique Verdanson pont via Domitia	120 000
DEEESR01	CPER/ESRI UNIVERSITE ET PARTENARIATS	11 803 080
DEEPMI17	PACTE MEDITERRANEEN D'INNOVATION MONTPELLIER CAPITAL SANTE	3 590 000
DMOVE18	Vélo Station Gare Saint-Roch	840 000
DPVDEC18	Modernisation parc déchèteries Métropole	6 972 000
DPVDTR18	Extension renov centre tri DEMETER	20 175 396
DRICIN18	Cité intelligente	7 110 000
DRIEXT18	Extension du SDAN	3 333 333
DUHCNM01	CONTOURNEMENT NIMES MONTPELLIER	80 838 298
DUHESR01	CPER/ESRI LOGEMENT ETUDIANT	2 554 043
DUHP1E18	Aides à la pierre sur fonds propres	16 800 000
FONAMU03	OPERATIONS D'AMENAGEMENT A VOCATION ECO	23 671 102
FONAMU04	ROUTE DE LA MER	28 891 327
FONAMU05	Acquisitions foncières	41 798 083
M18CIME01	Création d'un cimetière intercommunal	44 400 000
M18CTEC01	Création d'un Centre technique métropolitain pour le pôle plaine Ouest	2 700 000

M18SBRN01	Aménagement av Nîmes à St-Bres	1 620 000
M18VEHI01	Mise à niveau parc véhicules DAT	4 108 516
M19CARR01	AMENAGEMENT DE CARREFOUR RD610/RD24E2 AU DROIT DE LA ZAC DES CHATAIGNIERS	1 700 000
M19FRTC01	HALLE FRENCH TECH CAMBACERES	6 900 000
M19JTOU01	JALONNEMENT TOURISTIQUE	2 280 000
M19LIHT01	ENFOUISSEMENT LIGNES HT	12 043 794
M19METH01	DERNIERE PHASE USINE METHANISATION	2 475 962
M19OUVA01	Reprise des rampes de l'ouvrage d'art de l'aéroport	1 050 000
M19TRVS01	TRAVERSE DE SUSSARGUES	2 300 000
M19TRVS02	TRAVERSE DE RESTINCLIERES	1 760 000
M19LITT01	PRESERVATION DU LITTORAL	1 000 000
M19TRD501	TRAVAUX RD5 COURNONSEC	3 900 000
M19FRA709	FRANCHISSEMENT A709	11 701 797
M19VELO01	MODES ACTIFS VELOURUTION	650 000
M20MOAC01	MOBILITES ACTIVES	150 000 000
M20NPRU02	NPRU MOSSON CONCESSION	97 212 500
M20NPRU01	NPRU CEVENNES CONCESSION	27 325 600
M20ASSA01	ACQUISITION FONCIERE DEMOLITION TOUR D'ASSAS	3 252 000
M20PDSC01	PLAN DE SAUVEGARDE CEVENNES	1 715 000
M20CDMO01	OPAH COPROPRIETES DEGRADEES MOSSON	1 215 000
M20AAGV01	AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE PROGRAMME 2020-2023	22 000 000
M20SECU01	AMELIORATION DE LA SECURITE ROUTIERE	2 700 000
M20RDRM01	DESSERTE DE L'ARENA SUD DE FRANCE - LEVADES	1 826 000
M20RDRM02	OUVRAGE D'ART - RM62 - GRAU DE PEROLS	1 030 000
M20RDRM03	RD612 AMENAGEMENT ENTREE OUEST DE MONTPELLIER	2 030 000
M20RDRM04	RD613 - RD24E2 - GIRATOIRE ET BARREAU - ZAC DES CHATAIGNIERS	1 800 000
M20RDRM05	RM610 - AMENAGEMENT URBAIN - TRAVERSEE DE VENDARGUES	1 208 000
M20RDRM07	RD66 - REPRISE DES RAMPES EST DE L'OUVRAGE DE FREJORGUES	1 506 000
M20DASS01	CONCESSION DASSAULT 2EME EXTENSION	1 999 540
M20LAUZ01	MANDAT REQUALIFICATION LAUZE EST	9 167 971
M20LAUZ02	CONCESSION LAUZE EST	4 206 000
M20MART01	CONCESSION CHARLES MARTEL EXTENSION	2 370 000
M20NPAE01	NOUVEAU MANDAT PARCS D'ACTIVITE ECONOMIQUES	1 500 000
M20MUSI01	INSTRUMENTS DE MUSIQUE DU NOUVEAU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL	1 600 000
MGBSUR18	Travaux sûreté siège Métropole	456 000
MGBRES18	Raccordement réseaux électriques Mtp SRU	1 000 000
NETMTP16	Environnement Montpellier 2016	6 323 245
NETVDL16	Environnement Vallée du Lez 2016	15 417
SPOACC01	SPORTS ACCESSIBILITE EQUIPEMENTS	5 812 903
SPOCNN18	Réhabilitation Centre Nautique Neptune	14 240 000
SPOPAR01	Parc multiglisse Gérard Bruyère à Baillargues	14 000 000

SPOPIS02	PISCINE HERACLES	12 160 236
TRAGSR01	GARE SAINT ROCH	6 645 100
VOICEB16	Voirie Cadoule et Béranger 2016	15 711 562
VOILIT16	Voirie Littoral 2016	20 804 860
VOIMTP16	Voirie Montpellier 16	109 451 843
VOIPEG16	Voirie Piémonts et Garrigues 2016	15 602 504
VOIPLO16	Voirie Plaine Ouest 16	19 648 826
VOIVDL16	Voirie Vallée du Lez	19 318 484
Somme :		1 094 033 997

### BUDGET TRANSPORT :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP VOTEE
M19EXTLI1	EXTENSION LIGNE 1 TRAMWAY	36 937 779
M19ACCM01	SCHEMA DIRECTEUR ACCESSIBILITE MOBILITES	1 650 000
M19NBUS01	ACQUISITION DE NAVETTES ET BUS	22 582 000
M19TRAML5	LIGNE 5 DE TRAMWAY	418 092 281
Somme :		479 262 060

### BUDGET ASSAINISSEMENT :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP VOTEE
SDARES01	RESEAUX INTERCEP EST AMONT & POMPIGNANE	20 841 950
SDASTR03	STEP SUSS-ST GENIES & COUNONTERRAL	9 990 165
M19STEP02	STEP SAINT-GEORGES D'ORQUES 9700 EH	2 902 800
M19MAERA01	EXTENSION STEP MAERA	110 364 500
M19MAERA01	RES PRIM MAERA PR ARTIS ET ETUDE	4 280 000
M19MAERA01	RES PRIM MAERA CHOLET MAS STPIERRE	3 179 400
M19MAERA01	RES PRIM MAERA DO VERDANSON	2 120 500
Somme :		153 679 315

Le montant total des Autorisations de programme s'élèverait en conséquence à 1 094 033 997 € sur le budget principal, 479 262 060 € sur le budget annexe transport et 155 783 640 € sur le budget annexe assainissement.

### En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la révision de l'autorisation de programme mentionnée ci-dessus,
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148739-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Frédéric LAFFORGUE, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## Ressources - Budget 2020 - Décision Modificative n°1 - Budget principal - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2020, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget Principal.

La Décision Modificative du Budget Principal s'équilibre à **12 960 805,53 euros en fonctionnement** et à **-27 519 643,22 euros en investissement** et se présente de la façon suivante :

### BUDGET PRINCIPAL – FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	-926 247,61		-926 247,61
931	Sécurité	-155 872,00		-155 872,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-1 641 550,00		-1 641 550,00
934	Action sociale	-16 500,00		-16 500,00
935	Aménagement des territoires et habitat	-131 929,70		-131 929,70
936	Action économique	238 834,14		238 834,14
937	Environnement	-376 645,45		-376 645,45
938	Transports	-1 396 426,98		-1 396 426,98
940	Impositions directes	-18 305,62		-18 305,62
943	Opérations financières	-1 500 000,00		-1 500 000,00
946	Transfert entre les sections		1 022 400,00	1 022 400,00
953	Virement à la section d'investissement		17 863 048,75	17 863 048,75
<b>Total</b>		<b>-5 924 643,22</b>	<b>18 885 448,75</b>	<b>12 960 805,53</b>

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	154 104,25		154 104,25
931	Sécurité	4 336,00		4 336,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	263 338,94		263 338,94
935	Aménagement des territoires et habitat	134 737,86		134 737,86
936	Action économique	632 837,38		632 837,38
937	Environnement	1 926 004,90		1 926 004,90
938	Transports	145 523,70		145 523,70
940	Impositions directes	3 585 214,00		3 585 214,00
941	Autres Impôts et taxes	-28,00		-28,00

942	Dotations et participations	-99 978,00		-99 978,00
946	Transfert entre les sections		6 214 714,50	6 214 714,50
<b>Total</b>		<b>6 746 091,03</b>	<b>6 214 714,50</b>	<b>12 960 805,53</b>

## BUDGET PRINCIPAL – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	355 336,68		355 336,68
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 154 050,12		1 154 050,12
905	Aménagement des territoires et habitat	-9 013 175,98		-9 013 175,98
906	Action économique	-7 779 041,50		-7 779 041,50
907	Environnement	-2 542 059,82		-2 542 059,82
908	Transports	-13 159 467,22		-13 159 467,22
923	Dettes et autres opérations financières	-2 750 000,00		-2 750 000,00
926	Transfert entre les sections		6 214 714,50	6 214 714,50
<b>Total</b>		<b>-33 734 357,72</b>	<b>6 214 714,50</b>	<b>-27 519 643,22</b>



INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-2 023 667,93		-2 023 667,93
905	Aménagement des territoires et habitat	-3 276 271,00		-3 276 271,00
906	Action économique	577 753,50		577 753,50
907	Environnement	112 657,31		112 657,31
908	Transports	-4 984 836,40		-4 984 836,40
921	Taxes non affectées	397 238,00		397 238,00
922	Dotations et participations	6 827 926,00		6 827 926,00
923	Dettes et autres opérations financières	-44 035 891,45		-44 035 891,45
926	Transfert entre les sections		1 022 400,00	1 022 400,00
951	Virement de la section de fonctionnement		17 863 048,75	17 863 048,75
<b>Total</b>		<b>-46 405 091,97</b>	<b>18 885 448,75</b>	<b>-27 519 643,22</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver la Décision Modificative n°1 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.


Pour : 82 voix  
Contre : 0 voix  
Abstentions : 8 voix  
Ne prend pas part au vote : 1 voix  
Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20201123-148767-BF-1-1  
Acte Certifié exécutoire :   
Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Frédéric LAFFORGUE, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

# Ressources - Budget 2020 - Décision Modificative n°1 - Budget annexe transport - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2020, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget annexe transport.

La Décision Modificative n°1 du Budget annexe transport s'équilibre à **9 521 524,42 euros en fonctionnement** et à **11 276 658,00 euros en investissement** et se présente de la façon suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	127 046,00		127 046,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	-60 500,00		-60 500,00
65	Autres charges de gestion courante	4 671 033,00		4 671 033,00
023	Virement à la section d'investissement		3 183 945,42	3 183 945,42
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		1 600 000,00	1 600 000,00
<b>Total</b>		<b>4 737 579,00</b>	<b>4 783 945,42</b>	<b>9 521 524,42</b>

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	-5 000,00		-5 000,00
73	Produits issus de la fiscalité	1 500 000,00		1 500 000,00
75	Autres produits de gestion courante	26 524,42		26 524,42
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		8 000 000,00	8 000 000,00
<b>Total</b>		<b>1 521 524,42</b>	<b>8 000 000,00</b>	<b>9 521 524,42</b>

<b>INVESTISSEMENT - DEPENSES</b>				
<b>Chapitres</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
21	Immobilisations corporelles	447 949,00		447 949,00
23	Immobilisations en cours	2 828 709,00		2 828 709,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		8 000 000,00	8 000 000,00
<b>Total</b>		<b>3 276 658,00</b>	<b>8 000 000,00</b>	<b>11 276 658,00</b>

<b>INVESTISSEMENT - RECETTES</b>				
<b>Chapitres</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
10	Dotations fonds divers	1 000 000,00		1 000 000,00
13	Subventions d'investissement	-1 288 000,00		-1 288 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	6 772 922,40		6 772 922,40
23	Immobilisations en cours	7 790,18		7 790,18
021	Virement de la section d'exploitation		3 183 945,42	3 183 945,42
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		1 600 000,00	1 600 000,00
<b>Total</b>		<b>6 492 712,58</b>	<b>4 783 945,42</b>	<b>11 276 658,00</b>

**En conséquence, il est demandé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver la Décision Modificative n°1 du Budget annexe transport par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M43 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148772-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Frédéric LAFFORGUE, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## Ressources - Budget 2020 - Décision modificative n°1 - Budget annexe assainissement - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2020, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget annexe d'assainissement.

La Décision Modificative n°1 du Budget annexe d'assainissement s'équilibre à **240 772,94 euros en fonctionnement** et à **-5 795 500,00 euros en investissement** et se présente de la façon suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	855 119,53		855 119,53
012	Charges de personnel, frais assimilés	-33 500,00		-33 500,00
65	Autres charges de gestion courante	140 698,76		140 698,76
023	Virement à la section d'investissement		-721 545,35	-721 545,35
<b>Total</b>		<b>962 318,29</b>	<b>-721 545,35</b>	<b>240 772,94</b>

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuations de charges	10 074,18		10 074,18
70	Ventes produits fabriqués, prestations	40 000,00		40 000,00
75	Autres produits de gestion courante	190 698,76		190 698,76
<b>Total</b>		<b>240 772,94</b>	<b>0,00</b>	<b>240 772,94</b>



INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions d'investissement	99 000,00		99 000,00
21	Immobilisations corporelles	54 500,00		54 500,00
23	Immobilisations en cours	-6 059 000,00		-6 059 000,00
041	Opérations patrimoniales		110 000,00	110 000,00
Total		-5 905 500,00	110 000,00	-5 795 500,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	-5 183 954,65		-5 183 954,65
021	Virement de la section d'exploitation		-721 545,35	-721 545,35
041	Opérations patrimoniales		110 000,00	110 000,00
Total		-5 183 954,65	-611 545,35	-5 795 500,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la Décision Modificative n°1 du Budget annexe d'assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148741-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Frédéric LAFFORGUE, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## Ressources - Budget 2020 - Décision Modificative n°1 - Budget annexe de l'eau potable - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2020, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget annexe de l'eau potable.

La Décision Modificative n°1 du Budget annexe de l'eau potable s'équilibre à **105 000,00 euros en fonctionnement** et à **219 000,00 euros en investissement**.

La Décision Modificative n°1 concernant le Budget annexe de l'eau potable se présente de la façon suivante :

### **BUDGET ANNEXE EAU POTABLE – FONCTIONNEMENT**

<b>EXPLOITATION - DEPENSES</b>				
<b>Chapitres</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
011	Charges à caractère général	-100 000,00		-100 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	-14 000,00		-14 000,00
023	Virement à la section d'investissement		211 500,00	211 500,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		7 500,00	7 500,00
<b>Total</b>		<b>-114 000,00</b>	<b>219 000,00</b>	<b>105 000,00</b>

<b>EXPLOITATION - RECETTES</b>				
<b>Chapitres</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
013	Atténuations de charges	105 000,00		105 000,00
<b>Total</b>		<b>105 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>105 000,00</b>

**BUDGET ANNEXE EAU POTABLE – INVESTISSEMENT**

<b>INVESTISSEMENT - DEPENSES</b>				
<b>Chapitres</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
20	Immobilisations incorporelles	-5 000,00		-5 000,00
21	Immobilisations corporelles	-70 000,00		-70 000,00
23	Immobilisations en cours	294 000,00		294 000,00
<b>Total</b>		<b>219 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>219 000,00</b>

<b>INVESTISSEMENT - RECETTES</b>				
<b>Chapitres</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
021	Virement de la section d'exploitation		211 500,00	211 500,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		7 500,00	7 500,00
<b>Total</b>		<b>0,00</b>	<b>219 000,00</b>	<b>219 000,00</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver la Décision Modificative n°1 du Budget annexe de l'eau potable par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148748-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## Ressources - Budget annexe transport - Subvention du budget principal - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'article L.2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les budgets des services publics à caractère industriel et commercial doivent être équilibrés en recettes et dépenses.

L'article L.2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales précise toutefois que l'assemblée délibérante peut prendre en charge dans le budget propre de la collectivité des dépenses au titre de ces services publics dans des cas spécifiques, justifiés en particulier par des impacts tarifaires, des contraintes de service public ou l'ampleur des investissements.

Dans le cadre de la gestion de son service public de transports de voyageurs, Montpellier Méditerranée Métropole a instauré une politique tarifaire attractive proposant une grille tarifaire adaptée permettant d'assurer le plus large accès aux usagers. A ce titre elle verse au délégataire une compensation de tarification sociale de 16 M€ en 2020.

De plus depuis septembre 2020, la Métropole a mis en place la gratuité des transports publics les week-ends pour les habitants de la métropole ainsi qu'une baisse des tarifs abonnements, soit un montant estimé à ce jour à 1 M€ à verser en complément au délégataire.

Des contraintes particulières de service sont également imposées au délégataire afin d'assurer un service public optimal, adapté aux contraintes et aux modes de vie des usagers, tant en termes de fréquences que de dessertes. En 2020, la Métropole a prévu de verser notamment au délégataire 0,4 M€ pour le service des minibus du soir et celui de L'Amigo.

Enfin, la crise sanitaire actuelle entraîne un surcoût exceptionnel estimé à 7 M€ en raison à la fois des mesures sanitaires mises en œuvre (désinfection, protection, distanciation, information clientèle) ainsi que de l'impact exceptionnel de la crise sur la fréquentation de ce service public maintenu.

Par ailleurs, un programme d'investissement d'ampleur a été mis en œuvre afin de développer une offre de transport performante et de qualité. Ces investissements ont notamment permis en 15 ans de construire quatre lignes de tramway, faisant du réseau de tramway de Montpellier l'un des plus étendus et des plus fréquentés de France. Ce développement du réseau de tramway se poursuivra notamment avec la future ligne 5 de tramway. A cela s'ajoutent les investissements liés au renouvellement du matériel roulant et aux gros travaux d'entretien des anciennes lignes de tramway, en cohérence avec les objectifs de développement durable et de qualité de service aux usagers voulus par la Métropole.

Ces investissements sont portés par la Métropole à partir de ses recettes propres, mais ils sont aussi financés par l'emprunt. En 2020 ces emprunts représentent un montant de 12 M€ de frais financiers.

Au-delà de ces éléments le budget annexe Transport devra aussi supporter une baisse significative de la recette de Versement Mobilité, estimée à 9,5 M€, suite à la crise sanitaire du COVID-19.

Pour l'exercice 2020, les principaux postes de dépenses et recettes s'établissent comme suit, conformément au budget primitif adopté le 31 juillet 2020 et à la décision modificative n°1 du 23 novembre 2020 :

En investissement, les dépenses comprennent y compris les restes à réaliser N-1 :

- Le remboursement du capital de la dette : 29 300 000 €
- Le refinancement de la dette : 35 000 000 €
- Les immobilisations incorporelles : 346 512,18 €
- Les immobilisations corporelles : 14 127 004,22 €
- Les immobilisations en cours : 28 172 789,08 €
- Les créances diverses : 12 113 888,59 €
- Les opérations patrimoniales : 23 270 273 €
- Les opérations d'ordre de transfert entre section : 14 200 000 €



- Reprise du résultat négatif antérieur reporté : 22 855 498,90 €

Les recettes d'investissement s'établissent comme suit, avec les restes à réaliser N-1 :

- Les subventions d'investissement : 1 347 000 €
- Les immobilisations en cours : 7 790,18 €
- Les réserves et dotations : 32 924 339,41 €
- Les opérations patrimoniales : 23 270 273 €
- Les opérations d'ordre de transfert entre section (inclus dotations aux amortissements) : 31 600 000 €
- Le virement de la section d'exploitation : 14 812 551,42 €
- Les emprunts et dettes : 75 424 011,96 €

En fonctionnement, les dépenses comprennent :

- Les charges à caractère général correspondants au chapitre 011 : 718 746 €
- Les charges de personnel et frais assimilés : 352 400 €
- Les restitutions de Versement transport : 80 000 €
- Les autres charges de gestion courante : 77 492 312,80 €, dont 16 020 025,40 € de compensations tarifaires sociales
- Les charges financières : 12 250 000 €
- Les charges exceptionnelles : 50 000 €
- Les dotations aux amortissements et valeur comptable des éléments d'actifs cédés: 31 600 000 €
- Le virement au profit de la section d'investissement : 14 812 551,42 €

Les recettes portent sur :

- Le versement transport : 86 000 000 €
- Les ventes de produits : 0 €
- Les compensations tarifaires Hérault transports : 660 000 €, les compensations sur la modification du seuil des assujettis : 675 000 €, le produit du forfait post-stationnement 1 247 935€ et les autres produits de gestion courante : 418 189,42 €
- Les atténuations de charges : 0 €
- Les reprises de la quote-part des subventions d'équipement transférées au compte de résultat : 6 200 000 €
- Les reprises sur amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles : 0 €
- Transfert de charges d'exploitation : 8 000 000 €
- Reprise du résultat antérieur reporté de fonctionnement : 15 954 885,80 €

Au total, le budget annexe transports de Montpellier Méditerranée Métropole fait apparaître un besoin de financement de la section de fonctionnement d'un montant de 18 200 000 €.

Dès lors, compte tenu de la politique tarifaire mise en œuvre, des sujétions particulières de service public imposées par la Métropole, et des investissements réalisés par la collectivité, une subvention versée par le budget principal au budget annexe transport est prévue à hauteur de 18 200 000 € au titre de l'exercice 2020. Le montant de cette subvention vient équilibrer le budget annexe en fonction des dépenses issues de la nouvelle DSP transport et des investissements prévus, et des recettes issues notamment du versement transport, tout en modulant l'autofinancement dégagé par ce budget annexe. L'absence de versement de cette subvention conduirait à une hausse excessive des tarifs, contraire à la politique volontariste choisie par la Métropole.

Le montant de cette subvention sera ajusté en fin d'exercice comptable en fonction des réalisations effectives de l'année 2020 et notamment de l'impact de la gratuité et du COVID-19, et de l'équilibre réel à atteindre.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le versement par le budget principal au budget annexe transport d'une subvention de 18 200 000 € au titre de l'exercice 2020 ;
- de dire que les crédits sont prévus au budget principal 2020, chapitre 938 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148823-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## Ressources - Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et montant 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°M2019-774, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en œuvre une politique de provisionnement qui sécurise les comptes de la collectivité et permet de répondre aux exigences de la certification des comptes. Par cette délibération, il est proposé de confirmer les modalités de mise en œuvre de ces provisions et leur mise en application pour l'exercice 2020.

La provision doit être ajustée annuellement en fonction de l'évolution du risque. Elle donne lieu à une reprise en cas de réalisation du risque ou lorsque ce risque n'est plus susceptible de se réaliser. Le montant des provisions ainsi que leur évolution sont retracés sur l'état des provisions joint au budget et au compte administratif. Au 31 décembre 2019, le montant des provisions constituées s'élevait ainsi à 10 095 807.78 euros et se répartissait de la façon suivante :

	Compte de Gestion au 31/12/2018	2019		Compte de Gestion au 31/12/2019
		Reprise	Dotation	
Litiges et contentieux	100 000.00	100 000.00	850 568.00	850 568.00
Restes à recouvrer	809 000.00	809 000.00	325 946.73	325 946.73
Liquidation et redressement judiciaire	290 102.03	290 102.03	634 806.55	634 806.55
Compte épargne temps			807 337.50	807 337.50
Dépréciation Titres de participation	5 200 000.00		2 277 149.00	7 477 149.00
Total	6 399 192.03	1 199 192.03	4 895 807.78	10 095 807.78

Provision pour litiges et contentieux : Une provision sera constituée dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité. Elle sera évaluée au regard du risque encouru.

Provision pour créances irrécouvrables - Restes à Recouvrer (RAR) : En complément des diligences faites par le Comptable Public pour procéder au recouvrement des titres, il est proposé de provisionner les créances les plus anciennes sur la base des restes à recouvrer proposés par celui-ci.

Provision pour créances irrécouvrables dans le cadre de sociétés en liquidation ou redressement judiciaire : Malgré la vigilance exercée par la collectivité et le Comptable Public au moment de l'émission des titres, certaines sociétés sont en cessation de paiement avant d'avoir pu honorer leur dette. Il est ainsi proposé d'établir une provision à hauteur du montant total des titres concernés, sur proposition du Comptable Public.

Provision pour Compte Epargne Temps : Il est proposé d'établir une provision pour tous les jours susceptibles d'être monétisés, supérieurs à 15 jours.

Provision pour dépréciation des titres de participation : Il est proposé de constater une dépréciation dès lors que la valeur de marché d'une participation sera inférieure à sa valeur nominale.

Au regard des modalités décrites ci-dessus, il est proposé pour l'exercice 2020, les ajustements suivants :

	Compte de Gestion au 31/12/2019	2020		Compte de Gestion au 31/12/2020
		Reprise	Dotation	
Litiges contentieux et	850 568.00	544 572.00	369 342.00	675 338.00
Restes à recouvrer	325 946.73	90 300.31	265 894.57	501 540.99
Liquidation et redressement judiciaire	634 806.55	126 835.90	15 674.93	523 645.58
Compte épargne temps	807 337.50		417 217.50	1 224 555.00
Dépréciation Titres de participation	7 477 149.00		685 497.00	8 162 646.00
Total	10 095 807.78	761 708.21	1 753 626.00	11 087 725.57

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'adopter les modalités de calcul et le montant des provisions et dépréciations pour l'exercice 2020 ;
- de dire que les crédits y afférents sont prévus au budget de l'exercice 2020, chapitres 926 et 946 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148348-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Ressources - Procès-verbal comptable d'affectation des biens nécessaires à l'exercice comptable de la compétence Eau à la Régie des Eaux - Approbation**

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'arrêté préfectoral n°2012-2290 du 17 octobre 2012, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit en lieu et place des communes membres les compétences « eau potable », « assainissement des eaux usées » ainsi que « développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône Languedoc », dite « Eau Brute ».

Par délibération n°12901 en date du 28 avril 2015, le Conseil de Métropole a entériné la création d'une régie de l'eau potable et de l'eau brute, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette création emporte de droit la mise en affectation des biens nécessaires à l'exercice de cette compétence.

Par délibération n°M2019-775 du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté la mise en affectation à la Régie des Eaux d'une première partie de l'actif à savoir :

- 32 990 624,11 euros en valeur nette comptable pour les biens ;
- 7 723 333,79 euros en valeur nette comptable pour les subventions.

Il est proposé, par cette délibération, de finaliser la mise en affectation des biens et subventions à la Régie des Eaux pour les montants totaux ci-dessous, qui reprennent les éléments de la délibération visée ci-dessus.

La valeur totale des biens affectés par la Métropole s'établit à :

- Valeur brute : 110 969 364,75 € ;
- Valeur nette comptable : 68 055 202,77 €.

La valeur totale des subventions affectées s'établit à :

- Valeur brute : 13 926 590,28 € ;
- Valeur nette comptable : 12 369 186,74 €.

Afin de prendre en compte tout élément juridique qui nécessiterait un nouvel ajustement comptable, une clause de revoyure est prévue au procès-verbal comptable.

L'affectation des biens de la Métropole à la Régie des Eaux se fera par opérations d'ordre non budgétaires.



**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le procès-verbal comptable ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le procès-verbal comptable ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148349-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe biens
- Annexe mise en affectation des subventions corrigée 24-11-1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## Ressources - Apurement annuel des régies - Exercice 2019

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Chaque opération menée par les régisseurs de la Métropole fait l'objet d'une vérification quotidienne et de vérifications ponctuelles par les services du Comptable public.

Au cours de l'année 2019, ces contrôles ont fait apparaître un écart global de 4 314,01 € concernant 3 régies.

- Régie mixte Aire des gens du voyage à Castelnau le Lez
- Régie de recettes de la Piscine Néréides
- Régie de recettes de la Médiathèque Françoise Giroud

Chaque régisseur doit, lorsqu'un écart apparaît, soit signaler l'erreur matérielle et en expliquer la cause, soit déposer plainte dès lors que le déficit a été causé par un vol.

Les trois régisseurs concernés ont suivi la procédure définie ci-dessus.

Un accord de sursis de paiement a été notifié à chaque régisseur, suite à leur demande écrite et conformément à l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 qui précise qu'« à compter de la notification de l'ordre de reversement le régisseur peut, dans un délai de quinze jours, solliciter un sursis de versement auprès de l'ordonnateur ».

Par la suite, la Métropole a été destinataire des demandes de décharge de responsabilité et de remise gracieuse formulées par les régisseurs. La décharge de responsabilité est accordée en cas de circonstances de force majeure, ce qui implique qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par le régisseur. Après analyse, l'écart de deux de ces régies ne résulte pas de ces circonstances.

Par ailleurs, une remise gracieuse des sommes mises à la charge des régisseurs peut être envisagée, celle-ci visant à prendre en compte les circonstances d'apparition du déficit.

Conformément à l'instruction codificatrice sur les régies du 21 avril 2006, le Conseil Métropolitain est appelé à délibérer sur les demandes des régisseurs. La Direction Départementale des Finances Publiques statuera ensuite sur celles-ci.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- en accord avec la Trésorière Municipale, de bien vouloir donner un avis favorable à ces demandes de remises totales détaillées ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Date du constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis du Trésorier
Aire des gens du voyage à Castelnau le Lez	M. GUTIERREZ	4 016.22 €	4 novembre 2019	Avis favorable à une remise gracieuse totale

- de dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;

- en accord avec la Trésorière Municipale, de bien vouloir donner un avis favorable à cette proposition de remise partielle détaillée ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Date du constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis du Trésorier
Piscine les Néréides	Mme CHAN	100.00 €	04 décembre 2019	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 50 €
Médiathèque Françoise Giroud	Mme BOISSON	197.79 €	02 octobre 2019	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 25 €

- de dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146300-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## Ressources - Refacturation des charges de fonctionnement aux budgets annexes - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

6 budgets forment le cadre budgétaire de Montpellier Méditerranée Métropole : un budget principal et 5 budgets annexes (transports, assainissement, service public de l'assainissement non collectif - SPANC, parking et eau potable). Les budgets annexes ont vocation à porter l'ensemble des dépenses et des recettes relatives à un service public identifié : toutes les dépenses et recettes qui participent aux investissements ainsi que l'ensemble des charges d'exploitation, dont la masse salariale, et toutes les recettes encaissées auprès des usagers de ces services.

Cependant, il peut arriver qu'une part des charges d'exploitation soit portée par un autre budget :

- Ainsi un budget annexe peut porter les charges de personnel d'un autre budget annexe (cas de l'assainissement avec le SPANC) ;
- Dans la même logique le budget principal porte les charges de personnel dès lors que les missions d'un agent ne sont pas totalement dédiées au budget annexe (cas du budget annexe parking par exemple) ;
- Le budget principal porte en outre les dépenses de personnel des agents dédiés aux fonctions supports : finances, juridique, ressources humaines informatique, bâtiment ;
- Enfin, le budget principal globalise les charges de structure : dépenses de fonctionnement des services de la Métropole (énergie, téléphonie, entretien et réparation des bâtiments, nettoyage des locaux, parc auto, eau, petites fournitures, assurance).

Il convient dès lors de fixer des règles de refacturation afin que l'équilibre des 6 budgets reflète au mieux les charges relatives à leur service.

Il est proposé d'établir les critères de refacturation ci-dessous :

- Les charges de personnel dédié aux services établis en budget annexe seront intégralement refacturées chaque année sur la base des coûts réels ;
- Les fonctions supports affectées à ces services seront refacturées par le budget principal aux budgets annexes à hauteur de 6 % de la masse salariale du budget annexe (que celle-ci soit directement portée par le budget annexe ou par un autre budget) ;
- Les charges de structures relatives à ces budgets annexes seront refacturées par le budget principal aux budgets annexes à hauteur de 3 % du coût de la masse salariale augmentée du coût des fonctions supports.

La refacturation proposée est ainsi établie en cohérence avec les taux de 6 % pour les fonctions supports et de 3 % pour les charges de structure sont les taux validés par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), lors des précédents transferts de compétences entre les Communes et la Métropole.

Ainsi en 2020, les éléments refacturés et les montants estimés sont les suivants :

	Montants estimés
BA ASSAINISSEMENT	Masse salariale (MS) = 2 900 000 € (portée par le budget annexe) Fonctions supports (6 %) = 174 000 € Charges de structure (3 %) = 92 220 € Total = 266 220 € refacturés par le budget principal
BA TRANSPORT	MS = 345 000 € (portée par le budget annexe) 6 % = 20 700 € 3 % = 10 971 € Total = 31 671 € refacturés par le budget principal
BA PARKING	MS = 13 500 € (portée par le budget principal) 6 % = 810 € 3 % = 429 € Total = 14 739 € refacturés par le budget principal

BA SPANC	MS = 45 000 € (portée par le budget annexe assainissement) 6 % = 2 700 € 3 % = 1 431 € Total = 49 131 € dont 45 000 € refacturés par le BA assainissement et 4 131 € refacturés par le budget principal
----------	---

Ces montants seront évalués chaque année et inscrits au budget selon les critères indiqués.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le principe de refacturation entre les différents budgets ;
- d'approuver les modes de calcul indiqués ci-dessus ;
- de prévoir les crédits nécessaires sur les budgets de la Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer ces refacturations ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-149013-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL



## **Ressources - Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les Femmes et les Hommes au sein de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

L'égalité entre les femmes et les hommes constitue depuis 1946 un principe constitutionnel, rappelé pour ce qui concerne la fonction publique par la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

L'égalité de droits et de statuts entre femmes et hommes est garantie par la loi, toutefois l'égalité réelle reste en cours de construction et les employeurs publics se doivent de faire preuve d'exemplarité dans cette démarche. Dans ce cadre, comme le prévoient la loi n°2014-783 du 4 août 2014 et le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 est présenté au Conseil de Métropole un rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Le présent rapport appréhende la collectivité comme employeur en présentant la politique de ressources humaines de la collectivité en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et en constatant l'état de la collectivité en matière d'égalité réelle.

A cet effet, il s'appuie sur les données du Rapport de Situation Comparée (RSC) établi pour l'année 2019 et présenté en Comité Technique lors de sa séance du 12 novembre 2020. Il présente également les politiques menées par Montpellier Méditerranée Métropole sur son territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et fixe des orientations pluriannuelles et des actions de nature à favoriser l'égalité.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- de prendre acte du rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146930-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## Ressources - Création de Nouvelles Autorisations Spéciales d'Absence (ASA) - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

L'évolution des textes législatifs a entraîné la création de nouvelles Autorisations Spéciales d'Absence (ASA), à savoir :

- ASA liée à des actes médicaux nécessaires à l'assistance médicale à la procréation,
- ASA permettant au conjoint, concubin ou partenaire d'un PACS d'assister aux examens prénataux,
- ASA permettant au conjoint, concubin ou partenaire d'un PACS d'assister aux actes médicaux nécessaires pour chaque protocole du parcours d'assistance médicale à la procréation,
- ASA liée à des congés de deuil après le décès d'un enfant à la charge effective et permanente de l'agent.

Les trois premières ASA sont des autorisations susceptibles d'être accordées sous réserve des nécessités de service, la dernière ASA ouvre un droit qui ne peut être refusé à l'agent.

Les durées d'absences et les justificatifs à fournir sont détaillés dans ci-dessous :

ASA	Durée	Justificatifs
Actes PMA pour la future mère	Durée de l'examen	Avis de passage
Accompagnement aux actes de PMA par le/la conjoint(e)	Durée de l'examen avec un maximum de 3 examens	Livret de famille, PACS, certificat de concubinage + avis de passage
Accompagnement aux examens prénataux par le/la conjoint(e)	Durée de l'examen avec un maximum de 3 examens	Livret de famille, PACS, certificat de concubinage + avis de passage
Congés de deuil après décès d'un enfant	Enfant > 25 ans : 5 jours ouvrables Enfant < 25 ans : 7 jours ouvrés + 8 jours fractionnables à prendre dans un délai d'un an suivant le décès de l'enfant.	Livret de famille, PACS, certificat de concubinage et avis de passage

La mise en place de ces quatre nouvelles autorisations d'absence a fait l'objet d'un avis du Comité Technique en date du 12 novembre 2020.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- de créer les autorisations spéciales d'absence telles que définies ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148913-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## Ressources - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

### 1) Postes non permanents :

Il est proposé de créer un emploi non permanent conformément au décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique pris en application de l'article 17 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique. Il s'agit d'un emploi de catégorie A dans la filière administrative (Attaché territorial), au sein de la Direction habitat et parcours résidentiels, afin de mener à bien le projet ou l'opération identifiée suivante :

La Métropole a été retenue comme territoire de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'abord suite à sa candidature à l'AMI lancé par le Ministère de la cohésion des territoires. Le plan Logement d'abord a pour objectif une baisse significative du nombre de personnes sans domicile sur les cinq ans. Sous l'autorité hiérarchique du chef de service Gestion Sociale du Logement, le/la chef de projet Logement d'abord contribue principalement à la mise en œuvre des orientations de la Métropole en matière de lutte contre le sans-abrisme. Il ou elle assure la coordination du programme Logement d'abord dont la Métropole est cheffe de file sur son territoire, l'animation du projet stratégique et du partenariat et est garant au plan technique de l'avancement du projet et de son déroulement.

Le contrat prendra fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération susmentionnée ou après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

L'agent assurera à temps complet les fonctions de Chef de projet Logement d'abord.

L'agent devra justifier d'un niveau d'étude supérieur dans le domaine des politiques publiques en matière d'habitat.

Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire du cadre d'emplois concerné, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

### 2) Postes permanents :

#### I- Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire, de créer au tableau des effectifs le poste mentionné dans l'**annexe 1** ci-jointe ;

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Il sera fait application des mêmes conditions et niveaux requis que celles énumérés dans le paragraphe IV « Confirmations de postes » de la présente délibération.

#### II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Les emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes, après avis du Comité Technique du 12 novembre 2020, sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents réajustés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Il sera fait application des mêmes conditions et niveaux requis que celles énumérés dans le paragraphe IV « Confirmations de postes » de la présente délibération.

### **III- Transformations de postes :**

Les emplois permanents qui connaissent une évolution substantielle nécessitant une suppression / création, après avis du Comité Technique du 12 novembre 2020, sont mentionnées dans l'**annexe 3** ci-jointe.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents transformés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Il sera fait application des mêmes conditions et niveaux requis que celles énumérés dans le paragraphe IV « Confirmations de postes » de la présente délibération.

### **IV- Suppressions de postes :**

Les emplois permanents supprimés, après avis du Comité Technique du 12 novembre 2020, sont mentionnés dans l'**annexe 4** ci-jointe.

### **V- Confirmations de postes :**

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- de modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, mises en conformité, transformations et suppressions de postes cités en annexes ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix



Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148030-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- ANNEXE 1 Création
- ANNEXE 3 Transformation
- ANNEXE 4 Suppression
- ANNEXE 2 MEC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**SOLIDARITE**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Frédéric LAFFORGUE, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

## Solidarités - Épidémie de Covid-19 - Don de masques inclusifs à des associations ou structures de personnes sourdes ou malentendantes - Convention de partenariat - Approbation

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le contexte de la crise sanitaire liée à la COVID-19, Montpellier Méditerranée Métropole reste entièrement mobilisée et met en œuvre les mesures nécessaires pour que la solidarité continue de protéger ses concitoyens les plus vulnérables dans leur quotidien (vie sociale, emploi, insertion professionnelle...).

Parmi ces mesures, et pour conforter une initiative locale, la Métropole souhaite effectuer à titre gracieux une distribution de masques inclusifs, à des associations ou structures de personnes sourdes ou malentendantes résidant sur son territoire. A la différence du masque alternatif classique, le masque inclusif a été pensé afin de soutenir la compréhension orale des personnes qui s'appuient sur la lecture labiale. Il permet de mieux voir l'expression du visage du porteur, élément très important dans les relations humaines et sociales et rend possible l'identification du porteur. Commercialisé par APF Entreprises-France handicap, c'est le seul masque à fenêtre transparente de catégorie 1, avec agrément DGA (Direction Générale de l'Armement), fabriqué en France.

En conséquence, cette action sous forme de don constitue une subvention en nature valorisable pour chacune des associations ou structures bénéficiaires, à raison de 8,44 € TTC par masque distribué (1 masque par personne). Au vu des 1 000 membres ou adhérents recensés, cela représente une dépense totale de 8 440 € TTC pour la Métropole.

Le tableau ci-après détaille et chiffre la répartition des dons par association ou structure.

Associations ou structures de personnes sourdes ou malentendantes	Membres habitant Montpellier	Membres habitant la Métropole	Nombre total de bénéficiaires	Valeur du don (pour un coût unitaire de 8€44 TTC le masque inclusif lavable 20 fois)
<b>Frédéric PEYSON</b>	40	10	<b>50</b>	<b>422,00 €</b>
<b>SURDI 34</b>	90	110	<b>200</b>	<b>1 688,00 €</b>
<b>OUÏE DIRE</b>	13	0	<b>13</b>	<b>109,72 €</b>
<b>Singulier Pluriel-</b>	9	1	<b>10</b>	<b>84,40 €</b>
<b>CSSM-Club Sportif des Sourds de Montpellier</b>	60	90	<b>150</b>	<b>1 266,00 €</b>
<b>AGSMR-Association Générale des Sourds de Montpellier et sa Région</b>	60	40	<b>100</b>	<b>844,00 €</b>
<b>Union des Sourds Montpellier Occitanie</b>	14	45	<b>59</b>	<b>497,96 €</b>
<b>ARIEDA-Association Régionale pour l'Intégration et l'Éducation des Déficiants Auditifs</b>	125	125	<b>250</b>	<b>2 110,00 €</b>
<b>DES'L</b>	10	0	<b>10</b>	<b>84,40 €</b>
<b>Visuel LSF-</b>	70	38	<b>108</b>	<b>911,52 €</b>
<b>CESDA-Centre d'Education Spécialisé pour jeunes Déficiants Auditifs</b>	17	33	<b>50</b>	<b>422,00 €</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>508</b>	<b>492</b>	<b>1 000</b>	<b>8 440,00 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le don de masques inclusifs à des associations ou structures de personnes sourdes ou malentendantes, conformément à la répartition détaillée dans le tableau ci-dessus ;
- de préciser que cette action représente un coût global de 8 440 € TTC pour la Métropole, et constitue une subvention en nature valorisable au prorata du nombre de masques reçus, pour chacune des associations ou structures bénéficiaires, dans le cadre de la signature d'une convention de partenariat ;
- d'approuver les termes de la convention-type de partenariat ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Emilie CABELLO.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146036-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention-type partenariat.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

## **Solidarités - Plan pauvreté entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Action 2 visant l'accès à l'hygiène des plus démunis - Convention avec l'association la Bulle douche nomade - Autorisation de signature**

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté entend s'attaquer tout particulièrement à la reproduction de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité contractualiser pour 3 ans avec l'État, au vu des caractéristiques du territoire métropolitain et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité.

La convention pluriannuelle Etat-Ville-Métropole approuvée par le Conseil de Métropole du 12 octobre dernier s'appuie sur le principe d'un portage et d'un financement partenarial avec engagements conjoints de l'Etat et du territoire. Au titre de l'année 2020, en complément des crédits délégués par l'Etat (500 000 €), Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier engagent leurs fonds propres globalement à hauteur de 500 000 €. Le budget annuel du Plan pauvreté local s'établit ainsi à un million d'euros.

Un programme concerté de 11 actions a été conçu entre les services de l'Etat, de la Ville et de la Métropole, telles que la création d'un lieu multi-partenarial pour les familles à la rue, l'accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité, la coordination de l'aide alimentaire, le développement des dispositifs d'insertion par l'économie ou l'amélioration de l'accès aux droits des personnes vivant en squats et bidonvilles.

La présente délibération concerne la mise en œuvre dès 2020 de l'action visant un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité.

Les services des administrations et les associations du territoire ont en effet constaté que les personnes à la rue accèdent difficilement à l'hygiène. Les douches des trois accueils de jour et des deux centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD) situés à Montpellier sont très fréquentées et le temps d'attente décourage certaines personnes. En outre, les femmes accèdent insuffisamment à ces services car leur aménagement dans un des CAARUD (service fermé depuis l'épidémie de COVID) ne permet pas une séparation physique des femmes et des hommes.

Ainsi, une partie des personnes les plus marginalisées se douchent ou procèdent à leur toilette dans des conditions insatisfaisantes dans les sanisettes publiques ou dans les fontaines des parcs municipaux. Certaines d'entre-elles recourent au service de la « Bulle douche nomade ». Cependant, cette maraude ne fonctionne que trois soirs par semaine et uniquement grâce au bénévolat. Cet insuffisant accès à l'hygiène provoque un éloignement des personnes à la rue par rapport au soin et limite leur insertion sociale.

L'action d'accès à l'hygiène proposée prévoit 3 modalités d'intervention pour améliorer cette situation : distribution de kits d'hygiène, amélioration de l'accès aux douches existantes (4 structures) et augmentation du nombre de maraude du bus « douche nomade » afin de proposer plus de possibilités d'accéder aux douches au public sans domicile.

La convention à intervenir avec l'association Bulle douche nomade pour l'année 2020, soumise à l'approbation du Conseil, prévoit ainsi de commencer l'action par la distribution des kits hygiène (coût évalué à 20 000 €) et l'augmentation du nombre de maraude du bus pour proposer plus de douches au public

sans domicile fixe (11 500 €). La subvention d'un montant total de 31 500 € à attribuer à l'association composée uniquement de bénévoles, doit lui permettre de commencer à se professionnaliser en recrutant une personne à temps partiel.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- de décider l'octroi d'une subvention d'un montant total de 31 500 € à l'association la Bulle douche nomade pour la mise en œuvre de l'action d'accès à l'hygiène pour les personnes sans domicile dans le cadre du Plan pauvreté ;
- d'approuver le projet de convention afférente à intervenir avec l'association, qui détermine notamment les modalités du versement de la subvention ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146609-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention\_bulle\_.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

## **Solidarités - APSH34 - Club Motiv'Action - Attribution de subvention - Autorisation de signature**

Monsieur Michel CALVO, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté présentée le 13 septembre 2018 par le président de la République, Montpellier Méditerranée Métropole a voté la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2022, d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, aux côtés de la Ville de Montpellier et de l'Etat. Au titre de ses compétences en matière de politique de la Ville et d'insertion économique et sociale ainsi que de développement économique, six premiers projets ont déjà été retenus pour un montant total 73 000 € (délibération n°M2020-290 du 12 octobre 2020).

Une nouvelle action, portée par l'APSH34 chef de file d'un consortium associant l'APS34 (association de prévention spécialisée) et Cap'A Cité (organisme de formation spécialisé dans l'accompagnement de jeunes en situation de handicap), est proposée dans le cadre de cette convention, pour un montant de subvention de 10 000 € sur un budget global de 205 880 €.

L'APSH34 est un acteur majeur de l'accompagnement des personnes en situation de handicap, comptant sur le territoire départemental 23 établissements et services, dont le Cap Emploi, acteur du Service Public de l'Emploi. L'association a souhaité accompagner vers l'emploi toutes les personnes concernées par le handicap, qu'elles soient reconnues en qualité de travailleur handicapé ou non. Le Club Motiv'action est né de cette volonté : il a pour objet d'accompagner de manière « globale » toute personne présentant des troubles de santé limitants, en vue d'une inclusion durable.

La durée de l'accompagnement est de 15 mois durant lesquels les usagers vont se voir proposer par une équipe de « motivateurs » des stages, formations, emplois, et un accompagnement en entreprise permettant de lever les freins (de santé, sociaux...) en parallèle.

Une coordination avec les acteurs de terrain est nécessaire et des partenariats sont déjà noués avec des structures très variées pour identifier des volontaires : organismes publics, association accompagnant les publics, organismes médico-sociaux, fédérations des parents d'élèves... Un travail de prospection et de mobilisation d'entreprises important est réalisé en parallèle du suivi des bénéficiaires de l'action.

Cette action a été retenue dans le cadre d'un appel à projets du « Plan d'investissement dans les Compétences » mis en place par l'Etat.

Cette expérimentation (prévue de septembre 2020 à septembre 2022) devrait permettre de repérer 1 428 personnes et accompagner 510 adhérents à Montpellier. Un objectif de 75 % de mise en activité (emploi, formation) et 20 % d'accès à un emploi durable (CDI, CDD de plus de 6 mois) est prévu. En termes de typologie du public, l'action cible plus particulièrement les jeunes (objectif de 50% de bénéficiaires âgés de 16 à 30 ans) et les habitants des quartiers prioritaires (50% au niveau départemental).

Cette action comporte également un volet « recherche » novateur : un doctorant et un ingénieur de recherche suivront cette expérimentation permettant de produire une thèse ainsi qu'une modélisation d'outils d'accompagnement adaptés à la typologie des publics suivis. Un partenariat avec le laboratoire Epsilon des universités de Montpellier est également engagé.

Une convention d'attribution de subvention fixera les modalités de partenariat et de suivi ainsi que de versement de la subvention.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- de décider de l'affectation d'une subvention de 10 000 € à l'APSH 34, sous réserves de signature des conventions d'attribution et sous réserve de signature de la convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2022, d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi ;
  - d'approuver les termes de la convention d'attribution ;
  - de dire que la dépense est inscrite au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
  - d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Véronique BRUNET, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147674-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention APSH34-MotivAction v3.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

## Solidarités - Rapport annuel politique de la ville 2019 - Approbation

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La réforme de la politique de la ville, qui s'est traduite par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, est conduite dans l'objectif d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

Montpellier Méditerranée Métropole est devenue compétente en matière de politique de la ville et, à ce titre, a signé le 10 juillet 2015 son contrat de ville, en étroite collaboration avec la Ville de Montpellier et l'Etat notamment.

Conformément au décret du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont tenues de rédiger un rapport annuel sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville. Afin de rendre compte des actions mises en œuvre et développées au bénéfice des habitants des 12 quartiers prioritaires, tous situés au sein de la Ville de Montpellier, le rapport s'appuie sur les 5 objectifs opérationnels du contrat de ville qui constituent son ossature :

1. Le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
2. Le renforcement de la mixité dans le logement à l'échelle métropolitaine et la poursuite du renouvellement urbain ;
3. Le soutien aux jeunes et aux familles, dans une approche de coéducation et de renforcement de la mixité sociale à l'école ;
4. L'assurance pour chaque citoyen d'un accès équitable aux droits, services et équipements en privilégiant « l'aller vers » et l'adaptation de l'existant ;
5. L'amélioration du cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

Organisé en 5 parties, le rapport présente la stratégie et les principales orientations des collectivités, les modalités de gouvernance et de mise en œuvre du contrat de ville, un bilan qualitatif des actions menées, un bilan financier, et enfin les dispositifs connexes au contrat de ville. Dans ce rapport 2019, il a été fait le choix de privilégier une approche territoriale pour la présentation du bilan des actions mises en œuvre dans le cadre du contrat de ville à destination des habitants des quartiers. Ce choix répond notamment à une demande des conseils citoyens d'avoir une plus grande lisibilité des projets déployés au sein de chaque quartier prioritaire.

Ce rapport ne présente pas l'exhaustivité des actions développées, mais propose de donner les principales caractéristiques de 2019 pour chaque territoire

Pour chacun d'eux, des éléments de bilan sont présentés sur les thématiques principales du Contrat de Ville mises en œuvre sur ces quartiers. Une focale particulière est effectuée sur le volet emploi – développement économique - insertion du contrat de ville et plus particulièrement sur le PODEM, dans la partie présentant les projets qui concernent tous territoires de la Ville de Montpellier, puisque cette thématique est effectivement transversale.

A titre d'illustration, quelques projets soutenus au titre de l'appels à projets 2019 du contrat de ville

- **MOSSON : Paillade/Hauts de Massane**

### COUVEUSE ICC - Context'Art

L'association conseille, forme et accompagne des porteurs de projets et des entreprises du secteur de l'économie créative. Elle offre un espace d'accueil, d'hébergement et de test en couveuse pour les créateurs d'entreprise du secteur créatif, en démarrage. Véritable tremplin économique pour les porteurs de projets créatifs des quartiers prioritaires, la couveuse de Context'Art à la Mosson a accueilli 40 personnes en 2019, dont la moitié bénéficie d'un diagnostic, et 8 ont commencé à tester leur activité.

- **CEVENNES : Petit Bard – Pergola/Celleneuve/Cévennes**

#### **FACE HERAULT - e accès aux droits**

De nombreux habitants des quartiers prioritaires n'ont pas accès à l'outil informatique, n'en ont pas la maîtrise ou n'ont pas de connexion. En parallèle, la dématérialisation des démarches administratives par les institutions publiques est croissante d'année en année, éloignant de leurs droits toute une frange de la population. Fort de ce constat, et afin de faire évoluer ses pratiques et accompagner au mieux les habitants à l'autonomie à l'outil informatique, Face a déployé en 2018 et développé en 2019 « Le café social numérique ». Ce lieu est équipé d'ordinateurs fixes et de tablettes qui permettent l'apprentissage par la mise en pratique. Les habitants sont aussi encouragés à venir avec leur propre matériel pour que l'apprentissage soit le plus adapté. En 2019, 37 ateliers d'e accès aux droits mis en place et réunissant 194 participants (ateliers collectifs) ont été mis en place. En accompagnement individuel, ce sont 566 démarches en ligne accomplies avec les publics sur des thématiques de la vie quotidienne

- **SUD : Lemasson/Tournezy/Pas du Loup - Val de Croze**

#### **RC LEMASSON – Coup de pouce**

Le projet « coup de pouce » porté par le RC Lemasson a pour but l'accueil, le suivi, l'accompagnement scolaire et professionnel des publics adolescents de 13 à 25 ans issus du quartier, qu'ils soient adhérents au club ou non. Le soutien scolaire s'effectue deux fois par semaine, les mardis et jeudis, de 17 h à 19 h. 120 jeunes ont bénéficié d'un accompagnement en 2019.

- **CENTRE : Gély/Figuerolles**

#### **BOUTIQUE D'ECRITURE – Des livres à soi**

Des livres à soi est un programme de médiation à la littérature jeunesse, principalement déployé dans les quartiers prioritaires (en 2019 à Figuerolles, la Mosson et la Pompignane), qui recourt au livre jeunesse comme vecteur d'inclusion sociale et de soutien à la parentalité. Il s'organise avec deux structures de proximité que fréquentent les familles, la Boutique d'écriture et le centre social 1 001 familles-Alisé. En 2019, 16 parents et 41 enfants ont bénéficié de cette action.

- **AUTRES TERRITOIRES: Pompignane/Aiguelongue/Vert Bois.**

#### **PASSE MURAILLE – Jardin partagé au cœur de Vert Bois**

L'objectif de ce projet est d'accompagner les habitants à créer et gérer collectivement un jardin partagé au cœur de leur résidence, et développer des activités favorisant les rencontres et collaborations intergénérationnelles autour du jardin partagé. Il s'agit également de valoriser son cadre de vie en le végétalisant et en favorisant la biodiversité. Plus de 80 habitants participent à cette dynamique de valorisation du cadre de vie et de vivre ensemble.

• **TOUS TERRITOIRES**

**INITIATIVE MONTPELLIER PIC SAINT LOUP (IMPSL)**

Pour donner un coup de pouce aux porteurs de projet des quartiers prioritaires ou à ceux qui souhaitent y implanter une activité, l'association IMPSL a créé le « Prêt Excellence Quartier », avec le soutien financier de Montpellier Méditerranée Métropole, de l'Etat, de la Région Occitanie et de BPI France. A son actif, plus de 50 projets financés depuis 2017. Une innovation exemplaire qui a essaimé au sein d'Initiative France, premier réseau associatif de financement et d'accompagnement de créateurs et repreneurs d'entreprises, dont fait partie IMPSL. La clé du succès est d'avoir, en plus de l'accompagnement assuré par l'association, intégré dans l'offre, le parrainage avec près d'un tiers des 80 chefs d'entreprise bénévoles d'IMPSL qui s'engagent à parrainer leurs nouveaux pairs et à les intégrer dans leurs réseaux.

De manière globale, le rapport 2019 de la politique de la ville fait état d'un engagement financier (crédits spécifiques et de droit commun) de l'ensemble des partenaires à hauteur de 3,560 M€ sur la totalité des enjeux du contrat de ville et pour les projets déposés dans le cadre de l'appel à projets annuel (qui a vocation à soutenir principalement des opérateurs associatifs dont les projets répondent aux enjeux du contrat de ville). Ces crédits ne constituent pas l'exhaustivité des moyens déployés par les institutions sur les quartiers, notamment pour la Ville et la Métropole qui accordent des subventions de fonctionnement aux associations dans le cadre de son appel à projets annuel.

La répartition financière par enjeu traduit les priorités que les partenaires ont voulu donner à ce contrat de ville, mais également les moyens engagés spécifiquement au profit des habitants, notamment concernant l'éducation, le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion, l'accès aux droits mais aussi à la culture, la santé et les sports.

La répartition géographique de ces crédits montre une prédominance du quartier Mosson / Hauts de Massane – plus de 1,5 M€, (la population représente 41.3 % de la population totale des quartiers prioritaires). Viennent ensuite le Petit Bard-Pergola (373K€), Figuerolles (262 K€), les Cévennes (202 K€).

Par ailleurs, la Métropole a engagé et animé en 2019, via son service politique de la ville, un travail de construction, partenarial et participatif impliquant les partenaires institutionnels, les conseils citoyens et les associations pour aboutir à un protocole d'engagements renforcés et réciproques qui constitue l'avenant n°2 au contrat de ville.

L'ensemble de la démarche a conduit à faire évoluer le cadre opérationnel du contrat de ville sans remettre en cause la stratégie arrêtée en 2015. Ainsi, dans un souci de simplification et de plus grande lisibilité, l'avenant du contrat de ville s'appuie dorénavant sur 67 fiches opérationnelles.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le rapport annuel politique de la ville 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146360-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Rapport annuel sur la mise en oeuvre de la Politique de la Ville 2019 VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

## Solidarités - Logement d'abord - Avenant financier à la convention pluriannuelle d'objectifs 2018 - 2019 conclue entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole - Abondement complémentaire et actions dédiées 2020 - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Le plan national pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2018-2022 propose une réforme structurelle de l'accès au logement pour les personnes sans-domicile. Il répond au constat d'un sans-abrisme persistant en France et d'une saturation toujours croissante des dispositifs d'hébergement d'urgence dans les territoires.

Montpellier Méditerranée Métropole a été retenue en mars 2018, à l'issue d'un appel à manifestation d'intérêt, pour mettre en œuvre de manière accélérée le plan gouvernemental logement d'abord. Une convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2019 a été conclue en date du 12 novembre 2018 entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole. Elle détermine les priorités communes d'intervention et les moyens financiers alloués pour parvenir à la réalisation des actions conjointement décidées.

Par délibération du 15 septembre 2020, un premier avenant à la convention d'objectifs 2018-2019 précitée conclue avec l'Etat a été approuvé, pour l'année 2020. Ainsi, l'Etat a délégué à Montpellier Méditerranée Métropole une première enveloppe de 260 000 € pour 2020, dont 210 000 € de crédits ont été affectés au même Conseil aux organismes opérateurs du Plan Logement d'abord.

**Pour rappel, affectation des crédits Logement d'abord par délibération du 12 octobre 2020 :**

OPERATEURS / Associations	ACTIONS	2020		
		ETAT CREDITS SUPPORTS LDA	ETAT CREDITS STRATEGIE PAUVRETE	CREDITS METROPOLE
S.I.A.O.	Poste de médecin coordinateur à mi-temps	50 000 €		
GESTARE	Action de prévention pour le maintien dans le logement	40 000 €		
ADAGES/REGAIN	Poste Infirmier de la Plateforme		40 000 €	
ADAGES/MAISON DU LOGEMENT et REGAIN	Fonds de secours pour l'accompagnement des ménages	8 500 €		
RESTAURANTS DU CŒUR – TOITS DU COEUR	Fonds de secours pour l'accompagnement des ménages	8 500 €		
GAMMES - ISSUE	Fonds de secours pour l'accompagnement des ménages	8 500 €		

L'AVITARELLE	Fonds de secours pour l'accompagnement des ménages	8 500 €		
<b>TOTAL</b>		<b>170 000€</b>	<b>40 000 €</b>	

Une enveloppe de crédits complémentaires de 74 500 € vient d'être déléguée à la Métropole pour 2020 par la Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement (DIHAL) pour la mise en œuvre du Logement d'abord sur son territoire.

**Répartition proposée de l'enveloppe complémentaire :**

		2020		
<b>OPERATEURS / Associations</b>	<b>ACTIONS</b>	<b>ETAT CREDITS COMPL SUPPORTS LDA</b>	<b>ETAT CREDITS STRATEGIE PAUVRETE</b>	<b>CREDITS METROPOLE</b>
ADAGES	Plateforme d'Accès aux droits liés à l'habitat	25 000 €		25 000 €
ART DEV - CNRS	Enquête un jour donné	7 000 €		
ADAGES/REGAIN	Poste travailleur social de la Plateforme	40 000 €		
OPERATEURS BAIL D'ABORD	Fonds de secours pour l'accompagnement des ménages	2 500 €		
<b>TOTAL</b>		<b>74 500 €</b>		<b>25 000 €</b>

Des conventions seront signées avec chacune des structures financées, qui préciseront les attendus de l'action, les moyens à mobiliser et les modalités de versement des subventions.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver la signature de l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2019 conclue entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole suite à ce nouvel abondement ;
- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus pour un deuxième montant total de 74 500 € ;
- d'approuver les projets de conventions afférentes ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant, les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Tasnime AKBARALY.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147339-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AVENANT FINANCIER A LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS CONCLUE ENTRE L'ETAT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - LOGEMENT D'ABORD
- Avenant Convention Art Dev axe 1 MMM
- Convention plateforme ADLH 2020
- Convention Fonds de secours
- Convention IDS TS plateforme Regain 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

## Solidarités - État de réalisation 2019 du Programme Local de l'Habitat (PLH) - Approbation

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2019-560 en date du 18 novembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté le Programme Local de l'Habitat (PLH) pour la période 2019-2024. Conformément à l'article L.302-3 du Code de la construction et de l'habitation, le présent rapport dresse le bilan de la mise en œuvre du PLH de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2019.

Le PLH mis en œuvre traduit la politique de l'habitat volontariste que s'est fixée la Métropole pour répondre aux besoins en logements, toujours importants dans un contexte de dynamique démographique soutenue, de précarité économique marquée, de diversité des modes de vie et de parcours résidentiels. Les fortes tensions exercées sur le parc locatif social et la sélectivité du marché du logement qui induisent des parcours résidentiels contraints pour les ménages, imposent de maintenir à un haut niveau l'effort de production engagé.

Pour rappel, le PLH 2019-2024 se décline au travers des 6 orientations ci-dessous :

### **Orientation 1 : Soutenir une production diversifiée de logements**

Dans un contexte de forte attractivité démographique (+ 6 300 habs/an entre 2007 et 2017) qui devrait se poursuivre (+ 6 400 habs/an d'ici à 2024), de marché de l'habitat tendu sur l'ensemble de ses segments (promotion neuve, locatif public et privé), le PLH de la Métropole fixe un objectif de production annuelle de logements compris entre 5 000 et 5 400 logements hors aléas. Cet objectif reste en effet dépendant de conditions de production favorables, notamment économiques.

La diversification annuelle lissée de l'offre en logements devrait s'établir de la manière suivante :

- entre 1 790 et 1 960 logements locatifs sociaux (LLS), soit suivant les communes (voir orientation 3 ci-après) de 30 % à 36 % des logements effectivement commencés ;
- environ 700 logements en accession à la propriété abordable soit 17 % dans les 9 communes effectivement desservies par le réseau armature des transports en commun ;
- environ 2 600 logements libres soit 47% dans les 9 communes effectivement desservies par le réseau armature.

### **Orientation 2 : Développer le logement social et abordable**

Les caractéristiques de la population de la Métropole impliquent des réponses adaptées en terme de logements :

- un taux de pauvreté élevé qui induit une forte demande de logements locatifs sociaux ; ce qui se traduit par la programmation d'au moins 80% des LLS en Prêts Locatifs à Usage Social (PLUS) et en Prêts Locatifs Aides d'Intégration (PLAI), dont les loyers plafonds correspondent le mieux aux capacités contributives des ménages, et la programmation d'au maximum 8% des LLS en Prêts Locatif à Usage Social (PLS), aux loyers plus élevés ;
- une accession à la propriété sur le marché libre à des prix accessibles pour 30 % seulement de la population, ce qui se traduit par la programmation d'au moins 17% d'accession abordable dans les 9 communes effectivement desservies par le réseau armature.

### **Orientation 3 : Agir en faveur de l'équilibre territorial**

Le territoire non homogène de la Métropole justifie d'accueillir de manière différenciée la production de LLS et d'accession abordable :

- groupe 1 : les 9 communes soumises à obligation de produire 25% de LLS en stock (SRU) et desservies par le réseau de transport armature. Ces dernières se voient attribuer un objectif de production d'au moins 36 % de LLS (dont 3 % de LLS étudiants) et 17 % accession abordable (6 % en prêt social location accession – PSLA et 11 % en accession encadrée) ;
- groupe 2 : les 11 communes SRU non desservies par le réseau armature. Ces dernières se voient attribuer un objectif de production d'au moins 33 % de LLS ;
- groupe 3 : les 3 communes non SRU mais pouvant le devenir durant la période couverte par ce PLH. Ces dernières se voient attribuer un objectif de production d'au moins 33 % de LLS ;

- groupe 4 : les 8 autres communes non SRU. Ces dernières se voient attribuer un objectif de production d'au moins 30 % LLS.

En outre, les travaux conduits dans le cadre de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) devront aboutir à une plus grande mixité sociale dans le parc public, pour enrayer les processus de paupérisation de certains secteurs tout en favorisant le droit au logement pour tous à l'échelle de l'ensemble du territoire métropolitain.

#### **Orientation 4 : Optimiser l'utilisation de l'espace urbain existant**

Dans une perspective de transition climatique et environnementale Montpellier Métropole Méditerranée réoriente son modèle de développement urbain pour l'axer essentiellement sur le renouvellement, la rénovation et le réinvestissement urbains. Ainsi, différents dispositifs d'amélioration de l'habitat sont en cours sur le territoire, notamment en direction des grandes copropriétés dégradées. Pour ce faire, la Métropole s'inscrit, notamment, dans le plan national « Initiative copropriétés ».

Par ailleurs, le PLH prévoit la réhabilitation de 1 350 logements du parc privé d'ici 2023.

#### **Orientation 5 : Déployer et adapter l'offre de logements pour les publics spécifiques**

L'une des attentes du PLH, est aussi d'apporter des réponses aux publics dits spécifiques, dont les logements à produire doivent être adaptés à leurs besoins :

- les jeunes/les étudiants : objectif annuel de 3 % de LLS étudiants à produire sur les 9 communes effectivement desservies par le réseau armature (soit 120 logements en moyenne lissée annuelle) ;
- les seniors et les personnes handicapées : adaptation renforcée du parc de logements existants et production annuelle de 2 % de LLS dédiés (en EHPAD ou en résidences) soit 105 logements en moyenne lissée annuelle ;
- hébergement d'insertion ou d'urgence pour les personnes les plus défavorisées : production annuelle de 180 logements en moyenne lissée annuelle dédiés, financés en PLAI, à travers la création de 18 nouvelles structures collectives d'hébergement ou de logement d'insertion en 6 ans, en lien avec la mise en œuvre accélérée du Plan « Logement d'abord » sur le territoire ;
- les gens du voyage : création de 3 aires d'accueil permanentes, 4 aires de grands passages et 12 habitats adaptés.

#### **Orientation 6 : faire vivre la politique de l'habitat**

Le suivi des actions du PLH se fait dans le cadre de l'observatoire de l'habitat piloté par la Métropole, dont la pérennisation et le développement est nécessaires : suivi de la construction neuve, observatoire des copropriétés, des loyers, du logement étudiant, atlas du parc social. Il permet de rendre compte, à tous (communes comme partenaires publics et privés), des évolutions en cours sur le territoire et du niveau de mise en œuvre du PLH.

L'objectif du PLH est également de renforcer la relation de confiance avec les communes en mettant en place une rencontre annuelle avec chaque commune dans le cadre de l'avancée de la mise en œuvre du PLH et en les accompagnant à la réalisation et au suivi de leurs projets d'habitat.

Pour l'année 2019, le bilan de la mise en œuvre du PLH est présenté ci-dessous au travers de 7 grandes thématiques :

##### **1- La construction neuve**

##### Rappel objectifs du PLH 2019-2024

La production potentielle hors phénomènes conjoncturels est estimée entre 5 000 et 5 400 logements par an sur le territoire, avec un objectif de répartition de 50 % sur la ville de Montpellier et de 50 % sur les autres communes du territoire métropolitain.

##### L'année 2019

Avec 6 082 logements mis en chantier en 2019 dans la Métropole dont 3 361 à Montpellier (55 %), le niveau de construction de logements poursuit sa baisse depuis 2018 ; mais il est à relativiser au regard des 4

dernières années marquées par des volumes importants de mises en chantiers (jusqu'à 7 179 en 2017).

Parmi les communes les plus actives en terme de production de logements, hors Montpellier, Castelnau-le-Lez a vu la mise en chantier de 853 logements en 2019 et Saint Jean de Védas 278 logements.

La tendance baissière actuelle se retrouve dans le niveau des autorisations de logements, dont la baisse est continue depuis 2016. Cette tendance est aussi à relativiser au regard des volumes antérieurs particulièrement élevés : 8 700 en 2016 pour 6 590 autorisations en 2019. La répartition territoriale des autorisations est conforme aux objectifs du PLH avec 51% des autorisations à Montpellier (soit 3 382 logements). Parmi les communes les plus dynamiques, Castelnau-le-Lez compte 646 autorisations, Baillargues 340 autorisations et Saint Jean de Védas 305 autorisations.

### Perspectives 2020

Malgré la crise sanitaire en cours, les impacts sur le volume de mises en chantier sont peu marqués. Ainsi, les chiffres de mise en chantier des 1<sup>er</sup> semestre 2019 et 2020 sont quasi équivalents (2 018 mises en chantiers au 1<sup>er</sup> semestre 2019 pour 2 080 mises en chantier au 1<sup>er</sup> semestre 2020).

Le volume des autorisations semble avoir été plus impacté par la crise puisque la baisse du nombre d'autorisations se poursuit : 2 156 logements autorisés contre 3 006 au 1<sup>er</sup> semestre 2019 soit une baisse de 28 % (baisse de 19 % pour la seule ville de Montpellier).

Ceci interroge sur le niveau des futures mises en chantier sur le territoire, et, par voie de conséquence, les capacités du territoire à produire suffisamment de logements pour répondre aux besoins et aux objectifs du PLH 2019-2024.

## **2- La promotion immobilière**

### L'année 2019

La promotion immobilière sur le territoire de la Métropole a connu des années particulièrement fastes ces dernières années, et plus particulièrement entre 2015 et 2017, où un pic de 4 000 ventes en 2017 a été enregistré. Depuis, le nombre de ventes a rapidement chuté, pour revenir à 2 754 ventes de logements neufs en 2019 (- 31% par rapport à 2017), le PLH prévoyant la mise en chantier d'entre 2350 et 2530 logements « libres » par an.

Les principales caractéristiques de ces 2 754 ventes sont les suivantes :

- la part investisseur représente 65 % ;
- 95 % des ventes ont concerné des logements collectifs ;
- 55 % des ventes ont été réalisées sur la ville de Montpellier (contre 63 % en 2018) et 19 % sur la commune de Castelnau-le-Lez ;
- 40 % des ventes ont été réalisées en secteur aménagé (contre 48 % en 2018) ;
- 57 % des ventes ont concernées des T1 et T2.

Si cette baisse pouvait un temps être interprétée comme un « retour à la normale », suite à des années très dynamiques, la poursuite de la baisse du nombre de ventes sur le 1<sup>er</sup> semestre 2020, montre un réel ralentissement du marché de la promotion immobilière sur le territoire métropolitain dû notamment à la crise sanitaire.

### Perspectives 2020

La forte baisse des mises en vente en 2019 (2641 soit -18 % par rapport à 2018) et au 1<sup>er</sup> semestre 2020, anticipe une baisse des ventes à nouveau en 2020, confirmant le ralentissement du marché.

## **3- La production de logements locatifs sociaux et la demande sociale**

### Rappel objectifs du PLH 2019-2024

Le PLH fixe, suivant les communes, un objectif de 30 % à 36 % de logements locatifs sociaux parmi la



production de logements, soit, pour un objectif de production annuel estimé hors aléas de conjoncture compris entre 5 000 et 5 400 logements, un objectif de production de 1 790 à 1 960 logements locatifs sociaux par an.

Ces logements locatifs sociaux sont répartis de la manière suivante :

Ventilation de la production des logements locatifs sociaux selon de le type de financement								
Type de financement		PLUS	PLAI familiaux	PLAI spécifiques	PLS familial	PLS étudiants	PLS seniors	Total
Moyenne annuelle de production par type d'offre fixée par le PLH 2019-2024*	Nombre	855	465	180	150	120	105	1 875
	Répartition	45%	25%	10%	8%	6%	6%	100%

\*moyenne annuelle à rapporter à une fourchette de 1 790 à 1 960 LLS par an

### L'année 2019

1 981 logements locatifs sociaux ont été financés en 2019, soit un taux de réalisation de 106 % (rapporté à une moyenne annuelle lissée de 1 875 logements locatifs sociaux) et répartis de la manière suivante :

- 1 763 logements destinés aux familles et aux personnes défavorisées,
- 24 PLS pour étudiants,
- 194 PLS pour personnes âgées dépendantes. Il est cependant à noter que la production de logements locatifs sociaux à destination des seniors se développe aussi fortement sur des produits locatifs sociaux plus accessibles (PLUS et PLAI).

Par ailleurs, un centre d'hébergement d'urgence avec 28 PLAI spécifiques a été financé.

La répartition des financements de ces logements par catégorie de financement est la suivante :

Ventilation de la production des logements locatifs sociaux selon de le type de financement								
Type de financement		PLUS	PLAI familiaux	PLAI spécifiques	PLS familial	PLS étudiants	PLS seniors	Total
Logements financés en 2019	Nombre	1 111	594	28	30	24	194	1 981
	Répartition	56%	30%	1%	2%	1%	10%	100%

Si, en volume, l'objectif de production de logements locatifs sociaux a été atteint, ce n'est pas le cas en proportion des logements ayant fait l'objet d'une autorisation d'urbanisme en 2019, soit globalement 30 % de logements sociaux locatifs financés à l'échelle de la Métropole.

Ce bilan est à nuancer selon les communes :

- Groupe 1 : réalisation de 26 % pour un objectif de 36 % ;
- Groupe 2 : réalisation de 51 % pour un objectif de 33 % ;
- Groupe 3 : réalisation de 29 % pour un objectif de 33 % ;
- Groupe 4 : réalisation de 18 % pour un objectif de 30 %.

En 2019, 67 % de la production de logements locatifs sociaux a été réalisée sur les communes en dehors de Montpellier (soit 1 334 logements pour 647 sur la Ville de Montpellier).

Enfin, la production de logements locatifs sociaux est très liée à la promotion immobilière, puisque 61% des 1 981 logements locatifs sociaux financés en 2019 l'ont été en VEFA (vente en état futur d'achèvement).

Malgré cette dynamique de la production locative sociale, les besoins demeurent toujours importants sur le territoire de la Métropole : 24 957 demandes ont été recensées en 2019 qui, rapportées aux 3 551

attributions équivalent à un ratio de 7 demandes pour 1 attribution, témoignant ainsi de la très forte tension exercée sur le parc locatif social métropolitain. Cette pression est plus forte sur la Ville de Montpellier (8 demandes pour 1 attribution) que sur les communes périphériques (6 demandes pour 1 attribution).

### Perspectives 2020

Compte tenu de la part de la VEFA dans la production de LLS, le net ralentissement du marché de la promotion immobilière, entraînera, mécaniquement, une baisse du nombre de LLS dits familiaux financés.

La très forte programmation de structures de PLAI spécifiques (pensions de famille notamment) pourrait cependant permettre d'atteindre les objectifs de production de LLS en volume prévus au PLH.

Les années à venir d'ici le terme du PLH devront davantage mettre l'accent sur la production de LLS à destination des étudiants pour permettre l'atteinte des objectifs fixés.

## **4- La production de logements locatifs sociaux au regard de l'article 55 de la loi SRU**

20 communes de Montpellier Méditerranée Métropole sont concernées par l'article 55 de la loi SRU qui les contraint à disposer de 25 % de logements locatifs sociaux au sein de leur parc de résidences principales en 2025. Il est à noter que, au regard du dernier recensement de population, 3 communes supplémentaires pourraient être concernées par cette obligation entre 2019 et 2024. Le taux d'équipement en LLS des 20 communes concernées, s'échelonne de 4% à 23,7% (Montpellier), pour une moyenne de 19,5% à l'échelle de l'ensemble de la Métropole.

Au regard du décompte de l'Etat réalisé au 1<sup>er</sup> janvier 2019, il manquerait 10 594 LLS à l'ensemble de ces communes pour atteindre cet objectif. Sur les 1 981 logements locatifs sociaux financés en 2019, 93% l'ont été sur les communes SRU.

## **5- L'accession « abordable »**

### Rappel objectifs du PLH 2019-2024

Le PLH 2019-2024 prévoit, sur les 9 communes effectivement desservies par le réseau armature des transports en commun, que 17 % de la production annuelle de logements soit destinée à de l'accession abordable, dont :

- o 6 % de produits location-accession (PSLA), soit au minimum 250 par an ;
- o 11 % de produits en accession encadrée (au sein des ZAC ou bénéficiant de taux de TVA réduit), soit au minimum 450 par an.

### L'année 2019

Le recensement des logements concernés s'avère particulièrement délicat, car tous les logements répondant à cet objectif ne font pas l'objet d'un dispositif déclaratif, notamment ceux produits dans le cadre du marché sans aide ou accompagnement spécifique. Les données ci-après ne portent donc que sur une partie des logements abordables réalisés.

En 2019, 361 ventes ont concerné des logements issus de dispositifs encadrés par les pouvoirs publics avec des prix de vente plafonnés, selon 3 dispositifs d'aides connus :

- 28 logements relevant d'un financement Prêt Social de Location Accession (PSLA et uniquement à destination des bailleurs sociaux) ;
- 67 logements ayant bénéficiés d'une TVA réduite (hors PSLA) ;
- 266 logements ayant bénéficiés d'un dispositif en faveur de l'accession aidée dans les opérations d'aménagement.

Par ailleurs, en terme de programmation, 82 logements ont été financés en PSLA en 2019.

Les logements en accession aidée vendus en 2019 présentent, en moyenne, des superficies légèrement plus compactes que les logements dits libres.

En moyenne, les prix proposés pour les produits T2 et T3 (essentiel de l'offre et de la demande) sont de 22 % à 25 % inférieurs au marché libre.

## Perspectives 2020

Les perspectives 2020 pour la production de logements en accession abordable sont identiques à celles de la production de LLS ; compte tenu de l'évolution à la baisse du marché de la promotion immobilière.

### **6- La réhabilitation du parc de logements privés**

#### Rappel objectifs du PLH 2019-2024

La requalification du parc de logements privés anciens constitue un autre axe prioritaire du PLH 2019-2024, qui prévoit la réhabilitation d'au minimum 1 350 logements du parc privé. En parallèle, le PLH prévoit une intervention publique forte sur les copropriétés dégradées du quartier de la Mosson et « Cévennes » à Montpellier.

#### L'année 2019

En 2019, les aides déléguées de l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH) et celles de Montpellier Méditerranée Métropole attribuées sur ses propres crédits ont permis d'aider à la rénovation de 431 logements dont 186 en copropriété en difficulté et 178 en propriétaire occupant Energie. 20 logements ont par ailleurs été réhabilités en contrepartie d'un engagement des propriétaires à louer à loyer maîtrisé à des ménages modestes pour une durée minimale de 9 ans.

Au regard des priorités d'intervention de l'ANAH, la ventilation des logements et équivalents logements rénovés en 2019 est la suivante (avec double compte possible) :

- lutte contre l'habitat indigne et dégradé : 17 logements,
- lutte contre la précarité énergétique (gain énergétique supérieur à 25%) : 178 logements de propriétaires occupants, témoignant du fort soutien des politiques publiques en faveur de la rénovation thermique,
- adaptation du logement à la perte d'autonomie liée au handicap ou au vieillissement : 70 logements.

Ces résultats ont été rendus possibles grâce à différents dispositifs d'animation financés par la Métropole : Programme d'Intérêt Général (PIG) « *Rénover pour un habitat durable et solidaire* » reconduit en 2019 pour une durée de 5 ans avec un objectif de 869 logements à traiter (y compris en copropriété) dont 815 sur le volet énergétique, Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain Copropriétés Dégradées (OPAH RU CD) des quartiers Courreau - Figuerolles - Nord Ecusson 2016-2021 et la mise en place d'une plateforme territoriale de la rénovation énergétique des logements privés.

S'agissant plus particulièrement des copropriétés, la Métropole a été retenue en octobre 2018 au titre du Plan Initiative Copropriétés au niveau national pour le quartier Mosson, puis courant 2019, au niveau régional pour les copropriétés des Cévennes et de Saint-Martin. La mobilisation des outils spécifiques du Plan Initiative Copropriétés a permis de mettre en place courant 2019 des dispositifs et des financements exceptionnels dans le cadre d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriétés Dégradées sur Mosson et un dispositif d'élaboration de Plan de Sauvegarde sur Cévennes, en lien avec le Nouveau Programme de Rénovation Urbaine.

## Perspectives 2020

S'agissant de la réhabilitation thermique, de nouveaux outils métropolitains sont à l'étude dans le cadre du Plan Climat Air Energie Territorial pour massifier le nombre de réhabilitations. En outre, les dispositifs d'OPAH CD Mosson et du Plan de Sauvegarde sont intensifiés en lien avec le Nouveau Projet de Renouvellement Urbain.

### **7- L'observation de l'habitat**

Montpellier Méditerranée Métropole a poursuivi les travaux engagés dans le cadre de son observatoire de l'habitat dans le but de suivre les évolutions des marchés de l'habitat et les effets du PLH.

A ce titre, elle a notamment participé techniquement et financièrement au suivi de l'observatoire des loyers sur le territoire métropolitain élargi aux communes de l'unité urbaine de Montpellier hors Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- de prendre acte de l'état de réalisation du Programme Local de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146510-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

## **Solidarités - Contrat de Plan État-Région 2015-2020 - Attribution de subvention au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires pour la réfection des réseaux d'eau de la cité universitaire ' Le Triolet ' à Montpellier - Convention - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. Sa nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ces domaines accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain.

Par ailleurs, compte tenu de sa croissance démographique soutenue, alimentée notamment par l'arrivée d'étudiants, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre au titre de sa compétence en matière d'habitat, une politique volontariste en faveur du logement étudiant. Celle-ci permet de répondre aux besoins spécifiques de ces publics, en favorisant leurs parcours résidentiels, notamment par la production d'une offre locative sociale adaptée à leurs revenus.

Ainsi, au titre du volet Enseignement Supérieur Recherche et Innovation du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer aux projets de rénovation et de modernisation des résidences étudiantes propriétés du Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) de Montpellier.

Le CROUS de Montpellier possède le premier parc de logement social étudiant de France avec plus de 10 000 lits. C'est aussi le premier parc rapporté au nombre d'étudiants avec un taux d'équipement de 10,6 %. Les cités universitaires traditionnelles ont, pour la plupart, été construites dans les années 60 et 70. L'importance de ce parc nécessite une politique de réhabilitation et de maintenance adaptée largement engagée.

Dans ce cadre, le CROUS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours pour la réfection des réseaux d'évacuation extérieurs des eaux pluviales (EP) et des eaux vannes de type séparatif (EU) ainsi qu'un nouveau réseau d'alimentation en eau potable (AEP) pour l'ensemble des bâtiments de la cité universitaire « Le Triolet » situé 75 Avenue Augustin Fliche à Montpellier.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 426 613 €. Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit ainsi comme suit :

Coût total de l'opération : 1 460 352 €

- Fonds propres CROUS : 1 033 739 €
- Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 426 613 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'apporter une subvention au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires d'un montant de 426 613 € pour le remplacement des réseaux d'eau de la Cité Universitaire « Le Triolet » située à Montpellier ;
- de dire que cette dépense est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement ;

- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-145989-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Conv\_Subv\_CROUS-Le Triolet \_Mtp.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES



## **Solidarités - Avance des subventions publiques aux syndicats de copropriétaires et aux propriétaires modestes pour la rénovation du parc privé - Financement du reste à charge pour les propriétaires modestes - Conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et FDI SACICAP - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre avec le soutien de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), dont elle est délégataire, une politique d'accompagnement visant à enrayer la dégradation de l'habitat privé sur le territoire de la Métropole et à accompagner les porteurs de projet de rénovation du bâti.

Cette action s'exprime notamment à travers plusieurs dispositifs de droit commun et dans le cadre du Plan Initiative Copropriétés (PIC) initié par le Gouvernement sur 14 sites prioritaires au niveau national, qui renforce l'action publique en mobilisant des financements plus importants notamment s'agissant de travaux d'urgence, la bonification du taux de subvention et des aides à l'ingénierie :

- L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) - Copropriété Dégradée sur les 15 copropriétés verticales de la Mosson (2019-2024) ;
- Le Plan de sauvegarde sur les 918 lots de la copropriété des Cévennes (2019-2026) ;
- Le Programme d'Intérêt Général (PIG) « *Rénover durable et solidaire* » reconduit en 2019 pour 5 ans (2019-2024) offrant un accompagnement aux propriétaires occupants ou bailleurs pour des travaux d'autonomie, de rénovation énergétique ou de résorption de l'habitat insalubre ;
- L'OPAH Renouvellement Urbain avec volet Copropriétés Dégradées ciblant les propriétaires d'appartements vétustes et les syndicats de copropriété en centre-ville, dans les secteurs Courreau, Figuerolles, Nord-Ecusson et Boussairolles (OPAH CFNE 2016-2022) ;
- Le dispositif « *Ecocité Ville de demain* » relatif à la rénovation énergétique en copropriété.

Ces différents dispositifs offrent un conseil et un suivi technique en même temps qu'une prestation de conseil et un suivi financier avec la recherche de subventions et le montage de plans de financement pour les particuliers et les syndicats.

Pour les porteurs de projets, qu'ils soient propriétaires individuels ou syndicats, l'aspect financier est décisif dans la réalisation effective des travaux.

Dans le cadre de ses missions sociales, FDI SACICAP propose des solutions de financement adaptées aux problématiques rencontrées par les propriétaires occupants modestes et dans les copropriétés dégradées, à savoir :

- l'avance des subventions publiques collectives et individuelles aux propriétaires et aux Syndicats des Copropriétaires (qui sont versées au fur et à mesure de l'avancement des travaux),
- l'octroi de prêts pour le reste à charge de la quote-part (part non subventionnée) des propriétaires les plus modestes.

Une convention signée le 19 juin 2018 pour 4 ans entre le ministère de la Cohésion des Territoires et des relations avec les Collectivités Territoriales et l'Union d'Economie Sociale pour l'Accession à la Propriété (UESAP) prévoit la mobilisation des Sociétés Anonymes Coopératives d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP) pour mettre en œuvre diverses mesures d'accompagnement des propriétaires occupants bénéficiaires des aides de l'ANAH et plus particulièrement des ménages et copropriétés exclus des circuits bancaires classiques.

A la suite du lancement du Plan Initiative Copropriétés, une convention opérationnelle complémentaire a été signée le 11 octobre 2018 entre Procivis et l'ANAH pour accompagner les projets de redressement des copropriétés dégradées.

La déclinaison locale de ces dispositions nationales s'est traduite via la « *Convention cadre 2019-2022* » signée le 25 juillet 2019 entre FDI SACICAP et Montpellier Méditerranée Métropole, portant spécifiquement sur les projets de travaux en copropriété dégradée du Plan Initiative Copropriétés.

En parallèle, la Métropole et FDI SACICAP signent chaque année depuis 2017 une convention pour faire bénéficier aux ménages propriétaires occupants modestes ou très modestes, accompagnés dans le cadre des

dispositifs PIG et OPAH CFNE, des prêts SACICAP. D'une durée d'un an, cette convention conclue pour la dernière fois le 18 janvier 2019 doit être renouvelée.

Pour simplifier et élargir le public bénéficiaire potentiel, la présente délibération propose la signature de deux documents contractuels différents selon les publics visés (propriétaires ou syndicats de copropriété), n'ayant aucune incidence directe sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole :

- une nouvelle convention ciblant les propriétaires modestes, dans la continuité de la précédente convention signée entre FDI SACICAP et Montpellier Méditerranée Métropole le 18 janvier 2019 pour 1 an qui ne concernait que les dispositifs PIG et OPAH CFNE, élargie cette fois-ci à l'ensemble des dispositifs engagés sur la Métropole pour une durée de 3 ans et bénéficiant d'une enveloppe annuelle prévisionnelle de 750 000 € ;
- un avenant à la convention cadre signée en juillet 2019 ciblant les copropriétés du Plan Initiative Copropriétés pour l'élargir aux copropriétés de l'OPAH CFNE et aux éventuelles copropriétés accompagnées dans le cadre du PIG ou du programme Ecocité, avec une caisse d'avance globale de 5 200 000 € mobilisable par FDI SACICAP.

En tant que maître d'ouvrage du plan Initiative Copropriétés et des dispositifs d'accompagnement, Montpellier Méditerranée Métropole sera coordonnateur de la mise en œuvre de ces deux conventions.

L'élargissement des bénéficiaires sera effectif à compter de la date de signature de la convention et de l'avenant à la convention cadre, et jusqu'au 31 décembre 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant à la convention cadre relative aux dispositifs de financement des travaux pour les copropriétés, entre FDI SACICAP et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver les termes de la convention relative aux dispositifs de financement des travaux pour les propriétaires modestes, entre FDI SACICAP et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Florence AUBY, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-142350-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant à la convention cadre
- Convention prêts particuliers

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

## **Solidarités - Convention relative aux modalités d'accès aux données de la cartographie nationale de l'occupation du parc locatif social - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

La Loi Egalité Citoyenneté a élargi la finalité de l'enquête Occupation du Parc Social (OPS) afin que ces données puissent être mobilisés par les collectivités dans le cadre de la mise en œuvre de leur politique locale de l'habitat. Pour cela, le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Système National d'Enregistrement (SNE), en partenariat avec l'Union Sociale pour l'Habitat (USH), ont créé une application reprenant des indicateurs statistiques cartographiés relatifs à l'occupation sociale du parc (données OPS) et aux caractéristiques des logements (données du Répertoire du Parc Locatif Social - RPLS).

Cette cartographie doit permettre un meilleur pilotage des attributions de logements sociaux et une meilleure répartition de l'offre de logements sociaux. Elle se veut ainsi être un outil au service des politiques d'attribution et de mixité, en mettant à disposition des collectivités les données dont elles peuvent avoir besoin pour définir leurs stratégies de peuplement.

Les données consultables et éventuellement téléchargeables par cette application sont des données anonymisées à caractère personnel. Le recueil, le transfert et l'exploitation des données sont soumis au respect des règles mentionnées dans la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. L'utilisateur du portail de cartographie et de ses données est astreint au secret professionnel et a une obligation de confidentialité.

Ainsi, pour avoir accès aux données de la cartographie nationale de l'occupation du parc social, les EPCI doivent signer une convention avec le GIP SNE et l'Occitanie Méditerranée Habitat (OMH - association régionale HLM).

Après signature de cette convention, les communes qui souhaitent avoir accès aux données du portail de cartographie pourront en faire la demande auprès de la Métropole. Pour ce faire, chaque commune devra adopter une délibération demandant cet accès.

Un administrateur local sera désigné au sein de la Métropole et aura pour mission de valider les comptes d'accès des agents de la Métropole et des communes.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le projet de convention relative aux modalités d'accès aux données de la cartographie nationale de l'occupation du parc social à intervenir entre le GIP SNE, l'OMH et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix  
Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20201123-146745-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**  
- Convention carto occupation 3M-OMH-SNE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOLU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

# Solidarités - Construction de 92 logements sociaux à Montpellier et Villeneuve-lès-Maguelone - Attribution de subventions à l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat - Conventions - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de six opérations de construction neuve prenant place sur les communes de Montpellier et Villeneuve-lès-Maguelone, totalisant 92 logements sociaux.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 3 700 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 2 du financement du logement social et de 8000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des six opérations projetées sont détaillés dans les tableaux suivant :

Opération	« Kaelis » 572, rue du Triolet Montpellier Zone 2	« Vivant » Impasse Charcot Montpellier Zone 2	« Les Cypres » 155, rue Bernard Blier Montpellier Zone 2
<b>Caractéristiques :</b> Promoteur VEFA Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	Pragma-Sogeprom P. Rubio Collectifs 579,48 m <sup>2</sup> 20 LLS 13 PLUS / 7 PLAI 16 T2, 4 T3	Angelotti Caremoli-Miramond Collectifs 558,80 m <sup>2</sup> 8 LLS 5 PLUS / 3 PLAI 2 T2, 2 T3, 3 T4, 1 T5	Les Nouveaux Constructeurs Serrado Collectifs 576,75 m <sup>2</sup> 9 LLS 6 PLUS / 3 PLAI 2 T2, 4 T3, 3 T4
<b>Plan de financement :</b> Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Région Prêt CDC Prêt Autre Fonds Propres Participation Montpellier Méditerranée Métropole	1 229 594 € 54 600 € 17 000 € 627 093 € 61 013 € 395 888 € 74 000 €	1 249 348 € 23 400 € 8 500 € 637 167 € 189 638 € 361 043 € 29 600 €	1 287 909 € 23 400 € 7 500 € 656 833 € 134 619 € 432 257 € 33 300 €

Opération	« Urban Nova » Avenue des Prés d'Arènes Montpellier Zone 2	« Art Campus » 235, rue Paul Bringuier Montpellier Zone 2	« Les Aires » Chemin rural des Aires Villeneuve-Lès-Maguelone Zone 3
<b>Caractéristiques :</b> Promoteur VEFA Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement	Altarea- Cogedim E. Nebout Collectifs 1 312,80 m <sup>2</sup> 19 LLS 13 PLUS / 6 PLUS	Bouygues Immobilier Caremoli-Miramond Collectifs 590,06 m <sup>2</sup> 9 LLS 6 PLUS / 3 PLAI	- Kubik Collectifs 1 831,93 m <sup>2</sup> 27 LLS 18 PLUS / 9 PLAI



Catégorie de financement Typologie	1 T1, 4 T2, 7 T3, 5 T4, 2 T5	2 T2, 6 T3, 1 T4	7 T2, 11 T3, 8 T4, 1 T5
<b>Plan de financement :</b>			
Coût total de l'opération	<b>2 907 234 €</b>	<b>1 334 546 €</b>	<b>3 346 500 €</b>
Subvention Etat déléguée	46 800 €	26 400 €	70 200 €
Subvention Région	18 500 €	9 000 €	90 000 €
Prêt CDC	1 482 689 €	1 265 846 €	2 286 948 €
Prêts Autres	287 403 €	0 €	0 €
Fonds Propres	1 001 542 €	0 €	683 352 €
<b>Participation Montpellier Méditerranée Métropole</b>	<b>70 300 €</b>	<b>33 300 €</b>	<b>216 000 €</b>

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature de conventions.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'apporter les subventions suivantes à ACM Habitat ;
- 74 000 € pour la construction de 20 logements locatifs sociaux, résidence « Kaélis », 572 rue du Triolet à Montpellier ;
- 29 600 € pour la construction de 8 logements locatifs sociaux, résidence « Vivant », Impasse Charcot, à Montpellier ;
- 33 300 € pour la construction de 9 logements locatifs sociaux, résidence « Les Cyprès », 155 rue Bernard Blier à Montpellier ;
- 70 300 € pour la construction de 19 logements locatifs sociaux, résidence « Urban Nova », 730-838 avenue des Prés d'Arènes à Montpellier ;
- 33 300 € pour la construction de 9 logements locatifs sociaux, résidence « Art Campus », 235, rue Paul Bringuier à Montpellier ;
- 216 000 € pour la construction de 27 logements locatifs sociaux, résidence « Les Aires », chemin rural des Aires à Villeneuve-lès-Maguelone ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- de dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Guy LAURET, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146089-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention Kaelis
- Perspective Kaelis
- Convention Art Campus
- Perspective Art Campus
- Convention Les Aires
- Perspective Les Aires
- Convention Les Cyprès
- Perspective Les Cyprès
- Convention Urban nova
- Perspective Urban Nova
- Convention Vivant
- Perspective Vivant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

## **Solidarités - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de trente-huit logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Le 19 juillet 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a renouvelé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation de 271 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes. Son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteur de Montpellier déjà concerné par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à financer annuellement au moins 246 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25 %.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur ses fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants.

Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxe des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposants de ressources modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trente-huit logements situés dans les communes de Baillargues, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lattes, Le Crès, Montpellier, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint Georges d'Orques, Saint-Drézéry, Sussargues et Vendargues, dont un logement locatif, les autres étant occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 115 038 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ses subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et le propriétaire bailleur à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- de décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146663-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Tableau conseil PIG nov 2020 AF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

# **Solidarités - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers Courreau/Figuerolles/Nord-Ecusson - Attribution de subventions pour la réhabilitation de trois logements et des parties communes de cinq immeubles - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n° 13750 du 14 avril 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la mise en œuvre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradés Courreau/ Figuerolles/ Nord-Ecusson pour la période 2016-2021.

S'inscrivant dans le cadre du projet de renouvellement urbain « Montpellier Grand Cœur », le programme vise à redonner de l'habitabilité aux ilots dégradés, à promouvoir les réhabilitations de qualité, à lutter contre les marchands de sommeil, à valoriser l'espace public et à améliorer le cadre de vie.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, et des nouvelles prérogatives en matière d'actions d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre conférées par son statut depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole apporte :

Pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes :

- une aide de 20 % à 25 % du montant des travaux subventionnés par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH),
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de mise aux normes ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,

Pour les propriétaires bailleurs :

- une aide de 15 % du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, pour le conventionnement d'un logement à loyer social et 10% pour le conventionnement d'un logement à loyer intermédiaire,
- une aide de 5 % du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonnée à 2 000 € par logement, pour la remise sur le marché d'un logement vacant loué à loyer conventionné social après travaux,

Pour les syndicats de propriétaires :

- une prime de 30 % du montant des travaux éligibles, plafonnée à 3 900 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,
- une prime de 30 % du montant de la dépense, plafonnée à 1 800 € par immeuble, pour la réalisation d'un audit ou d'un diagnostic de performance énergétique en copropriété.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trois logements occupés par des propriétaires modestes et très modestes, ainsi que des parties communes de cinq copropriétés pour un montant total de 21 562 €.

Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau joint en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- de décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;



- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146835-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Tableau CFNE Conseil 23.11.2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

## **Solidarités - Construction de 22 logements sociaux - Résidence "Domaine de Vauguières" - 190 route de Vauguières - à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM Erilia, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 22 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Domaine de Vauguières », 190 route de Vauguières à Montpellier. Le programme réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur COGEDIM, comprend 14 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 8 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain A+ Architecture.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 937 514 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies par le contrat n°113618.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date l'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt, et à informer sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par

trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 2 937 514 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°113618, constitué de 4 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Eliane LLORET.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-145851-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- contrat de prêt n°113618

- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOSSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Solidarités - Construction de 12 logements sociaux - Résidence ' Terre du Soleil ', 14 rue de la Taillade à Castries - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 12 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Terre du Soleil », 14 rue de la Taillade à Castries. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur « Terres du Soleil » comprend 8 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpellierain SENTEIN-BRINAS.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 239 224 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, et aux charges et conditions définies dans le contrat n° 112195.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total 1 239 224 € souscrit par le bailleur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n° 112195, constitué de 4 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Eliane LLORET.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-145863-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Conv\_GE Promologis\_Terre du Soleil.docx
- Contrat de prêt 112195\_Promologis\_Terre du soleil.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL



## **Solidarités - Construction de 18 logements sociaux - Résidence ' Malaga ', 140 Quai Flora Tristan à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 18 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Malaga », 140 Quai Flora Tristan à Montpellier. Le programme, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Pégase Immo/Advitam, comprend 12 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture parisien Reichten & Robert associés.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 687 490 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, et aux charges et conditions définies dans le contrat n° 113598.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total 1 687 490 € souscrit par le bailleur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n° 113598, constitué de 4 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Eliane LLORET.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-145846-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Conv\_GE Promologis\_Malaga.docx

- Contrat de prêt 113598\_Promologis\_Malaga.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Solidarités - Construction de 8 logements sociaux - Résidence ' Pure Aiguelongue ', 281 Avenue du Major Flandre à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°m2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 8 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Pure Aiguelongue », 281 avenue du Major Flandre à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Corim comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain A.C.O.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 948 075 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, et aux charges et conditions définies dans le contrat n°113885.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total 948 075 € souscrit par le bailleur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°113885, constitué de 4 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Eliane LLORET.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-145853-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Conv\_GE Promologis\_Pure Aiguelongue.docx
- Contrat de prêt 113885\_Promologis\_Pure Aiguelongue.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Solidarités - Construction de 10 logements sociaux - Résidence ' LUMINEA ', 1313 avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 10 logements locatifs sociaux neufs, résidence « LUMINEA », 1 313 avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez. Le programme, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Nexity, comprend 7 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'architecte montpelliérain Stéphane COULAUD.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 858 578 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, et aux charges et conditions définies dans le contrat n° 112259.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total 858 578 € souscrit par le bailleur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n° 112259, constitué de 4 lignes de prêts ;

- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Eliane LLORET.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-145839-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Conv\_GE Promologis\_Lumineia.docx

- Contrat de prêt 112259\_Promologis\_Luminéa.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Solidarités - Construction de 10 logements en location-accession - Résidence "Oxalis-bâtiment B" - Quartier de la Bergerie à Juvignac - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM Erilia, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 10 logements en location-accession, résidence « Oxalis bâtiment B », quartier de la Bergerie à Juvignac. Le programme réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Agir promotion / Océanis, comprend 10 logements financés en Prêt Social Location-Accession (PSLA). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain A. Garcia-Diaz.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du Prêt Social Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 1 803 384 € souscrit auprès de La Banque Postale pour financer cette opération selon les caractéristiques financières mentionnées par le contrat n°LBP-00010747.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de La Banque Postale, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédant la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

L'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes.

Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 1 803 384 € souscrit par l'Emprunteur auprès de La Banque Postale, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°LBP-00010747, constitué d'une ligne de prêt ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Eliane LLORET.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-145803-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- contrat de prêt n° LBP-00010747
- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Solidarités - Construction de 16 logements en location-accession - Résidence "Oxalis-bâtiment F" - quartier de la Bergerie à Juvignac - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM Erilia, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 16 logements en location-accession, résidence « Oxalis bâtiment F », quartier de la Bergerie à Juvignac. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Agir promotion / Océanis, comprend 16 logements financés en Prêt Social Location-Accession (PSLA). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain A. Garcia-Diaz.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du Prêt Social Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 2 176 800 € souscrit auprès de La Banque Postale pour financer cette opération selon les caractéristiques financières mentionnées par le contrat n°LBP-00010743.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de La Banque Postale, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédant la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

L'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes.

Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 2 176 800 € souscrit par l'Emprunteur auprès de La Banque

- Postale, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°LBP-00010743, constitué d'une ligne de prêt ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Eliane LLORET.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-145815-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- contrat de prêt n° LBP-00010743
- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Solidarités - Construction de 7 logements sociaux - Résidence ' Jardin de Jade ', 201 rue Celleneuve de St Hilaire à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 7 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Jardins de Jade », 201 rue Celleneuve de St Hilaire à Montpellier. Le programme, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Epure & Edyfis, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpellierain CAREMOLI-MIRAMOND.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 829 055 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, et aux charges et conditions définies dans le contrat n° 113657.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.



**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole:**

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total 829 055 € souscrit par le bailleur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n° 113657, constitué de 4 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Eliane LLORET.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-145827-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Conv\_GE Promologis\_Jardins de Jade.docx
- Contrat de prêt 113657\_Promologis\_Jardin de Jade.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

# Solidarités - Construction de 30 logements en location-accession - Résidence LIANA - ZAC Ovalie, lot 22A2 - Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », acquiert dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 30 logements en location-accession, résidence « Liana », ZAC Ovalie, lot 22A2 à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur FDI Promotion, comprend 30 logements financés en Prêt Social de Location-Accession (PSLA). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Philippe CAPELIER.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 4 237 000 € souscrit auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels pour financer cette opération selon les caractéristiques financières mentionnées ci-après :

Montant du prêt PSLA :	4 237 000 €
Commission d'engagement	0,10%
Durée totale du prêt :	5 ans
Périodicité :	trimestrielle
Amortissement :	In fine
Conditions financières	Euribor 3 mois + 1,50% L'index est flooré à 0
Base de calcul des intérêts :	Exact / 360
Versement des fonds :	Minimum 200 000 € Date limite de déblocage 30/08/2022
Remboursement anticipé :	A chaque date d'échéance - sans faculté de réemprunter - sans indemnité Préavis : 1 mois

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisés par la signature d'une convention.

L'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes.

Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 4 237 000 € souscrit par l'Emprunteur auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels pour la réalisation de 30 logements en location-accession, résidence « Liana », ZAC Ovalie, lot 22A2 à Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels et FDI Habitat, à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Florence AUBY, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Signé.

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-144488-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Conv\_GE\_FDI\_LIANA\_Mtp\_PSLA.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

**Présents :**

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Solidarités - Construction de 6 logements sociaux - Résidence ' Confiance', 41 rue des Eglantiers à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 6 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Confiance », 41 rue des Eglantiers à Montpellier. Le programme, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur SPAG, comprend 4 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpellierain l'Atelier MG Architecte.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 613 519 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, et aux charges et conditions définies dans le contrat n° 113557.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total 613 519 € souscrit par le bailleur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n° 113557, constitué de 4 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Eliane LLORET.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-145958-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Contrat\_de\_pret\_113557\_Promologis\_Confidence1601467848643(1).pdf
- Conv\_GE\_Promologis\_Confidence1601467934238.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL



## **Solidarités - Construction de 6 logements sociaux - Résidence ' Villa Georgia ', chemin de Guillery à Grabels - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en État Futur d'Achèvement (VEFA), 6 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Villa Georgia », chemin de Guillery à Grabels. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Vestia Promotion comprend 4 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'architecte Pascale CHAUMONT domiciliée à Montferrier-sur-Lez.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 856 894 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, et aux charges et conditions définies dans le contrat n°114031.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total 856 894 € souscrit par le bailleur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°114031, constitué de 4 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Eliane LLORET.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146047-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Conv\_GE Promologis\_Villa Georgia.docx

- Contrat de prêt 114031\_Promologis\_Villa Georgia.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Solidarités - Construction de 28 logements sociaux - Résidence ' Font d'Aurelle ', rue de la Valsière à Grabels - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM 3F Occitanie - Convention - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM 3F Occitanie, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en État Futur d'Achèvement (VEFA), 28 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Font d'Aurelle », rue de la Valsière à Grabels. Le programme réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Edouard Denis Promotion, comprend 9 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 15 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpellierain Patrick SERRADO.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement de deux prêts d'un montant total de 3 687 051 € souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies par les contrats n°108876 et n°108877 joints.

Le Département de l'Hérault est par ailleurs sollicité pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt, et à informer sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés. »

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement des deux prêts d'un montant total de 3 687 051 € souscrits par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°108876 constitué de 4 lignes de prêts et le contrat n°108877 constitué de 5 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-138628-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- contrat de prêt n°108876
- convention
- contrat de prêt\_108877\_3FOcc\_Font d'Aurelle\_Grabels.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

**Solidarités - Construction de 19 logements en location-accession - Résidence SEASON'S - ZAC Roque Fraïsse, lot 18A - rue des Terrasses du Languedoc à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », acquiert dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 19 logements en location-accession, résidence « Season's », ZAC Roque Fraïsse, lot 18A, rue des Terrasses du Languedoc à Saint Jean de Védas. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur FDI Promotion, comprend 19 logements financés en Prêt Social Location-Accession (PSLA). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain ATELIER MG.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du Prêt Social Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 2 734 000 € souscrit auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc pour financer cette opération selon les caractéristiques financières mentionnées ci-après :

Désignation	PSLA
Montant du prêt	2 734 000 €
Durée :	32 ans
dont durée préfinancement	2 ans
dont durée amortissement	30 ans
Taux d'intérêt annuel initial révisable	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,00 %
Taux Effectif Global (TEG)	1,51 %
Périodicité des échéances	trimestrielle

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisés par la signature d'une convention.

L'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes.

Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil :**

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 2 734 000 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc pour la réalisation de 19 logements en location-accession, résidence « Season's », ZAC Roque Fraïsse, lot 18A, rue des Terrasses du Languedoc à Saint Jean de Védas ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir au contrat de prêt, à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Florence AUBY, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-144479-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Conv\_GE\_FDI\_SEASON\_St Jean\_PSLA.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Solidarités - Construction de 5 logements sociaux - Résidence ' En Vogue ', 71 avenue de Castelnau à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 5 logements locatifs sociaux neufs, résidence « En Vogue », 71 avenue de Castelnau à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur BPD MARIGNAN comprend 3 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'architecte montpelliéraine Samantha DUGAY.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 695 299 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, et aux charges et conditions définies dans le contrat n° 113884.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Solidarités - Construction de 51 logements sociaux - Résidence Étincelle - ZAC de Caylus, lot M8 à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM CDC Habitat Social - Convention - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM CDC Habitat Social, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 51 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Etincelle », ZAC de Caylus lot M8 à Castelnau-le-Lez. Le programme réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur HELENIS, comprend 33 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 18 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain GARCIA-DIAZ.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 310 298 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies par le contrat n°110734.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date l'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt, et à informer sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant de 5 310 298 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°110734, constitué de 4 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Eliane LLORET, Mme Marie-Delphine PARPILLON.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-145498-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Contrat de prêt n° 110734
- convention
- perspective

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Solidarités - Construction de 28 logements sociaux - Résidence Les Hauts de Castelnau - 14 impasse Jacquard à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM CDC Habitat Social - Convention - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM CDC Habitat Social, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 28 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Les Hauts de Castelnau », 14 impasse Jacquard à Castelnau-le-Lez. Le programme réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Pégase Immobilier, comprend 18 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 10 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Tourre Sanchis.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 224 485 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies par le contrat n°111545.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date l'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt, et à informer sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.



**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant de 2 224 485 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°111545, constitué de 4 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Eliane LLORET, Mme Marie-Delphine PARPILLON.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146053-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- contrat n°111545
- convention
- perspective

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Solidarités - Construction de 27 logements sociaux - Résidence Séquoïa - 2715 avenue Étienne Méhul à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM CDC Habitat Social - Convention - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM CDC Habitat Social, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 27 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Séquoïa », 2 715 avenue Etienne Méhul à Montpellier. Le programme réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur UNITI, comprend 17 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 10 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain SERRADO.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 675 656 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies par le contrat n°110831.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date l'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt, et à informer sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant de 2 675 656 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°110831, constitué de 4 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Eliane LLORET, Mme Marie-Delphine PARPILLON.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-145518-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention

- contrat de prêt n°110831

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Solidarités - Construction de 39 logements sociaux - Résidence ' In'Spire ', ZAC Roque Fraisse lot 19, route des Terrasses du Languedoc à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise la construction de 39 logements locatifs sociaux neufs, résidence « In'Spire », ZAC Roque Fraisse lot 19, route des Terrasses du Languedoc, à Saint Jean de Védas. Le programme comprend 25 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 14 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet montpelliérain BPA Architecture.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 4 532 006 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, et aux charges et conditions définies dans le contrat n°114016.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total 4 532 006 € souscrit par le bailleur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°114016, constitué de 4 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Eliane LLORET.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146041-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Contrat de prêt 114016\_Promologis\_Inspire.pdf
- Conv\_GE Promologis\_Inspire.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL



## Solidarités - Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Clôture de l'exercice 2020 - Avenant n°9 à la convention signée avec l'État - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, Montpellier Méditerranée Métropole s'est vue déléguer par l'État pour une durée de 6 ans (2016-2021), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés.

A ce titre, elle a signé, le 30 mai 2016, une convention de délégation de compétence avec l'État, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé.

Ces conventions prévoient qu'un avenant dit « *de fin de gestion* », à intervenir en fin d'année, précise les dotations de crédits effectivement allouées à Montpellier Méditerranée Métropole, et le cas échéant, les dotations complémentaires accordées au regard des évolutions de la programmation des logements à financer. Ces avenants conditionnent la notification par l'État et l'Agence Nationale de l'Habitat du reliquat d'autorisations d'engagement déléguées à Montpellier Méditerranée Métropole.

Au terme de l'année 2020, le prévisionnel de création de logements sociaux publics s'établit à 1 748 logements, soit en baisse par rapport au prévisionnel fixé à 2 276 en début d'année. Ces perspectives de production font suite à un bilan 2019 favorable compte tenu du contexte de fin de période triennale (1 981 logements) et sont comparables au niveau constaté en 2018 (1 688 logements).

Cette chute s'explique notamment par l'inscription d'une partie des opérations devant initialement bénéficier d'un financement de droit commun objet de la présente délibération, sur les lignes budgétaires non déléguées du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) dans le cadre de la reconstitution de l'offre. Mais elle est également consécutive à la crise sanitaire et aux retards opérationnels induits, laissant espérer un report des programmes sur 2021. Les chiffres définitifs de la construction neuve en 2020 permettront d'établir si la part sociale demeure conforme aux objectifs du PLH 2019-2024, qui fixe un minimum de 30% à 36% selon les groupes de communes de logements locatifs sociaux à produire par an en moyenne lissée.

S'agissant du bilan prévisionnel des logements à financer en PLUS et PLAI, constituant la priorité de la Métropole, il s'établit à 1 390 logements, contre 1 794 prévus initialement. Toutefois, la programmation en logement ou hébergement dédiés à des personnes défavorisées, mobilisant des financements en PLAI spécifiques, est supérieure au prévisionnel initial et très supérieure aux objectifs du PLH (environ 180 logements pour 487 programmés). Neuf nouvelles structures collectives seront ainsi créées dont :

- une résidence accueil à destination de personnes souffrant de handicaps psychiques située à Clapiers ;
- deux pensions de famille destinées à des personnes en grande difficulté d'insertion réalisées dans le cadre du Plan Logement d'Abord, ainsi qu'un centre d'hébergement d'urgence pour femmes seules ou avec enfant, un Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA), deux résidences sociales généralistes et l'extension d'une troisième, situées à Montpellier ;
- une pension de famille située à Saint Jean de Védas.

La dotation nécessaire à leur financement est ainsi ramenée 7 428 400 €, contre 7 761 000 € délégués initialement.

Les PLS, au nombre de 358 dans le bilan prévisionnel 2020, sont composés de 85 logements familiaux, contre 209 prévus initialement, et 273 PLS spécifiques permettant de financer la création de quatre résidences autonomie (ex. logements foyers pour personnes âgées non dépendantes) situées Montpellier, ainsi que la reconstruction d'un Foyer Occupationnel à destination de personnes handicapées prenant place à Grabels.

Ainsi, l'avenant n°9 de fin de gestion a pour objet de prendre en compte la dotation définitive 2020, ainsi que les objectifs correspondants, selon la répartition suivante :

Types de financement	objectifs PLH 2019-2024 adopté le 18 novembre 2019	Rappel objectifs initiaux 2020 délégation	Objectifs révisés 2020 délégation
PLAI familiaux	environ 465	485	312
PLAI spécifiques	environ 180	407	487
PLUS	environ 855	902	591
PLS familiaux	environ 150	209	85
PLS spécifiques	environ 225	273	273
<b>TOTAL</b>	<b>entre 1790 et 1960</b>	<b>2 276</b>	<b>1 748</b>

PLAI : prêt locatif aidé d'intégration

PLUS : prêt locatif à usage social

PLS familiaux : prêt locatif social ordinaire (hors étudiants et foyers)

PLS spécifiques : prêt locatif social spécifiques – logements étudiants et foyers

En complément, l'Etat met à la disposition de la Métropole 90 agréments pour des logements en Prêt Social de Location-Accession (PSLA) qui contribuent à l'objectif de production de logements en accession abordable fixé par le nouveau PLH (17% de l'offre globale de logement attendu dans les communes du cœur de Métropole desservies par le réseau armature de transport en commun), contre 252 initialement.

S'agissant des aides à la rénovation des logements privés anciens, les objectifs et dotations n'étant pas définitivement arrêtés, ces derniers feront l'objet d'une délibération spécifique à intervenir lors d'un prochain Conseil.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le projet d'avenant n°9 à la convention principale de délégation d'attribution des aides à la pierre à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146995-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 3MProjet Avenant 9\_fin de gestion .pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

